

26 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/environnement/mega-bassines-autopsie-d-une-mega-desinformation-24-03-2023-2513329_1927.php

« Mégabassines » : autopsie d'une « mégadésinformation »

Des milliers d'opposants convergent ce vendredi vers les Deux-Sèvres contre les retenues d'eau. Pourtant, leur efficacité est saluée dans la Vendée voisine... par les écolos !

Par Géraldine Woessner



Des militants protestent contre la construction d'une nouvelle réserve d'eau pour l'irrigation agricole, à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), le 29 octobre 2022. © Pascal Lachenaud/AFP

Publié le 24/03/2023 à 09h21

Est-ce parce qu'ils redoutent de se faire à leur tour vandaliser qu'ils se font si discrets ? Alors que 7 000 à 10 000 militants « anti-bassines » s'apprêtent à manifester une nouvelle fois, à partir de ce vendredi et jusqu'à dimanche, dans les Deux-Sèvres, sur deux sites – Sainte-Soline et Mauzé-sur-le-Mignon – devenus emblématiques de la lutte contre ces vastes réservoirs destinés à stocker, pendant l'hiver, de l'eau à usage agricole, **leurs voisins du sud de la Vendée rasent les murs.**

Dans leur département, assis sur le même Marais poitevin et limitrophe des Deux-Sèvres, vingt-cinq « mégabassines » ont été construites entre 2007 et 2019... sans que cela soulève de protestations, et avec des résultats unanimement salués : « L'effet positif sur les nappes phréatiques est indéniable », confie au *Point* Yves Le Quellec, président du bureau local de France nature environnement (FNE), qui a suivi les ouvrages depuis le premier jour. « J'étais moi-même réticent, au début... Avec le recul, je dois reconnaître que je me suis trompé », dit-il.

Réduire les prélèvements de 60 % en été

Au début des années 2000, les autorités locales sont affolées. L'explosion du tourisme et de l'irrigation, après la grande sécheresse de 1976, a sérieusement abîmé la nappe phréatique dans cette plaine calcaire, à égale distance du Marais poitevin et du bocage. Au point que les agriculteurs ont « pompé » jusqu'à faire craindre une intrusion d'eau salée dans l'eau douce. Les mesures d'économie et de restriction d'irrigation, imposées à la fin des années 1990, n'ont pas suffi. Les études commandées sont formelles : il faut réduire de 60 % les prélèvements sur la nappe en été.

Toutes les parties – ONG environnementales, agriculteurs, municipalités, entreprises... – se rassemblent pour élaborer un schéma d'action et « un compromis a été trouvé », se souvient Arnaud Charpentier, président du Syndicat mixte Vendée Sèvre Autize. « **Nous avons convenu qu'un tiers des économies viendrait de mesures de sobriété, les deux autres tiers des retenues de substitutions que nous allions construire, pour permettre l'irrigation agricole.** »

Mais le processus, qu'imposent alors l'État – qui financera jusqu'à 70 % des projets – et les organisations écolos, doit être strictement encadré. **D'abord, ces réserves, essentiellement remplies par pompage de la nappe – et résiduellement des cours d'eau –, ne pourront l'être que pendant l'hiver, quand le niveau de la nappe déborde ou dépasse un certain seuil, fixé pour préserver les écosystèmes.**

Ensuite, le contrat s'accompagne d'engagements de la part des agriculteurs, qui devront économiser l'eau, replanter des haies, adopter des cultures plus résilientes, réduire leur consommation de produits phytosanitaires... « Il a fallu tordre le bras à certains », se souvient Yves Le Quellec. « **Beaucoup d'agriculteurs considéraient qu'ils avaient un droit inaliénable à l'eau. Les faire basculer dans un mode de gestion collective, avec une sorte de contrôle de leurs pratiques, c'était une révolution.** »

Un « **changement radical** » d'approche que saluera, à l'époque, la ministre **EELV de l'Écologie Delphine Batho**. Entre 2007 et 2019, quelque vingt-cinq retenues sont construites – pour un volume total de 11 millions de m³, qui desservent aujourd'hui 1 500 agriculteurs – un quart des agriculteurs vendéens.

Un effet positif sur la nappe phréatique

Évaluées par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne en 2021, ces « bassines » ont globalement rempli l'objectif, comme le montre également l'analyse des données des piézomètres installés sur le territoire : par rapport aux années 2000, le niveau de la nappe en été a augmenté d'un à deux mètres.

En contrepartie, les irrigants ont amélioré leurs pratiques – aide au pilotage, sondes capacitives... –, la surface de maïs cultivé a fortement diminué (de 13 %) autour des bassines, de nouvelles cultures se sont développées : betteraves, pois chiche, haricots, plantes médicinales...

« Nous avons aussi pu pérenniser l'élevage, ce qui permet de garder les dernières prairies naturelles du marais », précise Arnaud Charpentier. « L'alternative, c'était la désirrigation, donc l'arrêt des cultures locales puisque toutes les plantes ont besoin d'eau, et la montée en flèche des importations... » **Des progrès importants restent à accomplir**, nuance Yves Le Quellec, « sur les systèmes d'irrigation, la réduction des pesticides... Mais la mutation est engagée, elle doit pouvoir s'accélérer », pense-t-il.

Comment perçoit-il le mouvement national de rejet de ces constructions, désignées comme béquilles d'un « modèle d'agriculture intensive moribond ? » « Je ne comprends pas de quoi ils parlent, l'agriculture est familiale ici, je ne comprends pas les “anti-bassines”. Ils s'improvisent experts de la gestion de l'eau sans rien connaître au milieu. **Le véritable juge de paix d'une politique, ce sont les résultats. Et ils sont incontestablement positifs** », soupire celui qui, aujourd'hui, se sent marginalisé au sein de son propre mouvement.

Que s'est-il passé, en à peine quelques mois, pour que les discussions sur ces fameuses retenues deviennent à ce point éruptives, et **que les données et les faits mesurables soient exclus, voire totalement niés, dans le débat public ?**

« À l'heure où la sécheresse sévit et où le réchauffement climatique au niveau planétaire fait craindre une élévation des températures, en France, de 3,6 degrés d'ici la fin du siècle, la raréfaction de la ressource en eau génère de nombreux conflits d'usage, en même temps qu'elle nourrit l'angoisse de la population », analyse l'hydrologue Éric Servat, directeur du Centre international Unesco de l'eau de Montpellier. « Le système médiatique, dans ce contexte, aime appuyer les paniques en donnant la parole aux plus radicaux. » Et les politiques se sont engouffrés dans la brèche, apportant davantage de conflits... que de solutions.

Un combat politique contre « l'agro-industrie »

C'est l'un des meilleurs coups marketing de la décennie. En inventant, en septembre 2021, le terme « mégabassines » pour désigner ces grands réservoirs destinés au stockage de l'eau, que les anciens zadistes de Notre-Dame-Des-Landes venaient de choisir comme nouveau terrain de lutte, **le média en ligne Mediapart a réussi un coup de maître** : rien de tel, pour cliver les positions et nourrir un combat, que d'affubler son objet d'un nom infamant.

En deux ans, ces « réservoirs de substitution » sont devenus le symbole national d'un combat acharné contre « l'accaparement de l'eau par l'agro-industrie », selon les termes du collectif Les Soulèvements de la Terre, créé en janvier 2021 par d'anciens opposants au projet d'aéroport dans le Pays de la Loire, en quête d'un nouveau front.

Des slogans repris, et amplifiés, grâce au formidable écho médiatique donné à chaque action violente du collectif, adepte assumé du sabotage et du coup de poing. En août dernier, deux réservoirs sont éventrés en Vendée – il y en a pour 1 million d'euros de dégâts. En octobre, 61 gendarmes sont blessés en marge d'une manifestation qui rassemble plus de 4 000 personnes dans les Deux-Sèvres, près des bassines honnies...

Ce week-end, le mouvement devrait rassembler de 7 000 à 10 000 personnes, signe d'un réel élargissement. Rejoints par une foule d'organisations militantes, les « ultras » des Soulèvements de la Terre se sont assurés de bénéficier d'une vitrine « vertueuse », la Fondation Danièle-Mitterrand ayant même payé le voyage de « conférenciers militants de l'eau » venus du monde entier.

« Leur mouvement est en train de se structurer, en suivant le modèle prôné par le militant suédois Andreas Malm, avec lequel Les Soulèvements de la Terre entretiennent des liens étroits », décrypte Olivier Vial, en charge des radicalités au Ceru, le laboratoire d'idées universitaire. « Malm a théorisé le fait qu'il faut un front violent pour permettre aux non-violents de faire avancer leurs idées. »

Il cite volontiers l'exemple de Martin Luther King – le modéré –, avec lequel les pouvoirs publics ont été obligés de négocier sous la pression entretenue par Malcolm X – le radical. « La vraie question, écrit Andreas Malm, n'est pas de savoir si les gens ont le droit moral de détruire les biens qui font planer la mort sur le globe. Il s'agit de savoir pourquoi ils n'ont pas encore commencé. »

Intimidations et... décroissance

Les « mégabassines » feraient donc planer la mort ? « Ce qui est sidérant, c'est la rapidité avec laquelle tout débat rationnel sur les retenues d'eau est devenu impossible », hallucine un hydrologue ayant travaillé sur plusieurs projets locaux, **insistant pour que son anonymat soit préservé**. « Je ne suis qu'un simple hydrogéologue de terrain... je ne veux pas de problèmes. »

Comme lui, les agriculteurs – dont certains ont porté plainte, mi-mars, pour « harcèlement moral » – racontent des mois d'insultes, d'intimidations, de pression médiatique les désignant aux yeux du grand public comme des quasi-criminels. « Aucun de nous n'a le profil de l'agrobusiness », racontent à *La Nouvelle République* **Ludovic Vassaux et Guillaume Raynaud, qui élèvent des vaches maraîchines en agriculture bio. Et pourtant saccagés, comme les autres.**

Les hydrologues spécialistes de la région, redoutant les attaques, se murent dans le silence – laissant le champ libre à une poignée de militants, qui squattent les plateaux de télévision. « **Le discours des radicaux est devenu dominant, car il a un point commun avec les mouvements écolonaturalistes et anticapitalistes modérés : la décroissance** », décrypte Olivier Vial. « Ce mouvement est aussi porté par une galaxie d'universitaires engagés depuis longtemps dans un courant de déconstruction et de remise en cause des valeurs occidentales », qui le portent depuis des années.

« De plus en plus d'universitaires, dans la lignée de Sandra Harding, qui a créé le concept d'« **objectivité forte** », considèrent que la vérité en elle-même ne se suffit pas et que les personnes concernées ou engagées dans un combat seront plus objectives, puisqu'il existe une morale supérieure qui détermine leurs prises de position publiques », explique le chercheur.

« Beaucoup d'hydrologues interrogés dans les médias reconnaissent, dans leurs écrits, l'intérêt des retenues de substitution, mais redoutent, en public, que leur construction retarde la réflexion vers la transition et la sobriété. **Ils rencontrent un mouvement antiprogrès technologique et anti-innovation très présent dans l'opinion** », résume-t-il.

D'où l'extrême confusion qui imprègne aujourd'hui le débat public, qui voit s'entrechoquer des positions radicales. Les bassines constitueraient « des réponses purement curatives, qui enferment [...] l'agriculture dans des pratiques d'irrigation de plus en plus inadaptées au climat qui change », affirment ainsi – les très médiatiques – Florence Habets et Magali Reghezza, respectivement hydrogéologue et géographe.

Que dit la science ?

Sur le plan technique, pourtant, les arguments avancés manquent de précision. Les bassines artificialiseraient les sols ? Dans les Deux-Sèvres, elles ne représenteront que 0,74 % de la superficie des terres concernées par l'irrigation, a calculé Stéphane V., enseignant agrégé en sciences de la vie et de la terre, et auteur du [blog Terre à Terre](#).

Jusqu'à « 30 % de l'eau » des bassines pourraient être évaporée ? « C'est largement surévalué », estime un hydrologue au Bureau de recherche géologique et minières (BRGM), qui évalue plutôt l'évaporation « entre 3 % et 6 % », se basant sur des réservoirs en exploitation à l'étranger.

Dans les Deux-Sèvres, le projet de construction de seize bassines contesté par les opposants s'appuie sur un rapport du BRGM de Nouvelle-Aquitaine, rendu public à l'été 2022 : **le projet aurait un « impact négligeable » en hiver sur les nappes et débits des cours d'eau, selon les spécialistes, et permettrait, au contraire, « un effet positif en printemps-été, de l'ordre de + 6 % de gain de débit en sortie du bassin pour le mois de juillet ».**

Le niveau du Marais poitevin augmenterait aussi en été, préservant les écosystèmes... « Ce rapport ne prend pas en compte les effets du réchauffement climatique », ont aussitôt objecté les opposants, qui ont commandé leur propre contre-rapport... Rédigé par une postdoctorante en géomorphologie côtière, spécialisée dans les récifs coralliens, et travaillant... dans une université allemande !

« Ce débat tourne à la farce, on malmène et on instrumentalise la science », s'étrangle un hydrologue local, redoutant – lui aussi ! –, s'il s'exprime publiquement, les repréailles professionnelles.

Pas de « solution miracle »

Au-delà des expressions radicales, une majorité silencieuse de chercheurs contemple la foire d'empoigne avec inquiétude et un soupçon de résignation, consciente qu'il n'existe, en la matière, aucune « solution miracle », mais un panel de réponses, plus ou moins adaptées à chaque territoire.

« Le modèle, industriel ou non, n'a rien à voir dans l'affaire : absolument toutes les cultures ont besoin d'eau, y compris en bio, et les solutions pour réduire leurs prélèvements sont les mêmes pour tous », rappelle Arnaud Charpentier. « Globalement, 2022 a fait prendre conscience à de nombreuses personnes que la ressource en eau n'était pas aussi durable qu'on pouvait le penser », positive Thierry Caquet, directeur scientifique Environnement de l'Inrae, qui travaille aux bouleversements – « indispensables », souligne-t-il – que devra consentir le monde agricole.

Car les marges d'amélioration existent : sélection variétale, recherche d'espèces plus résilientes, couverture et moindre travail du sol, efficacité de l'irrigation, ombrage, diversification des cultures, voire... des abandons. **Mais la complexité du sujet l'incite à l'humilité, quand on le presse d'apporter des réponses.**

« On irrigue aujourd'hui 6,8 % de la surface agricole utile », la moyenne mondiale s'établissant à 18 %, rappelle-t-il. « Là où les cultures d'été seront menacées, il est improbable que cela n'augmente pas », même si de profondes adaptations sont engagées. « Réapprendre à gérer la diversité, en multipliant les assolements [le nombre de variétés cultivées, NDLR] va demander plus de main-d'œuvre. Et un changement de culture ne se décrète pas. »

Alors qu'on parle beaucoup du sorgho pour remplacer le maïs, « toutes les chaînes de valeur devront être réorganisées. Il faudra des gens qui fournissent les semences aux agriculteurs, d'autres qui collectent la production, la transforment en produits finis, des distributeurs... et des consommateurs qui achètent ces produits. **Un système alimentaire, ce n'est pas que l'agriculteur !** » **Des enjeux à mille lieues des discours manichéens qui déchirent la société, et qui exigeront, pour être relevés, beaucoup d'humilité, d'esprit de compromis, et d'intelligence collective.**

26 mars 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2023/03/22/a-paris-des-eboueurs-ec-ures-par-les-casseurs-de-greve-venus-du-sud_6166450_4500055.html

A Paris, des éboueurs écœurés par les « casseurs de grève » venus du Sud

Chargé de la collecte des déchets dans le 15^e arrondissement, le groupe Pizzorno a mobilisé des volontaires parmi ses salariés du sud de la France et de la région lyonnaise pour enrayer la grève en cours depuis le 7 mars.

Par [Jules Thomas](#) et [Yann Bouchez](#)

Publié le 22 mars 2023 à 05h00, mis à jour le 24 mars 2023 à 15h48



Intervention de CRS au dépôt de l'entreprise Pizzorno, à Vitry-sur-Seine, bloquée par des grévistes, le 16 mars.

La discussion avec la direction, en ce lundi 20 mars, aura été de courte durée. A la sortie, un responsable syndical résume, devant une quarantaine de salariés et militants mêlés : « *Ya pas d'avancée.* » Les jours de grève ne seront pas payés, c'était attendu. Mais les concessions proposées par la direction sont minimes. Personne ne semble surpris. « *Ils se foutent de notre gueule,* poursuit devant l'assemblée Abdelkader Mekhti, délégué central CGT du groupe Pizzorno, spécialiste de la collecte et du traitement des déchets. *Ceux qui veulent continuer lèvent la main.* » Les bras se dressent. La grève, entamée le 7 mars, contre la réforme des retraites mais aussi pour des hausses de salaire, est reconduite.

A Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), devant les locaux de Pizzorno Environnement, situés au milieu d'une zone industrielle, le temps des braseros et des palettes entassées est pourtant révolu. Ne restent que quelques traces sur des palissades. Ici, un autocollant citant Prévert : « *Quand les éboueurs font grève, les ordures sont indignés.* » Là, un slogan tagué : « + de poubelles dans la rue, - d'ordures au pouvoir ». Le piquet de grève, la sono et les drapeaux rouges ont été démontés le 16 mars.

Ce jour-là, plusieurs dizaines de CRS sont venus déloger les grévistes, syndicalistes et autres militants qui empêchaient les camions-bennes de sortir. La direction de Pizzorno, qui déplore auprès de *M Le magazine du Monde* le « *blocage de ses activités par un collectif de personnes extérieures à l'entreprise* », venait de demander, avec succès, au tribunal de Créteil d'autoriser le recours à la force pour débloquer le dépôt. Mais depuis, contrairement aux équipes du matin, moins mobilisées, les équipes du soir restent grévistes.

Avec ses quelque 250 salariés à Vitry, Pizzorno s'occupe de la collecte des déchets dans le 15^e arrondissement de Paris et dans 24 communes du Val-de-Marne. Parmi les différents opérateurs privés travaillant dans une dizaine d'arrondissements de la capitale, la société, basée à Draguignan (Var), est la

seule à connaître une grève d'ampleur. Ce n'est peut-être pas un hasard : au sein du groupe, le dialogue social est souvent plus que tendu.

Un système D parfaitement légal

En 2019, à Lyon, la société de 2 000 salariés avait eu recours à des intérimaires pour enrayer une grève. La pratique, illégale, avait été démasquée. Et aujourd'hui, si les grévistes de Pizzorno gardent un goût amer de l'évacuation du 16 mars, ils sont encore plus ulcérés par la stratégie de leur entreprise pour, disent-ils, « *casser la grève* ». En la matière, la direction n'a pas manqué d'inventivité, en faisant venir des salariés du groupe du sud de la France et de la région lyonnaise. Un système D parfaitement légal, pour un enjeu de taille.

Peu d'informations ont fuité sur les « volontaires » ou « casseurs de grève » venus du Sud. Tout juste sait-on qu'ils étaient 24 au départ, à la mi-mars – depuis, des nouveaux sont arrivés, d'autres sont repartis –, logés et nourris dans le 15^e arrondissement. Certains se sont parfois mis en scène sur les réseaux sociaux. Ainsi peut-on voir, dans une vidéo publiée dès le 16 mars sur Facebook, un certain « Teuf Teuf », veste Pizzorno sur le dos, chanter joyeusement au cul d'un camion : « *A Paris, à vélo, on ramasse les poubelles ! On n'est pas venus ici pour faire du shopping et regarder les oreilles de Mickey !* » Et de s'activer, avec le sourire.

Tous frais payés

« Teuf Teuf », 55 ans, dont vingt-huit passés chez Pizzorno, à Draguignan, a commencé à travailler à Paris lundi 13 mars, pour une mission inédite qui le comble. Son employeur lui a payé l'avion pour venir et, dit-il, « *nous a mis dans un confort, pour dormir, se restaurer* ». « *On est venus de notre plein gré, assure-t-il. On ne nous a pas mis le couteau sous la gorge.* » « Teuf Teuf » est du genre hyperactif – son surnom vient du fait qu'il a longtemps préféré courir à côté du camion pendant les tournées, plutôt que de monter sur le marche-pied. Et ce jeune papy éboueur, au téléphone, se régale de l'accueil chaleureux des habitants : « *Les commerçants et les enfants nous applaudissent, ça me touche beaucoup, ils sont reconnaissants. Comme j'ai dit à mon patron : tant qu'il y aura des déchets dans le 15^e, je ne partirai pas de Paris. Je veux que les gens retrouvent la ville comme elle doit être.* »

« Teuf Teuf » préfère ne pas parler de la prime, évoquée par les grévistes, autour de 500 euros – ce que nie la direction –, pour inciter à faire le voyage – « *pour l'instant, je ne suis pas venu pour ça* ». Il n'a pas vraiment d'avis sur la réforme des retraites : « *Chacun voit midi à sa porte.* » Lui, un casseur de grève, comme le regrettent certains de ses collègues à Vitry ? « *Ils pensent ce qu'ils pensent, c'est vrai que pour eux ce n'est pas évident, je le conçois. Mais, vous comprenez, on ne peut pas laisser les gens comme ça.* » Alors il restera le temps qu'il faut pour tout nettoyer, même si « [s]a femme » lui manque.

A Vitry, le ton à l'encontre des « sudistes » est dur. A 58 ans et malgré sa longue expérience chez Pizzorno, depuis 2009, Jean-Pierre Lascary, délégué syndical CGT, déplore comme beaucoup un manque de solidarité. « *Ils auraient dû être aussi mobilisés que nous, parce que ce que nous demandons, ça peut très bien les servir. La hausse de salaire, ça les concerne aussi.* » La réforme des retraites a été la goutte d'eau, mais les grévistes de Vitry réclament aussi des augmentations et de meilleures conditions de travail. En octobre 2022, ils avaient déjà arrêté de travailler pendant six jours. Depuis, assurent-ils, la direction n'aurait pas respecté ses engagements. Pour l'instant, aidé par « Teuf Teuf » et les autres volontaires, Pizzorno ne semble pas vouloir discuter. Et peu importe le coût des primes pour les volontaires, estime Abdelkader Mekhti : « *La direction, ils préfèrent payer plus que céder.* »

26 mars 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2023/03/26/la-faillite-historique-de-l-autorite-palestinienne_6167014_6116995.html

La faillite historique de l'Autorité palestinienne

Chronique

Jean-Pierre Filiu, Professeur des universités à Sciences Po

Le refus de Mahmoud Abbas d'organiser, à 88 ans, sa propre succession, confirme la faillite historique de l'Autorité palestinienne, qu'il préside depuis 2005.

Publié aujourd'hui à 07h00 Temps de Lecture 3 min.

L'Autorité palestinienne (AP) a été créée par les accords négociés à Oslo et signés en 1993 par Yitzhak Rabin, premier ministre d'Israël, et Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Mais là où Israël y voyait fondamentalement le gage d'une « coopération sécuritaire » dans les territoires évacués par son armée, l'OLP projetait dans une telle Autorité ses rêves d'Etat indépendant. Les bailleurs de fonds, Union européenne en tête, ont entretenu cette illusion en subventionnant massivement l'AP dans la perspective de la « solution à deux Etats ».

A Rabin, assassiné par un extrémiste juif en 1995, a pourtant succédé un farouche opposant aux accords d'Oslo, Benyamin Nétanyahou, de 1996 à 1999, puis de 2009 à 2021. De retour à la tête du gouvernement israélien depuis quelques mois, Nétanyahou retrouve face à lui Mahmoud Abbas qui, après le décès d'Arafat en 2004, lui a succédé à la présidence de l'OLP comme de l'AP.

La confusion des légitimités

Arafat était parvenu à contenir les contradictions inhérentes à l'emboîtement entre, d'une part, l'AP et son Conseil législatif palestinien (CLP), élu au suffrage universel à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza, et, d'autre part, l'OLP, avec son conseil exécutif, son conseil central et son conseil national, censés représenter aussi bien la population des territoires occupés que la diaspora palestinienne. La gestion de ces deux niveaux de légitimité était facilitée par le charisme d'Arafat et sa mainmise sur le Fatah, majoritaire dans l'OLP, ainsi que par le refus des islamistes du Hamas de jouer le jeu de l'OLP comme de l'AP.

Tout bascule avec l'élection d'Abbas, à la fois chef du Fatah et de l'OLP, par 62 % des suffrages en 2005 à la présidence de l'Autorité palestinienne et, l'année suivante, avec la victoire du Hamas aux législatives, avec 74 des 132 sièges du CLP. Chacun des mouvements rivaux se prévaut d'une légitimité électorale pour revendiquer sa seule et unique « Autorité », jusqu'à la rupture de 2007 entre le « Fatahstan » de Cisjordanie et le « Hamastan » de Gaza.

Des cycles de pourparlers entre le Fatah et le Hamas, hier par la médiation de l'Egypte, aujourd'hui par celle de l'Algérie, ne sont pas parvenus à sortir de cette division désormais ancrée dans deux territoires palestiniens. La campagne menée par Abbas au nom de l'OLP pour obtenir, en 2012, la reconnaissance de la Palestine comme Etat non membre de l'ONU, mais avec un statut d'observateur, a encore aggravé la confusion, puisque le gouvernement de l'AP, voire son administration, se réclame désormais d'un « Etat de Palestine », aujourd'hui reconnu par 139 Etats.

L'AP est pourtant loin d'incarner un tel « Etat », elle qui est avant tout un appareil sécuritaire hypertrophié, laissant à l'initiative privée le soin de gérer les universités, les institutions culturelles ou les projets de développement, tandis que l'ONU assure une grande partie des services de base. En outre, Abbas, dont le mandat a expiré depuis treize ans, a dissous le CLP en 2018, privant l'Autorité palestinienne de toute légitimité démocratique. Enfin, Abbas n'exerce depuis Ramallah son « Autorité » que sur 40 % de la Cisjordanie et 2,8 millions de Palestiniens (contre 2,2 millions à Gaza).

Après moi, le déluge

Les forces de la « troisième voie » palestinienne, indépendantes du Fatah comme du Hamas, sont néanmoins parvenues, en 2021, à faire entériner par les deux mouvements rivaux un calendrier d'élections pour le Parlement, puis pour la présidence de l'AP. Abbas, qui s'était engagé à ne pas se représenter, a finalement préféré s'accrocher au pouvoir en reportant sine die ces scrutins. Cette fermeture de l'horizon politique a laissé libre cours à l'escalade de mai 2021 qui, de Jérusalem-Est à Gaza, s'est aussi étendue aux villes judéo-arabes d'Israël.

Mais l'Union européenne a préféré continuer de subventionner à fonds perdu l'autocrate de Ramallah, malgré la brutale répression de toute forme de contestation en Cisjordanie. Une telle politique, à très courte vue, fait non seulement le jeu du Hamas, mais favorise aussi le développement, en Cisjordanie même, de groupes armés dont l'engagement anti-israélien se double dorénavant d'une hostilité ouverte à l'AP.

Abbas, qui fête aujourd'hui même ses 88 ans, refuse avec constance de désigner un successeur. Certes, sa préférence semble aller à [Hussein Al-Sheikh, ministre de l'AP](#) chargé des relations avec Israël, récemment promu secrétaire général de l'OLP. Mais Majed Faraj, le chef des renseignements de l'AP, et à ce titre l'autre pilier de la « coopération sécuritaire » avec Israël, est aussi sur les rangs. Au sein même du Fatah, ces deux proches d'Abbas sont contestés par les partisans de Marwan Barghouti, emprisonné en Israël, et de Mohammed Dahlan, exilé à Abou Dhabi. **Le risque d'effondrement de l'AP et d'affrontements miliciens est donc très sérieux à la mort d'Abbas.**

La seule alternative à une telle catastrophe serait pour l'Union européenne de conditionner toute forme de financement de l'AP à la tenue d'élections générales, afin que l'organisation démocratique de la succession d'Abbas permette de sortir enfin de l'impasse actuelle. Pour mémoire, le conflit israélo-palestinien est entré depuis le début de cette année dans un nouveau cycle de violences, avec à ce jour 101 tués, dont 87 Palestiniens et 14 Israéliens.

Jean-Pierre Filiu(Professeur des universités à Sciences Po)

26 mars 2023 (L'Express)

<https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/rainer-zitelmann-nen-deplaise-a-piketty-notre-periode-est-la-plus-faste-de-lhistoire-WILACDTZHVHVPFHURLSTGKOKUY/>

Entretien

Rainer Zitelmann : "N'en déplaie à Piketty, notre période est la plus faste de l'histoire"

Retraites, inégalités, monopoles, pauvreté... L'essayiste libéral allemand publie "In Defense of capitalism", dénonçant les idées reçues sur le capitalisme.



L'historien, sociologue et entrepreneur allemand Rainer Zitelmann.

Propos recueillis par Thomas Mahler

Publié le 25/03/2023 à 07:30, mis à jour à 07:30

Rainer Zitelmann a tour à tour été étudiant marxiste, titulaire d'un doctorat d'histoire, journaliste à Die Welt et entrepreneur à succès. Après avoir, la cinquantaine venue, soutenu une deuxième thèse dédiée aux super-riches, le chercheur allemand est aujourd'hui un essayiste résolument libéral. Paru en anglais, son nouveau livre, *In Defense of capitalism*, est un vibrant plaidoyer pour le capitalisme. Contredisant dix "mythes" sur la pauvreté, le consumérisme, les inégalités ou les monopoles, Zitelmann défend le bilan du libéralisme et assure que ce qui a échoué de manière répétée depuis un siècle, ce sont les expériences anticapitalistes, de l'URSS au Venezuela. L'ouvrage contient également des données inédites sur la perception du capitalisme dans différents pays de la planète. Sans surprise, la France se distingue par son opposition à la liberté économique...

L'Express : Vous publiez *In Defense of Capitalism* alors que nous semblons menacés par une nouvelle crise financière. Des crises comme celle de 2008 ne sont-elles pas la preuve que le capitalisme doit changer?

Rainer Zitelmann : L'une des raisons qui m'a incité à faire ce livre est que je m'attendais à une nouvelle crise de ce type. En 2019, dans *The Power of Capitalism*, j'écrivais : "La crise financière a été causée par des taux d'intérêt excessivement bas, des interventions musclées sur les marchés et le surendettement. Devons-nous sérieusement croire que la bonne thérapie implique des taux d'intérêt encore plus bas, des interventions plus fortes sur le marché et davantage d'endettement? Ces mesures peuvent avoir des effets à court terme, mais les marchés deviennent de plus en plus dépendants des taux d'intérêt bas. Ceux-ci ne résolvent en rien les problèmes sous-jacents, ils ne font que supprimer les symptômes et les repousser dans le futur. La combinaison actuelle d'une régulation excessive et de taux d'intérêt nuls entraînera des problèmes considérables à moyen terme pour de nombreuses banques et constitue le terreau de nouvelles crises encore plus sévères".

Avec leurs politiques, les banques centrales se sont piégées elles-mêmes : elles ont d'abord provoqué l'inflation, et maintenant qu'elles doivent augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre cette inflation, elles mettent en difficulté les banques. L'économiste Ludwig von Mises [1881-1973] a appelé cela "la spirale interventionniste". Dans mon nouveau livre, je montre que la crise financière de 2008 n'était en aucun

cas une crise du capitalisme ni le résultat d'une trop grande déréglementation, mais bien le contraire : elle était le fruit d'une trop grande intervention de l'Etat et de politiques malavisées de la part des banques centrales.

Les inégalités se creusent dans des pays comme les Etats-Unis, et la question des "1 %" devient de plus en plus un sujet politique. Ne devrions-nous pas nous en inquiéter?

Tout d'abord, les inégalités aux Etats-Unis ont beaucoup moins augmenté qu'on ne le pense. Je recommande l'excellent et récent essai *The Myth of American Inequality*, qui montre comment la manipulation des statistiques distord massivement les données sur les inégalités.

Ensuite, ce n'est pas l'inégalité qui m'intéresse, mais la pauvreté. Thomas Piketty affirme que pendant la majeure partie du XXe siècle, les inégalités ont diminué. Pour lui, la mauvaise période débute en 1990 - depuis lors, les inégalités n'ont cessé d'augmenter. **Pourtant, il s'agit de la période la plus faste de l'histoire de l'humanité, car la pauvreté n'a jamais autant baissé qu'au cours de ces trente dernières années.** Avant l'émergence du capitalisme, la plupart des habitants de la planète vivaient dans l'extrême pauvreté. En 1820, près de 90 % de la population mondiale se trouvait dans la pauvreté absolue. Aujourd'hui, ce chiffre est inférieur à 10 %.

Plus remarquable encore : au cours des dernières décennies, depuis la fin du communisme en Chine et dans d'autres pays, le recul de la pauvreté s'est accéléré à un rythme inédit dans l'histoire de l'humanité. **En 1981, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté était encore de 42,7 %. En 2000, ce taux était tombé à 27,8 %, et en 2021, il était inférieur à 10 %.** Des gens comme Piketty s'intéressent aux inégalités, moi je m'intéresse à la manière de lutter contre la pauvreté. **En Chine, au Vietnam et en Pologne, les inégalités se sont accrues, mais je n'y ai rencontré personne souhaitant revenir à une époque où les habitants étaient plus égaux, mais plus pauvres.**

Les grandes entreprises technologiques (Google, Amazon, Apple...) sont perçues comme des menaces croissantes en raison de leur puissance et des craintes de monopoles. Selon vous, c'est pourtant une vieille rengaine...

Oui, le capitalisme peut conduire à la formation de monopoles temporaires, mais, par-dessus tout, le capitalisme détruit les monopoles. En 2007, le principal quotidien de gauche britannique, *The Guardian*, posait la question suivante : "Myspace perdra-t-il un jour son monopole?" En 2008, le magazine *Forbes* publiait un dossier sur Nokia, avec en titre de couverture : "1 milliard de clients. Quelqu'un peut-il rattraper le roi de la téléphonie mobile?" **Qui utilise encore aujourd'hui Myspace ou un téléphone Nokia? Xerox, qui a inventé la première photocopieuse en 1960, dominait le marché en 1970, avec une part de marché de près de 100 %, contre 2 % aujourd'hui. De nombreux autres exemples prouvent que le capitalisme est le plus grand ennemi des monopoles.**

Le monopole le plus dangereux est celui de l'Etat. Le grand paradoxe dans la critique des monopoles faite par les anticapitalistes est que ce sont les mêmes qui prônent si souvent la nationalisation, alors même que les monopoles publics sont les plus durables et solides de tous. N'est-il pas absurde que les anticapitalistes reprochent aux grandes entreprises de restreindre la concurrence, tout en préconisant davantage d'entreprises publiques qui éliminent la concurrence non seulement de façon temporaire et partielle, mais de manière permanente et complète?

Le capitalisme est également accusé d'être la principale cause de la destruction de l'environnement comme du réchauffement climatique...

Dans son nouveau livre, **Greta Thunberg** rejette toutes les propositions pragmatiques et techniques pour lutter contre le changement climatique, à une exception près : **abolir le capitalisme.** Elle et d'autres anticapitalistes, comme **Naomi Klein**, ne l'appellent pas par son nom, mais **ce qu'ils demandent est, dans les faits, une économie planifiée.** Naomi Klein admet qu'au départ, elle ne s'intéressait pas particulièrement au réchauffement climatique. Puis, en 2014, elle a écrit *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique*. Pourquoi s'est-elle soudainement intéressée à cette question, alors qu'avant, **Klein** se préoccupait surtout de lutte contre le libre-échange et la mondialisation? Elle l'a dit ouvertement : "j'ai été poussée à

m'engager plus dans ce domaine en partie parce que j'ai compris qu'il pouvait être un catalyseur pour des formes de justice sociale et économique auxquelles je croyais déjà".

Mais, au cours de ces cent dernières années, l'économie planifiée n'a jamais rien résolu, elle n'a fait que causer d'énormes problèmes, notamment en matière d'environnement. Rapportées au PIB, les émissions de CO2 dans la RDA socialiste étaient trois fois plus élevées que celles de la RFA capitaliste. Si les propositions des anticapitalistes étaient mises en oeuvre, des milliards de personnes dans le monde mourraient de faim et les problèmes environnementaux ne seraient pas résolus, mais aggravés.

De votre point de vue allemand, comment jugez-vous la forte opposition en France à la réforme des retraites d'Emmanuel Macron, qui fait passer l'âge de la retraite de 62 à 64 ans?

En Allemagne, il n'y a pas non plus de volonté de relever l'âge de la retraite. **La logique nous démontre pourtant que nous n'avons pas le choix.** Les gens sont de plus en plus âgés, ce qui est positif. Mais cela signifie que le système des pensions, créé à une époque où les personnes vivaient moins longtemps et où les données démographiques étaient complètement différentes, ne fonctionne plus. **Je ne comprends pas que quelqu'un maîtrisant les quatre opérations arithmétiques de base ne puisse pas comprendre cela...**

Votre étude montre que la France est l'un des pays les plus opposés à la liberté économique, précédant simplement la Turquie, la Bosnie-Herzégovine ou la Russie...

L'anticapitalisme est plus fort en France que dans presque tous les autres pays sondés. La gauche française est obsédée par l'anticapitalisme, mais une partie de la droite également, à l'image de Marine Le Pen.

J'ai mené une autre enquête sur la jalousie sociale dans treize pays. **Dans aucune autre nation, la jalousie sociale par rapport aux riches n'est aussi forte qu'en France. Un pays comme la Pologne est aujourd'hui à l'opposé total du vôtre, avec le point de vue le plus positif sur le capitalisme et le moins de jalousie sociale.**

La Chine, dirigée par un parti toujours officiellement communiste, n'est-elle pas la preuve qu'on peut réussir économiquement avec un Etat autoritaire et dirigiste?

Comme le dit mon ami Weiyang Zhang de l'université de Pékin : **"Notre succès économique ne s'est pas fait grâce à l'Etat, mais en dépit de lui"**. A la fin des années 1950, 45 millions de Chinois sont morts de faim dans le cadre de la plus vaste expérience socialiste de l'histoire, le "Grand bond en avant" de Mao. En 1981, 88 % de la population chinoise vivait encore dans une extrême pauvreté. **C'est alors que Deng Xiaoping a lancé ses réformes en faveur de l'économie de marché et a introduit la propriété privée. Aujourd'hui, le taux d'extrême pauvreté en Chine est inférieur à 1 %. L'avantage du capitalisme, c'est que vous n'avez pas besoin d'une forme pure. Même une simple dose de capitalisme, comme en Chine, aide beaucoup.**

Comment jugez-vous l'évolution du régime de Xi Jinping, qui semble revenir à une idéologie marxiste-léniniste bien plus stricte?

Ces dernières années, il semble que les Chinois oublient les raisons de leur incroyable succès, revenant à plus d'Etat. Si cette voie n'est pas rectifiée, ce n'est pas seulement dangereux pour la Chine, mais pour le monde entier. Les Vietnamiens ne commettent pas la même erreur. Depuis vingt-cinq ans, le Vietnam, prétendument socialiste, a acquis plus de liberté économique que n'importe quel pays de taille comparable.

"Tous les systèmes socialistes qui invoquent ou ont invoqué Marx ont échoué sans exception", écrivez-vous. Mais, à écouter les anticapitalistes, ce serait uniquement du fait d'une mauvaise application des théories marxistes en URSS ou en Corée du Nord...

C'est le plus grand tour de passe-passe des anticapitalistes. Lorsque les expériences socialistes ont débuté en Union soviétique, en Chine, au Venezuela et dans d'autres pays, **les intellectuels anticapitalistes étaient enthousiastes. Staline et Mao faisaient figure de héros, même pour Sartre ou Henri Barbusse.** Les intellectuels

de gauche du monde entier se sont également enthousiasmés pour **Hugo Chavez** lorsqu'il a été élu au Venezuela à la fin des années 1990.

Il y a eu environ vingt-cinq expériences socialistes au cours de ces cent dernières années. Après chaque expérience ratée, les anticapitalistes nous disent systématiquement : "ce n'était pas du vrai socialisme". Le vrai socialisme n'a, soi-disant, jamais existé nulle part. Marx aurait, toujours et sans exception, été mal compris. **C'est, évidemment, absurde.** Marx n'a jamais expliqué en détail sa vision du socialisme et du communisme, mais une chose est claire : elle repose sur l'abolition de la propriété privée. Sur ce point central, les socialistes et les communistes ont très bien compris Marx.

En dépit de ce bilan calamiteux, nous sommes selon vous dans une période de "renaissance" du socialisme, notamment chez les jeunes occidentaux ...

C'est la faute des défenseurs du capitalisme, et notamment des entrepreneurs. Ils n'ont jamais su expliquer aux masses les avantages et le fonctionnement du capitalisme. **Ils ont cédé les médias, les écoles et les universités aux anticapitalistes.** Les procapitalistes devraient s'inspirer du marketing et de la communication des anticapitalistes, parce que ces derniers sont, de toute évidence, bien meilleurs dans ce domaine.

Pourquoi décrire l'anticapitalisme comme étant une "religion politique"?

A la fin des années 1930, **Raymond Aron** a utilisé ce terme de "religion politique". A la suite de Marx qui avait qualifié la religion d' "opium du peuple", **Aron a parlé du communisme comme d'une "religion d'intellectuels".** Les religions politiques répondent aux aspirations et aux besoins humains qui étaient auparavant satisfaits par les religions. **Aron a décrit ces doctrines comme étant "religions séculières qui prennent dans les âmes de nos contemporains, la place de la foi évanouie et situent ici-bas dans le lointain de l'avenir, sous la forme d'un ordre social à créer, le salut de l'humanité". C'est pourquoi il est si difficile de convaincre les anticapitalistes avec des faits, car leurs croyances sont de nature religieuse, s'appuyant bien plus sur des émotions que des faits.**

Mais comment expliquer que tant d'intellectuels occidentaux s'opposent au capitalisme?

La réponse est complexe, mais en voici une explication. Les intellectuels pensent que quiconque lit le plus de livres et a la meilleure formation universitaire devrait être en haut de l'échelle, c'est-à-dire eux-mêmes. Ils valorisent ce qu'on appelle les "connaissances explicites", et ne comprennent pas que les "connaissances implicites" sont au moins aussi importantes, voire plus, pour un entrepreneur. Les intellectuels ne peuvent ainsi pas comprendre que quelqu'un avec une "intelligence inférieure", quelqu'un qui n'a peut-être même pas de diplôme de premier cycle, puisse finir par gagner bien plus d'argent, avoir une maison bien plus grande, et même un ou une conjointe bien plus séduisant(e). Ils ressentent cela comme une injustice, et se vengent à travers leur croyance dans un dysfonctionnement du capitalisme ou du marché, qui devrait être "corrigé" à travers une redistribution massive. En dépouillant les entrepreneurs d'une partie de leur "richesse imméritée", les intellectuels se consolent du fait que même s'ils ne peuvent abolir le capitalisme, ils peuvent au moins le "corriger" jusqu'à un certain point.

26 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/politique/en-cas-de-dissolution-le-rn-serait-en-forte-hausse-et-la-majorite-sanctionnee-20230326>

En cas de dissolution, le RN serait en forte hausse et la majorité sanctionnée

Par [Pierre Lepelletier](#)

Publié il y a 3 heures , mis à jour il y a 9 minutes

Selon un sondage Ifop pour le *Journal du dimanche*, la majorité présidentielle perdrait près cinq points par rapport à juin, et serait donc derrière le RN et la Nupes.

Pour sortir par le haut de la crise qui s'installe, Emmanuel Macron a fait savoir qu'il refusait de dissoudre l'Assemblée nationale. Et pour cause : selon un sondage Ifop/Fiducial pour le *Journal du dimanche*, le chef de l'État ne serait pas assuré d'avoir une majorité en cas de nouvelles élections législatives. Il prendrait donc le risque d'une cohabitation. Si le premier tour du scrutin avait lieu dimanche prochain, ce serait en effet le Rassemblement national qui apparaîtrait comme le grand gagnant, en recueillant 26% des suffrages, soit un bond de sept points par rapport à juin 2022 (19,2%).

Le RN gagnant de la bataille sociale?

La coalition de la Nupes ferait jeu égal, recueillant aussi 26%, mais stagnerait par rapport aux dernières législatives (26,3%). L'alliance de gauche, dont la force pivot est La France Insoumise, s'est pourtant vivement mobilisée contre la réforme des retraites, soutenant notamment la mobilisation sociale dans la rue, contrairement au RN. Malgré cela, c'est le parti de Marine Le Pen qui réalise ses meilleurs scores *«dans les catégories les plus hostiles à la réforme, même s'il n'a pas été dans le mouvement social»*, souligne Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop.

Les macronistes arriveraient quant à eux en troisième position, avec 22%, soit un décrochage de près de cinq points par rapport au mois de juin (26,9%). En cas de dissolution, il faudrait alors observer si, au second tour, les candidats de la «majorité présidentielle» profiteraient d'un front «anti-RN» ou «anti-Nupes» qui leur permettraient de sauver des sièges. Ou non.

26 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/en-occident-ces-inegalites-dont-les-hommes-sont-victimes-20230325>

En Occident, ces inégalités dont les hommes sont victimes

Par [Aziliz Le Corre](#)

Publié hier à 07:00 , mis à jour hier à 10:09



Les inégalités dont les femmes font l'objet sont régulièrement au centre de l'actualité, quand celles qui touchent les hommes passent sous les radars médiatiques. *Adobe Stock*

DÉCRYPTAGE - Toxiques, violents, amateurs de barbecues, pollueurs, on peint plus facilement les hommes en coupables qu'en victimes. Pourtant, ils sont eux aussi touchés par d'inquiétantes inégalités.

Cette question paraît aujourd'hui insensée : les hommes sont-ils victimes de discriminations ? En effet, les inégalités dont les femmes font l'objet sont régulièrement au centre de l'actualité, quand celles qui touchent les hommes passent sous les radars médiatiques. Toxiques, violents, amateurs de barbecues, pollueurs, on peint plus facilement les hommes en coupables qu'en victimes. Certes, les femmes demeurent les principales victimes des violences sexistes et sexuelles, en dehors comme au sein du couple. Mais, en cette première moitié de XXI^e siècle, il semble qu'un profond malaise hante la condition masculine.

C'est la thèse de [Richard V. Reeves](#) dans **un essai, *Of boys and men*** (Swift Press, 2022), paru en septembre dernier au Royaume-Uni. Centriste à l'anglo-saxonne, senior fellow du think-tank américain La Brookings, ancien conseiller du libéral britannique Nick Clegg, premier vice-premier ministre du gouvernement de David Cameron de 2010 à 2015, Reeves n'est pas à ranger du côté des masculinistes. L'auteur y interroge les défis structurels qui se posent aux hommes dans une société qui leur est inadaptée.

De nombreuses études s'arrêtent sur les discriminations à l'embauche des femmes et les écarts de salaire. Récemment, le « [Baromètre Sexisme 2023](#) », réalisé par l'institut Viavoice pour le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, pointait les injustices qu'aurait subies plus d'un tiers des femmes dans leur choix d'orientation professionnelle et à poste ou compétences égales. Aux États-Unis, le National Partnership for Women and Families expliquait en 2016 que pour chaque dollar gagné par un Américain, sa collègue ne touchait que quatre-vingts centimes. **Mais s'intéresse-t-on suffisamment aux inégalités qui touchent les hommes sur le marché du travail ?**

Alors que le taux d'employabilité des femmes augmente, celui des hommes diminue, en particulier chez les jeunes âgés de 25 à 34 ans, rapporte Reeves. En 1979, aux États-Unis, 60% des femmes touchaient 20 dollars de l'heure ou moins, contre 30-32% des hommes. En 2019, cet écart se resserre, 42-43% des femmes touchent 20 dollars de l'heure ou moins, contre 36-37% des hommes.

La véritable différence salariale est désormais ailleurs : elle n'est plus sexiste, mais d'ordre socio-économique ; elle se creuse entre les plus riches et les plus pauvres de la société, qu'ils soient des femmes ou des hommes. En France, les hommes représentent 51,8% des chômeurs. Et bien que le taux d'activité des femmes reste plus faible que celui des hommes, la part de personnes au chômage, rapportée à l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans, demeure plus faible pour les femmes: 5,4% en 2020, contre 6,1% pour les hommes.

Si les hommes occupent en majorité les postes de direction, ils exercent aussi l'ensemble des métiers pénibles. Ils représentent 97% des conducteurs de poids lourd, 98,5% des ouvriers du bâtiment, et 97% des ripeurs, 92% des livreurs de plateformes, 87% des opérateurs de grue, 98% des pêcheurs en haute mer... Et également l'essentiel des emplois liés à la sécurité ou au maintien de l'ordre : 84% des policiers municipaux, 73% des policiers nationaux, 82% des gendarmes, 97% des CRS, 84,5% des militaires, 80% des sapeurs-pompiers.

Les filles mieux éduquées que les garçons

Les hommes arrivent d'autant moins à s'en sortir que l'écart se creuse dès leurs années de formation, à l'école puis dans le supérieur. **Soulignons d'abord que ces données concernent des pays Occidentaux, dans lesquels l'accès à l'école est garanti pour les deux sexes. Car dans le monde, des millions de filles sont toujours privées d'éducation.** **En tête du classement PISA** en 2009 (mené tous les trois ans par l'OCDE, il permet de mesurer les acquis des élèves et les performances des systèmes éducatifs des pays membres et non membres), **la Finlande se maintient depuis 2013 dans le top 10.** Ses résultats font pâlir d'envie ses voisins, à commencer par la France. Néanmoins, à y regarder de plus près, des divergences de résultats se font jour en fonction du sexe: **20% des Finlandaises ont un niveau de lecture supérieur au test, pour seulement 9% des garçons.** Parmi les pires scores, les résultats sont inversés: **20% des garçons ont les moins bons résultats, contre 9% des filles. Au sein des pays de l'OCDE, les garçons ont 50% de chance de plus d'échouer dans les trois matières clés de l'éducation, à savoir les mathématiques, la lecture et les sciences.**

Aux États-Unis, « les filles sont le sexe fort depuis des décennies », écrit Reeves. La part des filles étant prête à aller à l'école à l'âge de 5 ans est de 14 points plus élevée que la part des garçons. L'abîme s'accroît davantage encore entre les enfants riches et pauvres, blancs et noirs, et entre ceux qui ont été à l'école maternelle et ceux qui n'y ont pas été. Cet écart se poursuit également dans le supérieur. **Depuis 1977, il existe plus de femmes que d'hommes diplômés à l'équivalent de bac +2. Il faut attendre 1981 pour voir cet avantage féminin advenir pour les bachelors (cinq ans post-bac) et 1991 pour les diplômés de troisièmes cycles.** Le taux de femmes ayant obtenu un doctorat de dentiste, de médecine, ou de droit a bondi de 7% en 1972 à 50% en 2019, précise l'essayiste libéral. La déchristianisation de nos sociétés aurait emporté avec elle les grands rites de passage de l'enfance à l'âge adulte.

Alors que les menstruations indiquent aux jeunes filles qu'elles sont devenues des femmes, les adolescents ne savent plus se situer.

Selon Jean-Louis Auduc, spécialiste des sciences de l'éducation et enseignant, en France, « l'échec scolaire a un sexe » et il s'agit du masculin: 46,2% des garçons ont de très faibles capacités de lecture, quand 66,4% des filles ont de très bonnes capacités. **Les résultats de PISA 2012 indiquent clairement que dans l'Hexagone, l'écart de performance en compréhension de l'écrit entre les sexes s'est creusé depuis le cycle PISA 2000, passant de 29 à 44 points de différence en faveur des filles.** Les filles, durant leur scolarité, lisent donc plus vite et mieux que les garçons, redoublent beaucoup moins qu'eux à tous les niveaux du système éducatif, échouent moins dans l'obtention de qualifications, ont plus de mentions à tous les examens et diplômes, du second degré comme du supérieur, précise l'auteur de **La fracture sexuée (Décitre, 2016)** au *Figaro*. **83% des filles et 73% des garçons ont le baccalauréat, parmi eux une majorité de filles détiennent un bac général et la majorité de garçons un bac professionnel.** En 2019, dans la tranche 24-34 ans, 52% des femmes en France ont fait des études longues, pour 44 % des hommes, rapportait Emmanuel Todd dans un entretien au Figaro.

Comment s'expliquent ces difficultés d'apprentissage pour les garçons ? Trois hypothèses font débat. D'un côté, certains spécialistes estiment que les attentes envers les garçons sont plus faibles qu'envers les filles. Peu stimulés, ils décrocheraient progressivement au cours de leur parcours scolaire, analysent les chercheurs Nicole M. Fortin, Philip Oreopoulos et Shelley Phipps dans leur article « Leaving Boys Behind: Gender Disparities in High Academic Achievement » paru dans le *Journal of Human Resources*. D'autres experts, comme Benjamin Zablotsky, qui a étudié le développement d'enfants américains entre 2009 et 2017, craignent qu'il puisse exister un biais chez les enseignants, dont les trois quarts sont des femmes, en défaveur des élèves de sexe masculin. Une dernière hypothèse, enfin, notamment étudiée par l'universitaire américaine, spécialisée dans le développement psychologique des adolescents, Laurence Steinberg, postule que le cerveau des garçons se développerait moins vite que celui des filles, ce qui desservirait l'apprentissage de ceux-ci dans le secondaire. **Selon elle, l'enseignement ne serait donc pas adapté à leurs capacités psycho-cognitives.** Pour **Jean-Louis Auduc**, l'explication se trouve ailleurs. La déchristianisation de nos sociétés aurait emporté avec elle les grands rites de passage de l'enfance à l'âge adulte. Alors que les menstruations indiquent aux jeunes filles qu'elles sont devenues des femmes, les adolescents ne savent plus se situer. Ils peuvent alors adopter au cours de leur jeunesse des comportements de rupture, explique le spécialiste de l'éducation, qui se révèlent par un décrochage scolaire, ou par des comportements à risque, comme la consommation excessive d'alcool ou de drogues.

Des hommes inutiles à la vie du foyer

Si l'on peut se féliciter de la réussite scolaire et professionnelle des femmes, la féminisation du marché du travail est en partie à l'origine de la crise que subit la famille traditionnelle. En effet, jusque dans les années 1960-70, les mères étaient chargées de prendre soin de leur enfant et du foyer, tandis que les pères devaient fournir au ménage un salaire pour subsister. **Selon Reeves, cette division nette du travail sur laquelle reposait la famille traditionnelle - et ce, outre les défauts que comportait ce modèle - faisait d'elle «une institution sociale efficace parce qu'elle rendait les hommes et les femmes tous les deux nécessaires.»**

Aujourd'hui, comme le mari, le père n'est plus indispensable. Selon l'OCDE, en France, le nombre de mariages pour 1000 personnes a été quasiment divisé par deux depuis 1960. **Parallèlement, les divorces sont devenus courants.** Ainsi, en 1960, on comptait 10 mariages pour un divorce contre 1,76 mariage pour un divorce, en 2011. Le phénomène est ambigu pour les pères, analyse **Lætitia Strauch-Bonart**, dans un essai très fourni **Les hommes sont-ils obsolètes** (Fayard, 2018). S'ils s'impliquent de plus en plus dans l'éducation des enfants, leur rôle symbolique a changé. En témoigne, selon elle, la hausse des naissances hors mariage, qui ont progressé de près de 30% depuis 1970. « Le père a beau être là en chair et en os, son éloignement est rendu possible par une plus faible formalisation du lien entre les deux parents: **de fait, les unions libres sont plus faciles à défaire que les mariages** », affirme la **journaliste et essayiste**.

Les pères les plus défavorisés économiquement et socialement sont ceux qui se voient retirer le plus souvent la garde de leur enfant. 40% ont arrêté l'école en sortant du lycée, et 7% seulement sont diplômés du supérieur.

Les pères les plus défavorisés économiquement et socialement sont ceux qui se voient retirer le plus souvent la garde de leur enfant. 40% ont arrêté l'école en sortant du lycée, et 7% seulement sont diplômés du supérieur. En 2020, 1 enfant sur 5 (21%) aux États-Unis vivait avec sa mère uniquement, c'était deux fois moins en 1968. Dans les six ans suivant la séparation de leurs parents, un enfant sur trois n'a jamais vu son père, et dans des proportions similaires l'a vu seulement une fois par mois.

Les taux sont comparables en France. Selon l'Insee, 76% des enfants de parents divorcés vivent uniquement chez leur mère, contre 9% chez leur père et 15% en résidence alternée. Toutefois, les pères restent une minorité à réclamer la garde de leur enfant. Selon les chiffres du Collectif Onze, regroupant quarante-huit sociologues, dans environ deux tiers des dossiers, les parents demandent

conjointement la fixation de la résidence des enfants chez la mère. Dans un quart des dossiers, ils demandent une résidence alternée. **Que les parents soient d'accord ou non sur les procédures de séparation, ils s'entendent majoritairement pour que le lieu de résidence des enfants soit fixé chez la mère.** Par ailleurs, à profession des parents égale, les hommes sont moins prompts à faire des concessions professionnelles qu'une femme pour se consacrer à leur progéniture. Au sein des familles, cette disparité demeure. Bien que les hommes prennent de plus en plus part à l'éducation des enfants, les mères y consacrent entre 71% et 81% de leur temps disponible, et entre 53% et 65% pour les pères, selon une étude de la DARES datant de 2017.

Le malaise masculin

La transformation de la relation économique entre les deux sexes, qui s'est opérée en quelques décennies, n'a pas permis aux hommes de trouver leur place. **De plus en plus seuls, ils se remettent de moins en moins bien de leur divorce. Ils souffrent d'une solitude affective et relationnelle :** 15% des hommes déclarent ne pas avoir d'amis proches en 2020 - ils étaient 3% en 1990, rapporte Reeves. **En 2017, l'espérance de vie des hommes aux États-Unis a diminué de deux ans pour la première fois dans un pays occidental depuis la Seconde Guerre mondiale.** Et ce, en particulier dans les états désindustrialisés, chez cette classe moyenne blanche et déclassée, qui votera majoritairement Trump. Sont également responsables de cette baisse de l'espérance de vie les « morts violentes » : **homicides, suicides, overdoses.** Le Prix Nobel d'économie Angus Deaton et l'économiste Anne Case ont qualifié ces cas de « **morts de désespoir** ». **En France, l'écart moyen d'espérance de vie entre les femmes et les hommes est de six ans. Les hommes se suicident trois fois plus que les femmes. Ils sont aussi ceux qui souffrent le plus de la grande pauvreté : 80% des SDF du territoire hexagonal sont des hommes isolés.**

Selon Lætitia Strauch-Bonart: « *Il y a ce sentiment diffus, chez certains, d'avoir perdu leur raison d'être, parce que le monde d'aujourd'hui leur montre, de façon subliminale, qu'ils n'y apportent plus grand-chose* ». Primé à Cannes en 2022 et nommé aux Oscars 2023 dans la catégorie meilleur film étranger, le film du réalisateur belge Lukas Dhont, «Close», évoque cette crise occidentale de la masculinité. Les liens d'amitié qui unissent Léo et Rémi sont éprouvés au moment de leur entrée au collège. Pour ne pas subir le soupçon de l'homosexualité, les jeunes garçons s'isolent et embrassent les stéréotypes masculins, jusqu'à la disparition de leur intimité fraternelle. L'évocation du malaise masculin, encore rare au cinéma, est très présente dans la littérature, des romans de Michel Houellebecq à ceux de Patrice Jean. « *De nos jours tout le monde a forcément, à un moment ou à un autre de sa vie, l'impression d'être un raté* », écrit l'auteur de *l'Extension du domaine de la lutte*. **Peut-être résumait-il ainsi le sentiment qui gagne progressivement nos pères, nos époux, nos frères et nos fils ?**

24 mars 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2023/03/23/how-the-eu-should-respond-to-american-subsidies>

Green protectionism

How the EU should respond to American subsidies

Instead of imitating them, it should play to its strengths



Mar 23rd 2023

This year the European Union will celebrate a momentous achievement: its single market turns 30. The unfettered movement of goods, people, services and money within the bloc, together with an openness to foreign trade and investment, has served the eu remarkably well. But, among the leaders of member countries who had gathered in Brussels to talk about the single market as *The Economist* was published, the mood was more anxious than jubilant. There is a nagging fear that the eu's economic model may no longer be working.

Climate change calls for a bold and swift transformation of the economy. Vladimir Putin has weaponised trade for geopolitical gain, fuelling fears that Xi Jinping, too, may one day do the same. America, once the guardian of a rules-based order, has become brazenly protectionist. Its lavish subsidies, some with "Made in [North] America" strings attached, appear to be luring European carmakers such as Volkswagen into setting up electric-vehicle battery factories on the western side of the Atlantic.

Faced with all this, Europe's leaders are tempted to respond with handouts and protectionism of their [own](#). Indeed, the agenda for the meeting in Brussels features a range of proposals from the European Commission, including plans to support green tech and to secure supply chains. Yet before they loosen the purse-strings, leaders should remember the strengths of the eu's market-based approach.

Some of the commission's ideas, such as spurring governments to speed up permits and to invest in skills, are sensible. Others represent a worrying shift. In a throwback to 1970s-style industrial policy, the commission now favours domestic production targets for important things such as heat pumps and the mining and refining of raw materials like lithium.

For decades the commission fiercely restricted the use of "state aid" by members to tilt the playing-field towards domestic firms. Now it has weakened those rules to allow members to subsidise greener firms more freely and, within limits, to match other countries' subsidies to entice investment to Europe.

A carbon price beats handouts

Such policies risk squandering public money to little effect. For a start, the eu's market-based approach to climate change, which is based on a carbon price, will make the transition a lot cheaper than in America, which is relying on handouts instead. One rule of thumb suggests that using subsidies alone could make the green transition three times as costly as a pure carbon-price approach.

Europe worries that America's largesse may cause domestic jobs and industries to flee across the Atlantic. True, the handouts may encourage some firms to bring forward some investments in America. But that is a boon to Europe, not a threat. Europe has a large and well-rooted green industry; battery firms and carmakers would be foolish to abandon as big a market as the eu. If America turbocharges the green transition, European firms and customers will benefit from cheaper technology and a greater choice of suppliers.

A subsidy race, then, would be horribly wasteful. But there is still a role for wise public spending. Governments can help ensure that green tech has better access to finance, and they can bear some of the risks of investing in renewables. Public infrastructure, including electricity grids, should be upgraded, and poor households given subsidies to make their homes more eco-friendly. Thanks in part to the eu's post-pandemic recovery fund, much of the money to do all this is already in place.

Responding to the economic and political threats that China poses is a lot harder. In contrast with America, the eu's members lack a common understanding of what the goal should be. Germany's coalition government is divided on the matter. For the time being, diversifying supplies of vital goods and raw materials, as the commission is proposing, is a good start. But rather than setting domestic targets, the best bet is to keep looking outward, and to develop deeper economic ties with other countries.

Squeezed as it is between an assertive China and a protectionist America, the eu is right to rethink its economic strategy. But instead of copying the protectionism and meddling of other governments, it should draw on its strengths: a free internal market, limits on state subsidies and a vigorous trade policy.

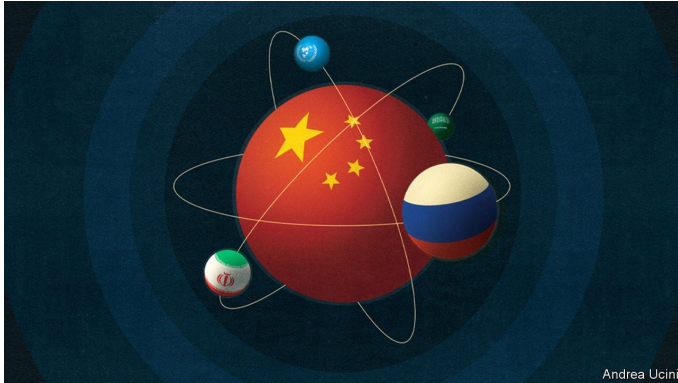
24 mars 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2023/03/23/the-world-according-to-xi>

China's foreign policy

The world according to Xi

Even if China's transactional diplomacy brings some gains, it contains real perils



Mar 23rd 2023

A lesser man than Xi Jinping might have found it uncomfortable. Meeting Vladimir Putin in Moscow this week, China's leader spoke of "peaceful co-existence and win-win co-operation", while supping with somebody facing an international arrest warrant for war crimes. But Mr Xi is untroubled by trivial inconsistencies. He believes in the inexorable decline of the American-led world order, with its professed concern for rules and human rights. He aims to twist it into a more transactional system of deals between great powers. Do not underestimate the perils of this vision—or its appeal around the world.

On Ukraine China has played an awkward hand [ruthlessly and well](#). Its goals are subtle: to ensure Russia is subordinate but not so weak that Mr Putin's regime implodes; to burnish its own credentials as a peacemaker in the eyes of the emerging world; and, with an eye on Taiwan, to undermine the perceived legitimacy of Western sanctions and military support as a tool of foreign policy. Mr Xi has cynically proposed a "peace plan" for Ukraine that would reward Russian aggression and which he knows Ukraine will not accept. It calls for "respecting the sovereignty of all countries", but neglects to mention that Russia occupies more than a sixth of its neighbour.

This is just one example of China's new approach to foreign policy, as the country emerges from zero-covid isolation to face a more unified West. On March 10th China brokered a detente between two bitter rivals, Iran and Saudi Arabia—a first intervention in the Middle East, which highlighted the West's [reduced clout](#) there 20 years after the American-led invasion of Iraq. On March 15th Mr Xi unveiled the "Global Civilisation Initiative", which argues that countries should "refrain from imposing their own values or models on others and from stoking ideological confrontation."

China's approach is not improvised, but systematic and ideological. Deng Xiaoping urged China to "hide your capacities, bide your time". But Mr Xi wants to reshape the post-1945 world order. China's new slogans seek to borrow and subvert the normative language of the 20th century so that "multilateralism" becomes code for a world that ditches universal values and is run by balancing great-power interests. The "Global Security Initiative" is about opposing efforts to contain China's military threat; the "Global Development Initiative" promotes China's economic-growth model, which deals with autocratic states without imposing conditions. "Global Civilisation" argues that Western advocacy of universal human rights, in [Xinjiang](#) and elsewhere, is a new kind of colonialism.

This transactional worldview has more support outside the West than you may think. Later this month in Beijing Mr Xi will meet Brazil's president, Luiz Inácio Lula da Silva, an advocate of a multipolar

world, who wants China to help negotiate peace in Ukraine. To many, the invasion of Iraq in 2003 exposed the West's [double standards](#) on international law and human rights, a point China's state media are busy hammering home. After the Trump years, President Joe Biden has re-engaged with the world but the pivot to Asia involves downsizing elsewhere, including in the Middle East and Afghanistan.

The West has shown resolve over Ukraine, but many countries are ambivalent about the war and wonder how it will end. At least 100 countries, accounting for 40% of global gdp, are not fully enforcing sanctions. American staying power is doubted. Neither Donald Trump nor Ron DeSantis, his Republican rival, sees Ukraine as a core American interest. All this creates space for new actors, from Turkey to the uae, and above all, China. Its message—that real democracy entails economic development, but does not depend on political liberty—greatly appeals to the elites of non-democratic countries.

It is important to assess what this mercenary multipolarity can achieve. Iran and Saudi Arabia have been [fierce enemies](#) ever since the Iranian revolution in 1979. China is the biggest export market for both, so it has clout and an incentive to forestall war in the Gulf, which is also its largest source of oil. The agreement it has helped broker may de-escalate a proxy war in Yemen that has killed perhaps 300,000 people. Or take climate change. Chinese mercantilist support for its battery industry is a catalyst for a wave of cross-border investment that will help lower carbon emissions.

Yet the real point of Mr Xi's foreign policy is to make the world safer for the Chinese Communist Party. Over time, its flaws will be hard to hide. A mesh of expedient bilateral relationships creates contradictions. China has backed Iran but chosen to ignore its ongoing nuclear escalation, which threatens China's other clients in the region. In Ukraine any durable peace requires the consent of Ukrainians. It should also involve accountability for war crimes and guarantees against another attack. China objects to all three: it does not believe in democracy, human rights or constraining great powers—whether in Ukraine or Taiwan. Countries that face a direct security threat from China, such as India and Japan, will grow even warier (see Asia section). Indeed, wherever a country faces a powerful, aggressive neighbour, the principle that might is right means that it will have more to fear.

Because China almost always backs ruling elites, however inept or cruel, its approach may eventually outrage ordinary people around the world. Until that moment, open societies will face a struggle over competing visions. One task is to stop Ukraine being pushed into a bogus peace deal, and for Western countries to deepen their defensive alliances, including nato. The long-run goal is to rebut the charge that global rules serve only Western interests and to expose the poverty of the worldview that China—and Russia—are promoting.

America's great insight in 1945 was that it could make itself more secure by binding itself to lasting alliances and common rules. That idealistic vision has been tarnished by decades of contact with reality, including in Iraq. But the Moscow summit reveals a worse alternative: a superpower that seeks influence without winning affection, power without trust and a global vision without universal human rights. Those who believe this will make the world a better place should think again.

24 mars 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/les-chiffres-qu-on-cache-et-qui-prouvent-que-la-france-est-le-pays-de-l-union-europeenne-le-plus-socialise-jean-marc-sylvestre>

ECONOMIE DE LA FRANCE

Les chiffres qu'on cache et qui prouvent que la France est le pays de l'Union européenne le plus socialisé

Tout s'explique. Selon Eurostat, la France est le pays de l'Union européenne où la part des dépenses publiques par rapport au PIB est la plus importante : 59,2%. Mais la France fait aussi partie des pays européens les plus endettés. On est donc très socialistes, mais soumis à nos banquiers.

[Jean-Marc Sylvestre](#)



©J Assemblée nationale.

Aucune raison de cacher les chiffres qui fâchent sous prétexte qu'ils seraient compliqués à expliquer. Ils sont très simples et violents.

La France est aujourd'hui le pays membre de l'Union européenne où les dépenses publiques sont les plus lourdes : près de 60 % (59,2 % en 2022), mais c'est aussi l'un des cinq pays les plus endettés, plus de 110% du PIB...

Ces deux seuls chiffres montrent à quel point dans la conjoncture actuelle, l'économie française est fragile et sans doute incapable d'assumer les réformes qui lui seraient nécessaires.

Ces deux chiffres signifient deux choses.

La première, c'est que nous sommes devenus un pays où la culture de l'économie de marché, c'est-à-dire de l'économie privée, de la concurrence - sans doute le meilleur facteur de progrès, sont en train de disparaître. Pour une raison très simple : quand plus de la moitié des richesses créées (le PIB) est englouti dans des dépenses publiques et sociales, les acteurs du système (vous et moi), nous avons plus intérêt à chercher des aides de l'Etat ou des organismes sociaux, obtenir des subventions ou plus généralement des revenus de redistribution qu'à travailler et à créer de la valeur. **C'est d'une logique évidente.** La plus grande partie de la population n'a aucune raison, aucun intérêt à innover, inventer, fabriquer, travailler et vendre. Marx avait très bien expliqué cette évidence. Il faut créer de la valeur et la réaliser. **Les Français ont plus intérêt à se débrouiller avec des aides publiques et sociales. C'est plus rentable et plus efficace.**

Le résultat de cette situation est qu'on a pris l'habitude de charger l'État du fonctionnement du système. **Puisque l'État dépense beaucoup, il fait aussi tout et il est responsable de tout, et d'abord de ce qui ne marche pas : l'école, l'éducation, la santé, la propreté publique, l'ordre, la justice etc. ...**

Le résultat est que peu d'acteurs économiques prennent des risques, innovent. Nous préférons faire faire aux autres et importer le résultat, d'où d'ailleurs un déficit commercial important.

On ne produit pas, mais on consomme ce qu'on ne produit. D'où notre dépendance à un certain nombre de fournisseurs. En période normale et pacifique, on ne s'en inquiète pas. En période de crise internationale grave (Covid ou guerre en Ukraine), on panique et on doit accepter l'inflation, qui est une façon de payer notre dépendance aux autres.

La deuxième chose que ces chiffres bruts mesurent, c'est notre dépendance aux autres. L'inflation, on la ressent évidemment dans notre vie quotidienne, **mais notre endettement public de l'État exerce une pression considérable sur nos capacités d'adaptation.** Nous sommes - en subissant une dette qui avoisine les 120 % du PIB - sous perfusion des marchés financiers et monétaires. **D'un côté, les fonds de pensions ou d'investissement. De l'autre, les taux d'intérêt.** Depuis 2021, les taux d'intérêt des emprunts publics sont passés de zéro à 3%. Quand les taux étaient à zéro, c'eut été une grave erreur de ne pas s'endetter, surtout pour protéger des actifs qui de toute façon, se remettraient à produire. Mais s'endetter à un cout qui sera supérieur à la croissance, c'est organiser la mort lente par épuisement des ressources.

Pour sortir de cette double contrainte. D'un côté, la soumission des dépenses publiques et la soumissions aux marchés, la réforme des retraites ne représentait qu'une des briques du chantier de rénovation.

Ce dont le pays aurait besoin et c'est un peu en filigrane des propos d'Emmanuel Macron, **c'est évidemment une remise à plat du système pour restaurer la responsabilité individuelle et les initiatives privées.** Mais encore fallait-il prévenir et expliquer.

Remise à plat des dépenses publiques et privées pour en alléger le cout. C'est évidemment indispensable mais ça va être très difficile à faire passer sans un soutien politique sur le projet. Ça passerait d'abord par une réorganisation du management, la fonction publique n'est pas exonérée de faire des gains de productivité, mais ça passerait surtout par l'introduction des méthodes du privé pour augmenter la performance. Ca peut aller de la mise en concurrence des acteurs (dans la santé ou l'éducation, c'est évidemment possible) jusqu'à la privatisation. **La France a besoin, comme dans les années 1980, d'une vague de privatisations dans l'industrie, le secteur de l'énergie et les services.**

Remise à plat des endettements publics, notamment tous les endettements qui servent à financer des dépenses de fonctionnement.

L'Etat a le droit et même le devoir de s'endetter, à condition que ces dettes servent à l'investissement à moyen et long terme.

La France va avoir des investissements considérables à organiser pour financer la transition digitale, énergétique et environnementale. C'est typiquement les investissements qu'il faut financer par emprunt.

Or, notre capacité d'emprunt est aujourd'hui fléchée sur les dépenses de fonctionnement (salaires et frais de l'administration.) **Donc on a deux solutions :**

Ou bien, on s'enfonce dans le déclin.

Ou bien on trouve la capacité d'emprunt là où elle est actuellement, c'est-à-dire dans l'épargne.

Le **paradoxe** de l'époque que nous traversons est que l'État est ruiné et la majorité des Français sont blindés d'épargne qu'ils n'utilisent pas.

Les besoins de financement sont énormes et les moyens de financement sont bloqués dans les comptes d'épargne disponible, épargne de précaution, épargne liquide... **Cette épargne (livret A, compte bancaire, trésorerie des entreprises, et surtout assurance vie) représente près de 3000 milliards d'euros en France, c'est-à-dire l'équivalent de ce que l'Etat a emprunté. C'est d'ailleurs grâce à ce matelas d'épargne de précaution que les marchés acceptent de nous prêter autant d'argent. A un prix encore modeste.**

La tentation est très grande chez certains politiques de mettre la main sur ces pactoles, soit en augmentant la pression fiscale, ce qui serait une bêtise parce que ça ferait fuir les détenteurs de capitaux. Soit en captant par emprunt cette épargne publique.

Mais pour réussir ce type de transferts, il faut non seulement faire la promesse d'ouvrir un chantier de réformes mais il faut aussi offrir une crédibilité politique que la gouvernance actuelle n'a pas.

Les chiffres qui fâchent : les dépenses et les dettes.

1. [Dépenses des administrations publiques dans l'Union européenne en 2021](#)
2. [Poids de la dette publique dans l'union européenne](#)

24 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/invites-du-point/reforme-des-retraites-la-demonstration-par-la-realite-demographique-23-03-2023-2513218_420.php

Réforme des retraites : la démonstration par la réalité démographique

CHRONIQUE. En analysant sept graphiques, il est facile de constater l'irresponsabilité de tous ceux qui prétendent revenir à une retraite à 60 ans.

Par [Jean de Kervasdoué](#)



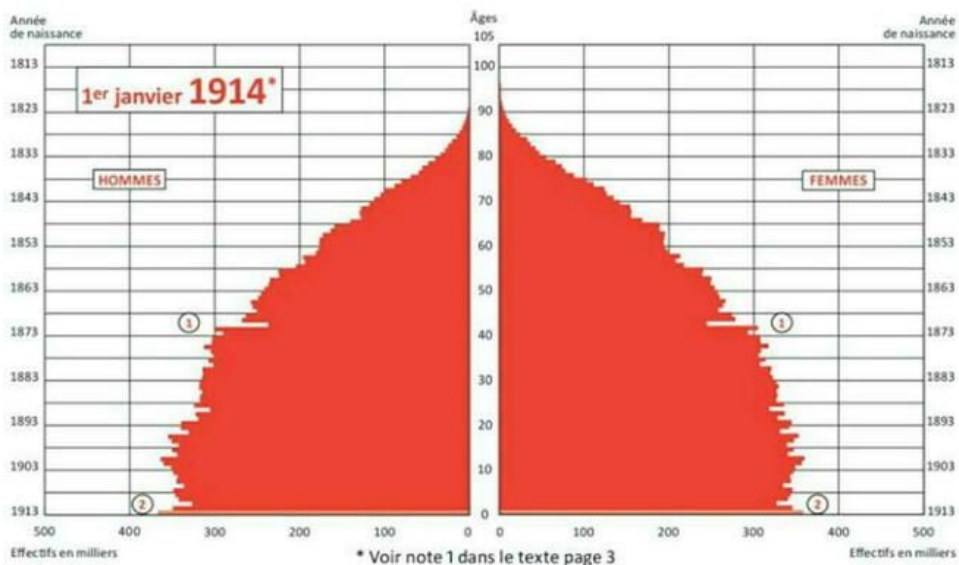
Des syndicalistes CGT défilent sur le périphérique parisien et bloquent la circulation pour protester contre la réforme des retraites, le 17 mars 2023. © Bertrand Guay/AFP

Publié le 23/03/2023 à 14h00

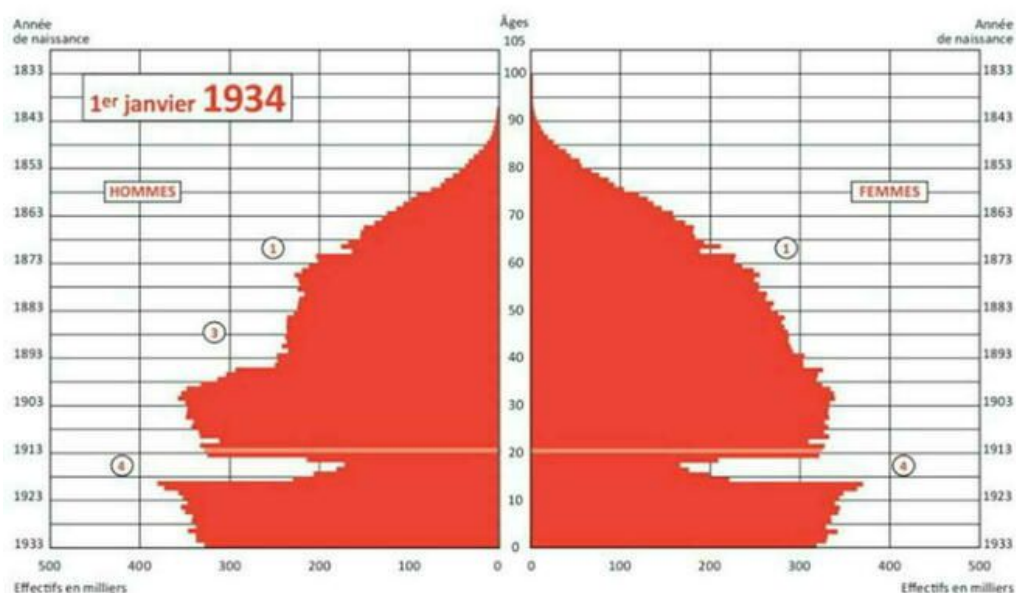
Alors que se déroule un conflit social dont on n'aperçoit pas l'issue, il importe de revenir à la réalité démographique de la France, dimension cruciale pour tout système de retraite par répartition. En effet, la logique de ce mécanisme est paradoxale au sens où, à un instant donné, ceux qui financent les retraites – les actifs – acquièrent certes des droits pour leur propre retraite mais ne savent pas comment, plus tard, cette créance sera honorée par les générations qui les suivent.

Rien, en effet, ne garantit, en la matière, une équité intergénérationnelle. C'est donc un extraordinaire pari sur l'avenir qui fera, peut-être, que les droits acquis au cours de décennies de travail se transformeront, un jour, en revenu. Pour illustrer ce propos, des graphiques valent mieux que des discours. Ainsi des sept pyramides des âges de la France en 1914, 1934, 1954, 1974, 1994, 2014 et 2022, illustrées ci-dessous.

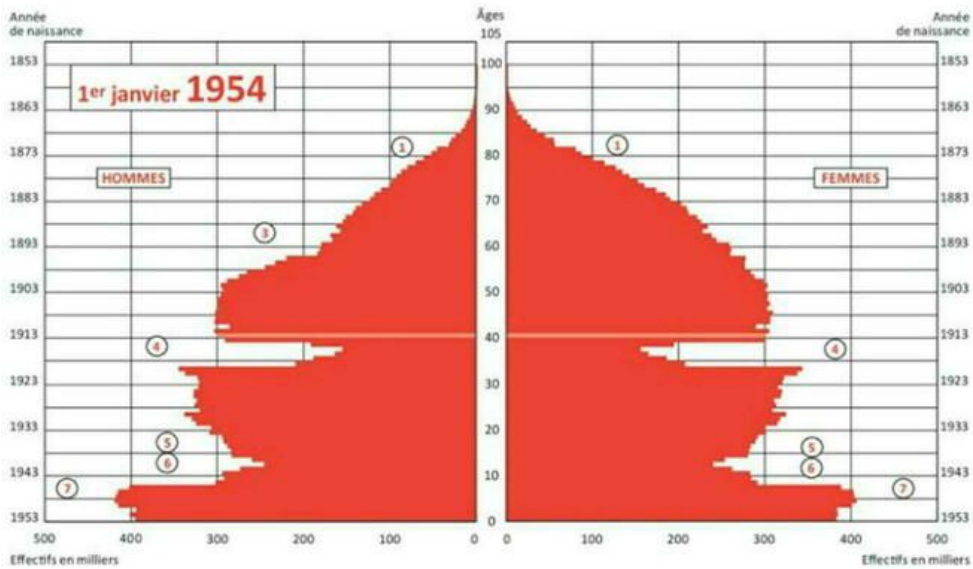
Rappelons tout d'abord quelques évidences démographiques de chacune de ces sept « pyramides » en remarquant que, si la première – celle de 1914 – est bien pyramidale, la dernière, celle de 2022, ressemble plus à une meule de foin du genre de celles immortalisées par Monet.



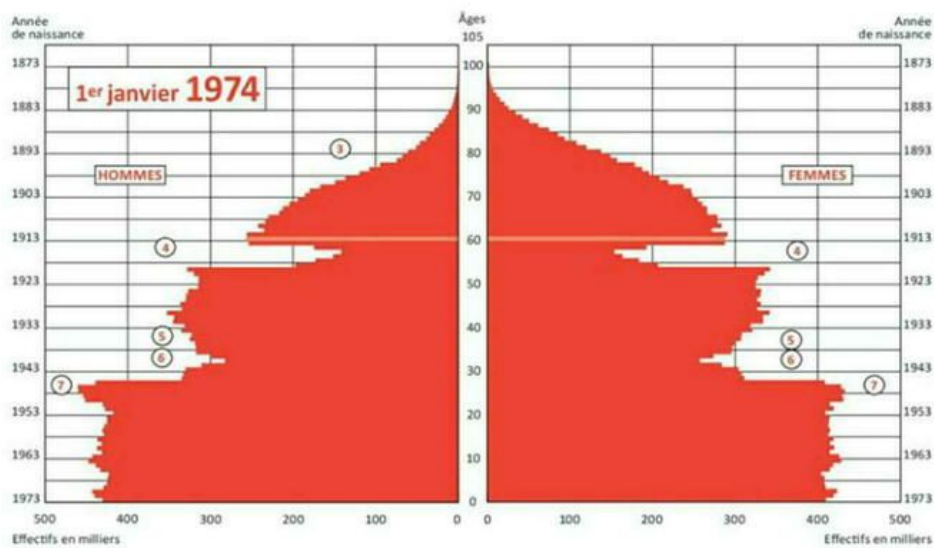
1914. Une belle pyramide. L'espérance de vie des hommes est de 49,4 années, celle des femmes est 53,5 années. Il y a très peu de personnes vivantes après 80 ans.



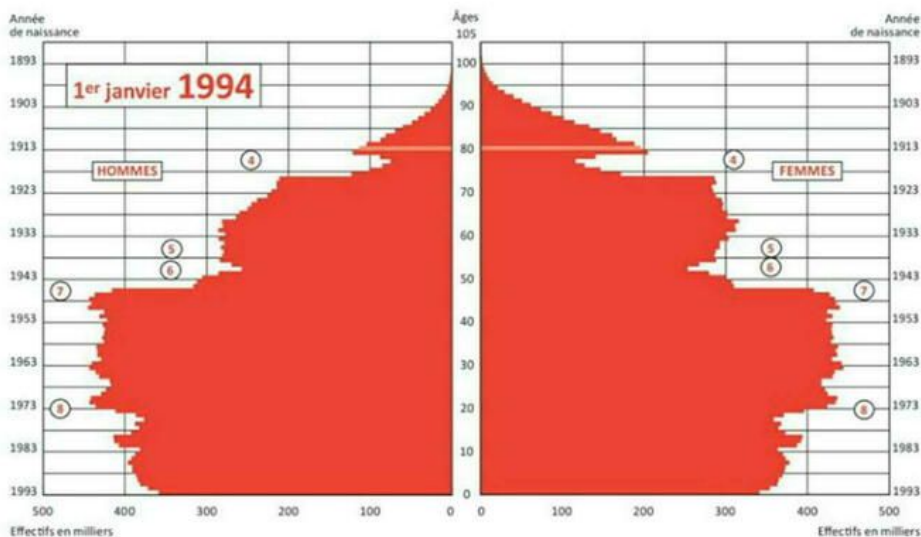
1934. La terrible guerre de 1914 imprime sa double trace. L'échancrure symétrique du bas de la pyramide des 15-20 ans montre que peu d'enfants sont nés pendant la guerre et, surtout, la terrible asymétrie entre les femmes et les hommes entre 38 et 60 ans rappelle qu'environ 1,5 million d'hommes moururent pendant cette guerre, soit l'équivalent de quatre classes d'âge. À la naissance, cette année-là, l'espérance de vie des hommes est de 57 ans et celle des femmes est de 61 ans.



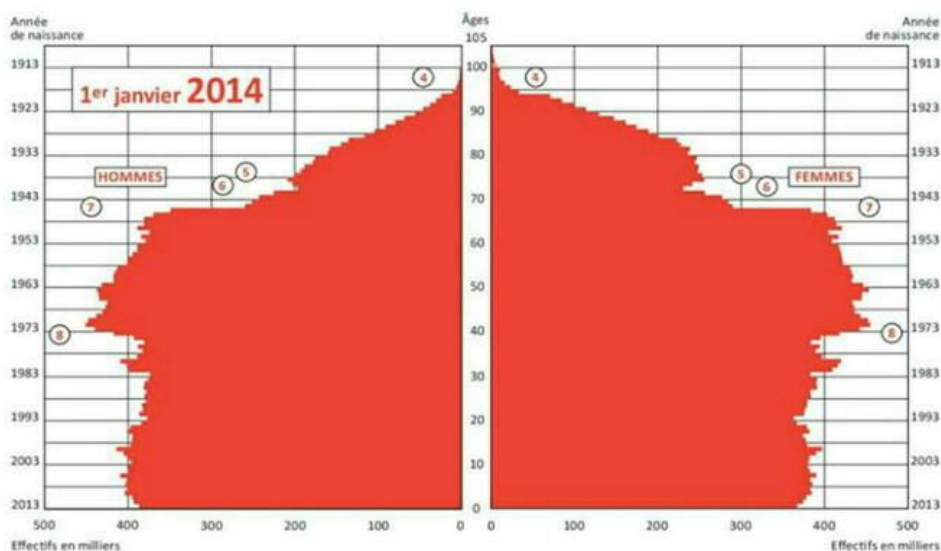
1954. Les conséquences de la Première Guerre mondiale sont toujours perceptibles. Une deuxième échancre apparaît, celle de la faible natalité des années de la Seconde Guerre mondiale, notamment de l'année 1940. Mais un nouveau phénomène pointe : celui que l'on va qualifier de « baby-boom ». Un peu plus de 800 000 enfants naissent chaque année, alors que la population française ne représente que 42,3 millions d'habitants. À la naissance, l'espérance de vie des hommes est de 65 ans et celle des femmes, de 71,2 années.



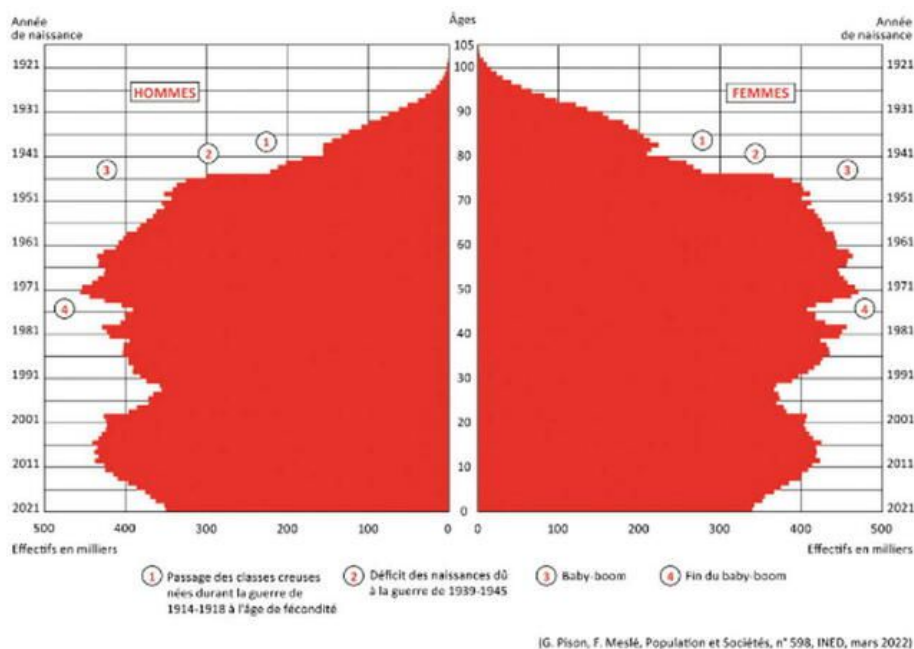
1974. Les deux guerres ont toujours des effets visibles. Les naissances continuent d'être nombreuses (801 000). Mais déjà, au cours de ce qui sera la dernière année du baby-boom, les premiers baby-boomers travaillent depuis dix ans. L'âge de la retraite est de 65 ans. Les retraités, tous nés avant la guerre de 1914, sont peu nombreux. À la naissance, l'espérance de vie des hommes est de 68,9 ans et celle des femmes, de 76,7 années.



1994. L'âge de la retraite est passé à 60 ans, mais les personnes de plus de 60 ans sont encore peu nombreuses du fait, toujours, des conséquences démographiques des deux guerres. La génération du baby-boom travaille et cotise. Ce qui est nouveau, c'est que la natalité baisse et passe nettement en dessous des 800 000 naissances (711 000). Toutefois, la population continue de croître (57,7 millions d'habitants). À la naissance, l'espérance de vie des hommes est de 73,7 années et celle des femmes, de 81,9 années.



2014. Les dernières traces démographiques de la guerre de 1914 se sont évanouies. En revanche, celles de la Seconde Guerre mondiale perdurent. Les premières cohortes de la génération du baby-boom ont dépassé l'âge de la retraite. Si, en l'an 2000, 485 000 Français atteignaient, chaque année, l'âge de 60 ans, ils sont 300 000 de plus à dépasser cet âge en 2007. Ce qui fait, en quatre ans, plus d'un million de retraités nouveaux à financer. Le nombre de trimestres requis pour percevoir une retraite à taux plein augmente cette année-là et passe à 172 (43 ans). À la naissance, l'espérance de vie est de 79,5 années pour les hommes et de 85,4 années pour les femmes.



2022. Le nombre de naissances reste bas (723 000) malgré la croissance de la population. En revanche, 14 cohortes des baby-boomers (ceux nés entre 1946 et 1960) ont atteint ou dépassé 62 ans. Cet afflux va encore continuer pendant quatorze ans, jusqu'en 2036, alors que le nombre de cotisants – les 20-62 ans, pour simplifier – ne va pas cesser de baisser. Si, du fait de l'épidémie du Covid-19, l'espérance de vie à la naissance stagne et n'a pas redépassé celle de 2014, elle augmentera vraisemblablement encore au cours de la décennie. Elle est de 79,3 années pour les hommes et de 85,2 ans pour les femmes.

L'espérance de vie des Français ayant 65 ans est la plus longue d'Europe

De moins en moins de cotisants, de plus en plus de bénéficiaires, la charge sur les actifs est lourde. Les régimes de retraite sont de plus en plus déficitaires malgré les transferts de l'État qui les subventionnent en versant des cotisations élevées pour ses fonctionnaires.

Rappelons que, de surcroît, les dépenses d'assurance maladie augmentent aussi avec l'âge et que, pour ne citer que ce chiffre, l'âge moyen des patients à l'hôpital en court séjour est de 70 ans. La demande de soins augmente donc aussi, et l'on constate que les dépenses de l'assurance maladie sont sous-financées.

Si l'on pouvait comprendre pourquoi Charles de Courson, comme d'autres députés de la droite parlementaire, signait, en 2012, l'amendement numéro 2855 du PLFSS 2013, car, je cite, il « vise à retarder le départ à la retraite de façon progressive, à partir du 1^{er} janvier 2013. L'âge de la retraite atteindra 62 ans en 2015 et 64 ans en 2020 ».

Depuis, monsieur de Courson semble avoir été contaminé par l'« arithméticose », cette maladie qui frappe les extrêmes, de droite comme de gauche, et semble conduire à une profonde incapacité de faire des règles de trois. Pourtant, si l'on souhaite que l'histoire heureuse des retraités français perdure, il faut que les actifs puissent toujours payer leurs anciens.

L'espérance de vie des Français âgés de 65 ans est en effet la plus longue d'Europe. Depuis la naissance de la première génération des baby-boomers (1947), l'espérance de vie à la naissance a en effet gagné 18 ans. Non seulement cette génération, qui a bien vieilli depuis, est nombreuse

et en meilleure santé à son âge que ne le fut aucune des générations qui la précédèrent, mais elle est relativement aisée, à d'évidentes et notables exceptions.

Les questions des inégalités demeurent

Ce retour à la démographie n'est pas un plaidoyer pour la loi qui vient d'être adoptée par le Parlement et n'est pas encore promulguée, mais il souligne l'irresponsabilité de tous ceux qui prétendent revenir à une retraite à 60 ans. Nous venons de voir que cela fut possible dans une situation démographique bien particulière : quand les cotisants étaient nombreux et que les bénéficiaires ne l'étaient pas encore. Ce n'est plus le cas. La démographie n'a rien à voir avec la justice, elle est ce qu'elle est.

Certes, le débat qui se prolonge a révélé des inégalités préexistantes. Il a notamment montré celles induites par cette mesure d'âge qui touche les deux sexes alors que le montant de la retraite des femmes, une année donnée, est sensiblement inférieur à celui des hommes : 24 % de moins en 2019.

Toutefois, ce n'est pas le cas de leur coût global, car, comme elles vivent plus longtemps, elles coûtent *de facto* plus cher : l'espérance de vie des femmes à 62 ans est de 23 ans et celle des hommes, de 17 ans, soit 35 % en plus en faveur des femmes. De même, il y a de fortes inégalités d'espérance de vie entre les milieux sociaux et donc, aussi, des inégalités selon les niveaux de revenu.

Cette réforme actuelle, pas plus que les autres, ne traite de ces sujets. Les questions des inégalités entre générations, sexes et classes sociales demeurent. Il est évident que certains retraités actuels sont d'indiscutables privilégiés. Comment pourraient-ils, plus que d'autres, contribuer à la solidarité intergénérationnelle ? Je ne vois pas beaucoup de propositions en la matière.

La démographie est donc le cœur de tout système de retraite par répartition – ce qui explique le tropisme pour les mesures d'âge –, elle n'épuise cependant pas le sujet. Encore faut-il choisir un taux de remplacement, définir les cotisations des retraités et celles des entreprises, préciser le rôle des régimes complémentaires et celui, éventuel, d'un système de capitalisation... Mais elle en est l'ossature et permet de cadrer ce débat comme d'autres à venir, notamment celui sur l'immigration.

23 mars 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2023/03/23/the-trouble-with-emmanuel-macrons-pension-victory>

French reform

The trouble with Emmanuel Macron's pension victory

The way a wise policy was forced through will have political costs



Mar 23rd 2023

Any french president who asks his fellow citizens to retire later does so at his peril. When Jacques Chirac tried in 1995, crippling strikes made him shelve the project; 18 months later voters sacked his government. Piles of rubbish were left to rot on the streets, as they are today on the boulevards of Paris. Bin collectors have joined strikes against the decision by the current president, Emmanuel Macron, to raise the minimum pension age from 62 to 64. So it was with some relief that on March 20th his minority government narrowly survived two no-confidence votes, opening the way for his reform to enter the statute books.

The French president is not yet in the clear. The law must be approved by the constitutional council. And the French still know better than most how to deploy the force of the mob when all else fails. In 2006 countrywide protests forced Dominique de Villepin, then prime minister, to revoke new labour rules for young people even after they had been written into law. Now, once again, opposition leaders are agitating in the streets to overturn a reform that they could not get rid of in parliament. Do not rule out the risk of an uprising, like the one France witnessed during the *gilets jaunes* movement.

Mr Macron seems determined not to be pushed around by the protesters—and rightly so. His pension reform is imperfect, but essential. France spends 14% of its gdp on public pensions, nearly double the oecd average. This burden is rising as the population ages. France is home to 17m pensioners, 4m more than in 2004. Raising the retirement age is the soundest way to close the financing gap, as other European countries have proved.

Yet the president's narrow escape has come at a high political cost. After failing to persuade the public, trade unions or the opposition of the need for his reform, Mr Macron judged that he could not risk a normal parliamentary vote. Instead he resorted to a constitutional provision that put his government's survival on the line. This is perfectly legal: it has been used 100 times since Charles de Gaulle introduced it, including to build France's nuclear deterrent. But it is increasingly seen as a way to impose a decision against the will of the people. For Mr Macron, whose haughty top-down governing style irks many, its use reinforces the impression that he will not listen.

This is dangerous, because Mr Macron's narrow escape should not be the end of his ambitions to reform France. Much is still to be done, from the pursuit of net-zero emissions and full employment, to better schooling in tough and remote areas. The 45-year-old president is still in the first year of his second term, fizzing with energy and ideas. But minds are already wandering to 2027, and the dark

threat that he may have to hand over the keys to the Elysée Palace to someone from the extremes, such as Marine Le Pen. Unless Mr Macron can improve the lives of his fellow citizens, he will not contain the *morosité* that turbocharges populism.

Even then, a record of reform may not be enough. Democratic leadership requires the constant and careful forging of consent. Now, more than ever, Mr Macron needs to correct his solitary manner, and show the French that he disrespects neither parliament nor the people.

With war raging in Ukraine, Europe benefits from a strong, stable France, the eu's second-biggest economy and only military heavyweight. For France, imposing the pension reform was always going to be the second-best outcome. For Mr Macron, it is a reminder that in politics it is not always enough to be right.

The lesson goes wider than this. Those in France who want their next president to come from the democratic centre, not the far right, cannot afford to stay silent. Mr Macron alone is not to blame for this mess. A chunk of legislators from the centre-right Republicans, many of whom support reform, withheld their backing. The silence of those in politics, business and beyond, who know well that France needed change, was short-sighted and craven. They could end up paying a steep price.

23 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/monde/49-3-violences-en-allemande-le-chaos-francais-laisse-sans-voix-23-03-2023-2513279_24.php

49.3, violences... En Allemagne, le chaos français laisse sans voix

Les Allemands, qui partent à la retraite à 67 ans, ne comprennent ni la méthode employée par Emmanuel Macron ni la colère dans les manifestations.

De notre correspondante à Berlin, [Pascale Hugues](#)



Les scènes de violence dans les manifestations sont regardées d'un air perplexe en Allemagne. © ALAIN JOCARD / AFP

Publié le 23/03/2023 à 20h00

Quand il lança le concours d'architecture pour la construction de la nouvelle chancellerie à Berlin après l'unification, [Helmut Kohl](#) imposa une consigne : en aucun cas, le nouveau bâtiment ne devrait être plus élevé que le Parlement. Résultat : la coupole du Reichstag mesure quatre mètres de plus que le Bundeskanzleramt de l'autre côté de la rue. **Histoire de bien rappeler qui a le dernier mot en démocratie allemande.** Et gare au chancelier qui oserait se passer de l'aval du Bundestag.

Combien de fois d'ailleurs [Angela Merkel](#) a-t-elle été obligée de rappeler aux présidents français qui la pressaient d'accélérer les choses, qu'il lui était impossible de prendre une décision sans obtenir au préalable le feu vert des députés. **Voilà pourquoi, pour les Allemands, l'article 49.3 ressemble à une « manœuvre », à « un tour de passe-passe » dont ils se méfient. Cette façon légale de contourner le Parlement serait inimaginable chez eux.**

Macron « gouverne par le haut »

Plus qu'une façon virile de taper du poing sur la table pour débloquer la situation, **le recours au 49.3 est avant tout, à leurs yeux, un aveu de faiblesse** de la part d'[Emmanuel Macron](#), acculé à cette **décision impopulaire** qui a encore mis de l'huile sur le feu. **Une illustration de plus de la façon qu'ont les présidents français de « gouverner par le haut ».**

Pour le *Süddeutsche Zeitung*, journal de centre gauche, cette décision est d'autant plus « décevante » qu'« en arrivant au pouvoir, Macron s'était donné pour mission de réformer la France. Il voulait introduire une nouvelle façon de gouverner, être à l'écoute des gens, démocratiser la politique. Et voilà qu'il n'est même pas parvenu à faire passer la mesure clé de son second mandat sans recourir à cet article ».

Les Allemands, qui partent à la retraite à 67 ans, ont du mal à comprendre l'intensité de la colère de la rue en France. Chaque matin ; à la une des journaux, le pays qu'ils idéalisent à la douceur de vivre ressemble de plus en plus à un enfer : montagnes de sacs-poubelle sur les trottoirs, poubelles en feu, longues files d'attente devant les stations-service (ce qui au pays de la voiture est une vision dantesque), blocage à l'entrée de la centrale nucléaire de Bugey et depuis des semaines, des centaines de milliers de manifestants dans les rues.

Une impossibilité du dialogue incomprise

Bild, titre phare de la presse populaire, ne lésine pas sur les clichés : « Chaos dans la ville de l'amour » (sous une photo de Paris en feu), « Une prise de Révolution française » (sous une photo montrant manifestants et CRS sur la place de la Concorde, cette même place où Louis XVI fut guillotiné, rappelle un éditorialiste.) **Tous les clichés du « Gaulois réfractaire » sont appelés à la rescousse pour essayer de déchiffrer ce phénomène.**

Ce qui frappe le plus outre-Rhin, c'est l'incapacité des différents acteurs à se concerter pour se mettre d'accord autour d'un compromis négocié. Le radicalisme du débat et la violence du conflit sont étrangers au pays de la négociation et du dialogue social. Les négociations salariales qui ont eu lieu en ce moment en Allemagne dans plusieurs secteurs donnent, certes, lieu à de paisibles grèves d'avertissement à répétition, mais ne débouchent jamais sur un tel blocage.

La peur du RN

La grande inquiétude à Berlin c'est que cette colère profite au Rassemblement national. À chaque élection française, les Allemands redoutent jusqu'au dernier moment la victoire de Marine Le Pen. « En réalité, elle n'a même pas besoin de prendre la parole, d'aller aux manif ou de se mêler au débat », remarque-t-on à Berlin.

Pour **Nils Minkmar**, grand connaisseur de la France, **Marine Le Pen « se contente d'appeler à la raison, chante les louanges des syndicats et condamne les fauteurs de troubles. Elle veut être présidente et en l'état actuel des choses, il sera difficile de l'en empêcher une fois de plus.** La France ressemble au Royaume-Uni avant le Brexit et aux États-Unis avant l'élection de Trump : retour à un passé monochrome. » Un cauchemar de plus.

23 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/participer-a-une-manifestation-non-declaree-est-il-un-delit-20230323>

Participer à une manifestation non déclarée est-il un délit ?

Par [Paul Sugy](#)

Publié il y a 5 heures , mis à jour il y a 3 heures



Gérald Darmanin a déclaré sur BFMTV que la participation à une manifestation non déclarée était un délit. *Ludovic MARIN / AFP*

LA VÉRIFICATION - Cette affirmation du ministre de l'Intérieur a provoqué de vives réactions. Participer à une manifestation non déclarée n'est pas un délit, mais l'organiser ou bien s'y maintenir malgré des sommations en est un.

Partout en France depuis jeudi 16 mars, des manifestations non déclarées en préfecture ont lieu, donnant lieu à des débordements et des interventions parfois musclées des forces de l'ordre. À Paris, on recense déjà en une semaine au moins 755 interpellations. Alors que le ministre de la Justice Éric Dupond-Moretti a demandé aux procureurs la plus grande fermeté dès lors que des délits sont constatés, un nombre grandissant d'associations dénonce une réaction policière disproportionnée, s'appuyant notamment sur le nombre important de manifestants qui sortent de garde à vue sans faire l'objet de poursuites.

Plusieurs députés et avocats, généralement proches des revendications portées par les manifestants, ainsi que le Syndicat de la magistrature (classé à gauche) ont dénoncé ainsi des gardes à vue qui constitueraient une «*répression du mouvement social*». Mardi, la Défenseure des droits a également «*alerté sur les conséquences d'interpellations qui seraient préventives*». Mercredi, c'est l'Association de défense des libertés constitutionnelles (Adelico) qui a dénoncé des «*interpellations qui privent arbitrairement les personnes visées de leur liberté, sans que le moindre début d'exécution d'une quelconque infraction ne puisse le justifier*». Elle a d'ailleurs saisi la justice afin de les faire cesser, en déposant une requête en référé liberté devant le tribunal administratif de Paris, au motif que «*ces interpellations dissuadent les citoyens et citoyennes de manifester*». Invité à réagir à ces critiques, et plus largement à la situation dans les rues de France et à ses consignes de maintien de l'ordre, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a indiqué mardi sur BFMTV avoir compté «*1200 manifestations non déclarées depuis le début du mouvement*». Il a alors ajouté : «*être dans une manifestation non déclarée est un délit, mérite une interpellation*», avant de donner le détail d'une liste d'exactions (préfectures attaquées avec des cocktails molotov, mairies et permanences parlementaires vandalisées...) commises dans le cadre de certains de ces rassemblements.

Mais cette affirmation a suscité d'abondantes réactions. D'ailleurs, du côté de la place Beauvau, on essaie de recontextualiser la phrase : «*Le ministre s'est exprimé dans le cadre des violences*

commises lors des rassemblements illégaux. Il a expliqué que participer à un attroupement en vue de commettre des violences en réunion était un délit». Gérald Darmanin n'aurait donc pas voulu dire ce qu'il a (pourtant littéralement) dit ? Et pour cause : le fait de participer à une manifestation non déclarée n'est en effet pas suffisant pour constituer un délit.

Pour autant, les forces de l'ordre peuvent avoir des raisons valables d'interpeller les participants à une manifestation non déclarée. Alors qu'est-ce qui est autorisé, et qu'est-ce qui ne l'est pas ?

Les organisateurs doivent obligatoirement déclarer une manifestation

Pour commencer, la liberté de manifester est un droit fondamental. Le Conseil constitutionnel estime qu'il découle directement de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *«La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.»* Cette liberté est formulée, cette fois en toutes lettres, à l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme : *«La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».*

En France, les modalités d'exercice de cette liberté sont fixées par la loi depuis 1935. En premier lieu, le Code de la sécurité intérieure demande qu'une manifestation fasse l'objet d'une déclaration préalable, de la part des organisateurs, au moins trois jours à l'avance, auprès de la mairie de la commune où elle est organisée (ou auprès de la préfecture de police, à Paris : le délai à Paris est d'ailleurs de deux mois, sauf motif urgent qui justifie que les organisateurs n'ont pas eu le temps d'anticiper cette déclaration). La mairie transmet aussitôt la déclaration en préfecture, et le maire ou le préfet peuvent décider de demander aux organisateurs des modifications d'horaires ou de parcours ; ou bien décider tout simplement d'interdire la manifestation, notamment si celle-ci présente un risque important de troubles à l'ordre public. L'organisateur en est immédiatement informé, et choisit de déposer ou non un recours auprès du tribunal administratif, qui juge alors si l'interdiction est justifiée ou non.

Cette déclaration est une obligation légale. L'article 431-9 punit de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende le fait *«d'avoir organisé une manifestation sur la voie publique n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration préalable dans les conditions fixées par la loi»*, ou de maintenir l'organisation d'une manifestation ayant été interdite.

Quant au fait de participer à une manifestation interdite par le maire ou le préfet, il s'agit également d'une infraction. La sanction prévue est moins sévère : les contrevenants s'exposent cette fois à une contravention de deuxième classe.

En revanche, nulle part la loi ne précise que le fait de participer à une manifestation non déclarée, dont on n'est pas l'organisateur, constitue une infraction ou un délit. Par conséquent, la Cour de cassation en a déduit que l'on ne pouvait pas être poursuivi pour ce seul motif, dans un jugement rendu le 14 juin dernier. Une manifestante contestait une amende de 135 euros qu'elle avait reçue pour *«participation à une manifestation interdite»*, le 23 mai 2020 dans le centre-ville de Metz. Il s'agissait en réalité d'une répétition de chorale, au sortir du confinement. La Cour de cassation a rappelé que cette manifestation n'avait pas été interdite, elle n'avait simplement pas été déclarée ; or *«ni l'article R. 644-1 du code pénal, ni aucune autre disposition légale ou réglementaire n'incrimine le seul fait de participer à une manifestation non déclarée»*. Ce jugement précise donc que ni les forces de l'ordre ni les juges ne peuvent considérer comme *«prohibée»* une manifestation non déclarée, et par conséquent ne peuvent poursuivre, pour ce seul motif, les participants à la manifestation.

Rester sur place après sommations est une infraction

Est-ce à dire que les manifestants qui participent aux rassemblements non déclarés depuis le 16 mars ne peuvent pas être arrêtés ou poursuivis ? Certainement pas.

En effet, dès lors que les forces de l'ordre constatent des délits en flagrance (violences contre les policiers, dégradations...), il est bien sûr tout à fait possible d'interpeller les auteurs - ce qui a été le cas chaque soir dans de nombreuses villes en France, où les rassemblements non déclarés ont été accompagnés de scènes de violences ou de vandalisme.

En outre et surtout, à tout moment face à une manifestation non déclarée, les forces de l'ordre peuvent ordonner la dispersion des manifestants. Aux termes des articles 431-3 à 431-5 du Code pénal, après deux sommations restées sans effet, elles peuvent alors «*dissiper*» l'attroupement. Après ces deux sommations, les manifestants qui restent sur place sans obtempérer s'exposent cette fois-ci à des poursuites beaucoup plus graves : cette infraction est punie d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende, mais la peine de prison et l'amende sont triplées toutes les deux si le manifestant dissimule une partie de son visage, ou est porteur d'une arme (si le manifestant dissimule son visage et en même temps porte une arme, la peine est même quintuplée).

Selon Beauvau, au cours de la semaine passée, les interpellations de manifestants dans des rassemblements non déclarés ont toutes eu lieu après sommations.

En définitive, si l'affirmation de Gérald Darmanin est littéralement inexacte, puisque la loi ne punit pas le seul fait de participer à une manifestation non déclarée, il reste obligatoire de déclarer une manifestation ou de se disperser dès que les forces de l'ordre l'ont exigé. Les contrevenants s'exposent bel et bien à des poursuites.

23 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/femme-voilee-sur-une-affiche-a-grenoble-quand-eric-piolle-fait-le-jeu-des-islamistes-20230323>

Femme voilée sur une affiche à Grenoble : «Quand Éric Piolle fait le jeu des islamistes»

Par [Naëm Bestandji](#)

Publié il y a 9 heures , mis à jour il y a 8 heures



La campagne de communication de la Ville de Grenoble, à l'occasion de la «Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale». *Mairie de Grenoble*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Dans le cadre d'une campagne de communication contre le racisme et les discriminations, la Ville de Grenoble a choisi de représenter une femme voilée sur une affiche avec la mention «J'ai deux fois moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche ». Pour l'écrivain Naëm Bestandji, le maire sert la rhétorique des islamistes.

Naëm Bestandji est écrivain. Féministe et laïque engagé, il est l'auteur d'un essai remarqué, Le linceul du féminisme-Caresser l'islamisme dans le sens du voile (éditions Séramis, 2021).

L'ONU a choisi le 21 mars pour la «Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale». [La Ville de Grenoble](#) y participe par une campagne d'affichages. Mais, plutôt que de s'y investir pleinement, le maire a décidé de l'instrumentaliser pour relayer le marketing de l'islamisme politique.

Parmi les affiches qui montrent la diversité ethnique de notre pays et [les discriminations](#) que peut subir une personne en raison de son origine, la Ville expose sur plusieurs panneaux d'affichage de la Ville la photo d'une femme voilée. En surimpression est inscrit «Grenoble s'engage contre le racisme» et «J'ai deux fois moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche».

Depuis quelques années, [le maire de Grenoble, Éric Piolle](#), dérive vers un soutien à l'islamisme politique. Cela est peut-être aidé par sa vision sexiste et patriarcale des femmes. Il ne voit aucun problème à la chosification sexuelle de leur corps, donc à son occultation pour apaiser la libido masculine. Le sexisme du voile étant l'outil patriarcal et politique de l'islamisme, leurs chemins ne pouvaient que se croiser. Zélé, Éric Piolle reprend alors toute la rhétorique [des Frères musulmans](#). Nous retrouvons, dans cette campagne contre les discriminations raciales, son alignement dans la communication de l'islamisme politique. Il en reprend les codes.

Avoir « deux fois moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche » n'est pas imputable aux employeurs mais témoigne de l'intransigeance et de l'incapacité psychologique à retirer le voile.

Naëm Bestandji

La première étape est d'intégrer une ou deux femmes voilées parmi d'autres personnes. Mettre en scène uniquement des femmes voilées serait perçu comme une offensive prosélyte flagrante. En inclure seulement une ou deux sera ressenti comme une forme de diversité. La deuxième étape, la plus importante, est de se détourner du terrain concerné par le voile (l'inégalité des sexes) pour aller sur ceux de la liberté religieuse et de l'antiracisme, sans craindre la contradiction qui peut survenir.

Avoir «deux fois moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche» n'est pas imputable aux employeurs mais témoigne de l'intransigeance et de l'incapacité psychologique à retirer le voile. Ce n'est pas l'employeur qui discrimine mais la candidate qui s'autodiscrimine. D'abord en portant un symbole qui marque une discrimination par le sexe, l'infériorisation des femmes par rapport aux hommes. Ensuite parce que la candidate porte un signe qu'elle déclare être «religieux», alors qu'aucun autre candidat d'aucune autre religion ne porte un tel signe. La neutralité demandée par les employeurs n'est pas une discrimination mais, au contraire, un traitement égalitaire. Réclamer un privilège refusé à tous les autres : la discrimination est aussi ici. Pour contourner cette évidence, la Ville de Grenoble reprend le détournement de l'islamisme politique en allant sur le terrain de la discrimination raciale. Partenaire de cette idéologie rétrograde et totalitaire, la Ville fait de l'adhésion à une radicalité religieuse une «race». Elle entretient ainsi la confusion entre «Maghrébin» et «musulman» et entre «musulmane» et voile. Être musulman ne serait plus un choix religieux mais une hérédité ethnique. La liberté de conscience est caduque. La Ville de Grenoble et son maire marquent leur rejet de la laïcité... mais uniquement pour les musulmanes. Ainsi, le sexisme du voile ne relèverait plus du patriarcat mais de la biologie, donc impossible à retirer. Voilà comment inverser les valeurs et accuser de racisme toute opposition au prosélytisme d'une idéologie. Voilà comment pratiquer le racisme en prétendant lutter contre le racisme, à travers cette vision orientaliste, paternaliste et raciale de l'islam et des musulmans, tous assignés à la frange extrémiste de leur religion.

Pour la Ville de Grenoble, c'est l'opposition à cette discrimination sexiste, ou le traitement de cet accessoire à égalité avec tous les autres, qui serait une « discrimination raciale ». C'est la rhétorique d'inversion conceptualisée par l'islamisme pour servir la stratégie victimaire.

Naëm Bestandji

Si la forme est une première, l'idée n'est pas neuve pour le maire. Il en avait fait l'incroyable démonstration pour défendre l'autorisation du sexisme du burqini dans les piscines municipales de sa ville. Pour cela, il fut aidé par une des associations les plus sexistes et rétrogrades de France, qui assure la jonction entre extrême gauche et islamisme, à l'origine des actions burqini : Alliance citoyenne. Il rend d'ailleurs hommage à cette association par un clin d'œil dans son tweet qui informe sur cette campagne : *«Nous soutenons les associations qui luttent contre les discriminations et pour une égalité d'accès au logement, à l'emploi, au respect.»*

La Ville de Grenoble fait sienne la communication de l'islamisme politique en usant, comme ce dernier, du sexisme du voile comme outil prosélyte et politique, ainsi que du détournement victimaire de l'antiracisme par l'assignation biologique des «femmes musulmanes» au voile. Le CCIE (le CCIF dissout en France et reconstitué en Belgique) lui en est reconnaissant. Cette association est idéologiquement une branche juridique des Frères musulmans. Dans un tweet, les islamistes du CCIE félicitent publiquement la Ville de Grenoble : *«Une nouvelle campagne de @VilledeGrenoble (Sud Est) pour lutter contre le racisme. Merci @VilledeGrenoble d'inclure les femmes musulmanes dans vos campagnes»*. Il s'agit bien des «femmes musulmanes» pour toutes les assigner au voilement de leur être. Les musulmanes qui ne sont pas voilées ne seraient pas assez, ou pas du tout, musulmanes. Voilà à quoi participent la Ville de Grenoble et son maire.

Le voile, outil politique, est sexuellement discriminant. La femme voilée serait de «race musulmane». Ainsi, pour la Ville de Grenoble, c'est l'opposition à cette discrimination sexiste, ou le traitement de cet accessoire à égalité avec tous les autres, qui serait une «discrimination raciale». C'est la rhétorique d'inversion conceptualisée par l'islamisme pour servir la stratégie victimaire. Le message de la «Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale» est brouillé pour servir une idéologie totalitaire. Et tout cela avec l'argent des contribuables Grenoblois.

23 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/si-elle-ne-soutient-pas-le-nucleaire-l-ue-peut-dire-adieu-a-sa-souverainete-energetique-20230323>

«Si elle ne soutient pas le nucléaire, l'UE peut dire adieu à sa souveraineté énergétique»

Par [Louis Gallois](#) et [Bernard Accoyer](#)

Publié il y a 1 heure , mis à jour il y a 1 heure



Louis Gallois et Bernard Accoyer. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - La décision de la Commission européenne d'exclure les réacteurs nucléaires classiques dans les objectifs «verts» de l'UE va porter atteinte à la souveraineté de l'Europe ainsi qu'à ses objectifs de décarbonation, estiment Louis Gallois et Bernard Accoyer.

Louis Gallois est le coprésident de la Fabrique de l'industrie. Bernard Accoyer est le président de l'association Patrimoine nucléaire et climat (PNC-France).

Le collège des commissaires de la Commission européenne a décidé, à la majorité simple, d'exclure les grands réacteurs nucléaires classiques (type EPR) de la liste des technologies couvertes par le projet de règlement «zéro émission nette». Cette manœuvre a été opérée sous la pression de deux commissaires européens: le vice-président Frans Timmermans, chargé du «pacte vert» (ou «Green Deal») et la vice-présidente à la concurrence Margrethe Vestager.

Réponse à l'Inflation Reduction Act (IRA), programme massif (plus de 360 milliards de dollars) de subventions à l'industrie «verte» américaine, le règlement «zéro émission nette» ou Net-Zero Industry Act (NZIA) prévoit en particulier la définition d'un cadre réglementaire permettant aux producteurs d'énergie décarbonée européens d'accéder plus facilement et plus rapidement à des financements publics et privés pour leurs investissements.

L'exclusion des grands réacteurs nucléaires classiques, en pleine situation de crise énergétique et de crise climatique, est d'autant plus incompréhensible. Notre pays, avec sa filière nucléaire, est un de ceux qui contribuent le plus puissamment aux objectifs de neutralité carbone de l'Union européenne.

L'énergie nucléaire est la première source d'électricité bas carbone dans l'Union européenne. Décarbonée, pilotable et compétitive, elle contribue activement à la sécurité de l'approvisionnement énergétique, à la croissance des acteurs économiques européens ainsi qu'à l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone de l'Union européenne dans la perspective de 2050. Pour la France, elle est une des conditions incontournables d'une réindustrialisation décarbonée, de ce fait fortement consommatrice d'électricité.

Soutenir l'intégralité du secteur nucléaire européen par le biais du NZIA, c'est permettre à l'Union européenne (...) de rester compétitive et résiliente face aux chocs systémiques externes.

La France et l'Union européenne maîtrisent l'ensemble des technologies du cycle du combustible. Outre les technologies des petits réacteurs et des réacteurs modulaires avancés incluses dans l'acte (SMR et AMR), qui apporteront, quand ils auront été développés, une contribution complémentaire aux objectifs stratégiques européens, l'inclusion des grands réacteurs classiques, une technologie disponible qui a fait ses preuves, dans l'acte est primordiale pour opérer une relance de la filière au plan européen.

Soutenir l'intégralité du secteur nucléaire européen par le biais du NZIA, c'est permettre à l'Union européenne d'honorer ses engagements climatiques et de rester compétitive et résiliente face aux chocs systémiques externes.

Engagés dans une compétition de plus en plus âpre, les grands blocs américains et chinois cherchent à s'autonomiser l'un par rapport à l'autre et développent des programmes massifs de soutien à leurs industries. Ces grands mouvements vont impacter l'Europe

L'Union européenne, si elle ne soutient pas son industrie nucléaire, va ainsi accroître sa double dépendance – industrielle et énergétique – vis-à-vis des États-Unis

L'IRA évoqué plus haut va ainsi soutenir les efforts d'innovation et d'investissement des constructeurs de réacteurs américains, leur permettant de répondre plus efficacement aux appels d'offres du marché européen. L'Union européenne, si elle ne soutient pas son industrie nucléaire, va ainsi accroître sa double dépendance - industrielle et énergétique - vis-à-vis des États-Unis.

La méfiance constante de la Commission européenne à l'encontre du nucléaire, entretenue par l'Allemagne mais aussi par l'Autriche ou le Luxembourg, l'a conduite à sous-estimer les risques d'une politique privilégiant «par principe» les énergies renouvelables. Celles-ci sont par nature (hors l'hydraulique) intermittentes et nécessitent donc l'apport d'énergies pilotables qui, si elles ne sont pas nucléaires, sont fossiles (gaz ou charbon). Rappelons également que ces mêmes énergies renouvelables ne sont pas sans impact sur l'environnement et sont plus carbonées que le nucléaire.

Ces contradictions sur les grandes orientations énergétiques ont plongé l'Europe dans une grave crise lorsque les livraisons de gaz russe se sont interrompues. Nous n'avons pas fini d'en payer le prix.

L'acharnement de la Commission européenne à maintenir une différenciation entre l'énergie nucléaire, considérée comme une simple «énergie bas carbone» dans l'acte, et les énergies renouvelables est dénué de toute base scientifique. Un traitement du nucléaire à égalité avec les énergies renouvelables serait au contraire pleinement cohérent avec les intérêts économiques et stratégiques de l'Union européenne ainsi qu'avec ses objectifs de décarbonation.

Cette décision n'imposerait rien à personne et permettrait aux 11 pays de l'Union souhaitant développer des programmes nucléaires, regroupés à l'initiative de la France, de bénéficier des mêmes financements que les énergies renouvelables. Il est donc essentiel que dans la suite du processus d'amendement du règlement «zéro émission nette», par le Parlement et le Conseil de l'Union européenne, le nucléaire soit réintroduit à sa juste place.

23 mars 2023 (NZZ)

<https://www.nzz.ch/panorama/trump-putin-xi-kuenstliche-intelligenz-zeigt-fake-bilder-ld.1731674>

Handgemenge mit Trump, Putins Kniefall: KI-Bilder zeigen Ereignisse, die nie stattfanden – aber hätten stattfinden können

Künstliche Intelligenz kann Bilder erzeugen, die täuschend echt wirken, wie jüngst zwei Beispiele mit Wladimir Putin und Donald Trump zeigten. Sieht man genau hin, erkennt man aber Ungereimtheiten.

Kathrin Klette 22.03.2023, 17.02 Uhr



Tumult bei Donald Trumps angeblicher Verhaftung. In der Realität fanden jedoch weder die Verhaftung noch der Tumult statt. KI / Eliot Higgins

Auf den ersten Blick wirken die Bilder unglaublich: Donald Trump soll verhaftet werden, doch der ehemalige US-Präsident wehrt sich. Ein Handgemenge entsteht, Trump fällt zu Boden, Polizisten versuchen, ihn zu packen. Ein anderes Bild: Als der chinesische Staatschef Xi Jinping im Kreml zu Gast ist, kniet Russlands Präsident Wladimir Putin demütig vor ihm nieder und gibt ihm die Hand. Der festgenommene Trump und der kniende Putin – zwei Bilder, die in den vergangenen Tagen tausendfach in den sozialen Netzwerken geteilt wurden und zunächst absolut authentisch wirken. Das Problem: Sie sind es nicht. Die Bilder wurden mit künstlicher Intelligenz (KI) geschaffen.

Trump hatte seine mögliche Verhaftung selbst angekündigt

Vermutlich war es der Reporter Eliot Higgins, der die Bilder von Trumps angeblicher Verhaftung zuerst auf Twitter verbreitete. Higgins arbeitet bei Bellingcat, einer niederländischen Plattform für investigativen Journalismus. Wenn so jemand mit einem durch ein blaues Häkchen verifizierten Account Fotos veröffentlicht, dann müssen sie doch eigentlich echt sein. Oder? «Making pictures of Trump getting arrested while waiting for Trump's arrest», schrieb Higgins dazu: Während er auf Trumps Verhaftung warte, mache er gerade Fotos von Trumps Verhaftung. Es war ein Meta-Tweet: Zu sehen waren Fotos eines Ereignisses, das noch gar nicht stattgefunden hatte und vielleicht auch nie stattfinden wird.

Allerdings bestand zumindest eine gewisse Wahrscheinlichkeit, dass ein solcher Tumult stattfinden könnte. Trump selbst hatte zuvor auf seiner Social-Media-Plattform «Truth Social» angekündigt, dass er erwarte, am Dienstag verhaftet zu werden, und rief seine Unterstützer zu Protesten auf. Grund für eine drohende Verhaftung sind Ermittlungen der Staatsanwaltschaft von New York, die Trumps Schweigegeldzahlungen an die frühere Pornodarstellerin Stormy Daniels untersucht.



Sieht man sich die Bilder aber genauer an, erkennt man mit dem blossen Auge, dass sie nicht echt sein können. Die Hände der Polizeibeamten wirken verzerrt, ihre nackten Unterarme unrealistisch makellos. Ihre Uniformen sind weichgezeichnet, Trumps ikonische Frisur ebenso.

Kopf zu gross, Schuh zu breit

Ähnlich verhält es sich mit dem Bild, das angeblich Putins Kniefall zeigt. Es wurde zu Beginn der Woche verbreitet, als Xi Jinping zu Gast in Moskau war.

In einem Twitter-Thread wies der Journalist David Puente, stellvertretender Chef der italienischen Fact-Checking-Plattform «Open Online», auf mehrere Ungereimtheiten in dem Bild hin. So habe Putins linker Schuh keine Ähnlichkeit mit dem Schuh, der auf offiziellen Fotos zu sehen sei, schrieb er. Ausserdem wirkt der Schuh in der Mitte zu gross und zu breit. Auch die Gesichter erscheinen unnatürlich und weichgezeichnet.

Puente weist auch darauf hin, dass Putins Kopf im Verhältnis zu seinem übrigen Körper zu gross sei. Der Ort des angeblichen Treffens, die Stühle, die Wände und der Boden sehen ebenfalls deutlich anders aus als auf den Fotos, die Reporter von dem Besuch schossen. Auf den Bildern, die sich in den Nachrichtenagenturen finden, sind ein weiss-brauner Teppich und Stühle aus weissem Holz zu sehen. Auf dem künstlich generierten Bild dagegen: ein roter Teppich und Stühle aus braunem Holz.

Es ist verführerisch, solche Bilder zunächst für authentisch zu halten. Sie bedienen unterschwellige Stimmungen, und auch der Zeitpunkt, zu dem sie veröffentlicht werden, lässt sie echt erscheinen. Donald Trump, der für seine zahlreichen Verfehlungen endlich büssen muss? Nicht nur in den USA würden sich viele Menschen dieses Szenario wünschen. Und braucht Putin wegen seines Krieges gegen die Ukraine nicht dringend Chinas Unterstützung? Könnte es also sein, dass der Kniefall hinter verschlossenen Türen stattfand? Hat jemand Putins demütige Geste heimlich fotografiert und das Bild dann auf Twitter verbreitet? Alles sehr, sehr unwahrscheinlich.

Wie sich Bilder auf ihre Echtheit überprüfen lassen

Auffälligkeiten wie verzerrte Hände oder weichgezeichnete Kleidung sind leicht zu erkennen. Man kann jedoch annehmen, dass KI-Programme, die künstliche Bilder erzeugen, beispielsweise Midjourney und DALL-E 2, kontinuierlich besser werden. Künftig dürfte es daher immer schwerer sein, künstlich generierte Bilder von echten zu unterscheiden.

Wie kann man sich dabei behelfen? In einem Twitter-Thread schreibt die Technologie-Reporterin Amanda Florian, dass sie das Bild von Putin und Xi mithilfe mehrerer Online-Werkzeuge untersucht habe.

Unter anderem habe sie die Plattform «Hugging Face» genutzt. Dort kann man Bilder hochladen und überprüfen. Das Werkzeug zeigt an, wie hoch die Wahrscheinlichkeit ist, dass das jeweilige Bild künstlich erzeugt wurde. Im Fall von Putins angeblichem Kniefall waren es 58 Prozent, wie Florian erklärt.

Eine weitere Möglichkeit, ein Bild auf seine Echtheit zu überprüfen, ist die Rückwärtssuche. Sie wird von der Software TinEye sowie von den Suchmaschinen Google und Yandex angeboten. Nachdem man dort ein Bild hochgeladen hat, wird angezeigt, ob es noch woanders veröffentlicht wurde – und wenn ja, wo. Auf diese Weise lassen sich Hinweise auf die Herkunft des jeweiligen Bildes in Erfahrung bringen.

Der Investigativ-Reporter Eliot Higgins teilte unterdessen auf Twitter mit, dass er bei der KI-Software Midjourney gesperrt sei. Er erspare seiner Leserschaft daher eine Detektivgeschichte im Stil des Film noir mit Boris Johnson, schrieb er. Dazu veröffentlichte er vier weitere, künstlich erzeugte Bilder: der frühere britische Premierminister mit Hut und Trenchcoat in einer verregneten Stadt, vielleicht in London.

Seit den vergangenen Jahren kursieren im Netz unzählige Falschmeldungen, und gerade aus dem Lager Donald Trumps war oft der Vorwurf zu hören, liberale und linke Medien verbreiteten Fake News. Higgins' Krimi mit Boris Johnson hätte daher zumindest einen Vorteil: Die Bilder wären um einiges harmloser als die von Trumps angeblicher Verhaftung und hätten kaum das Potenzial, die Massen aufzuwiegeln. Gerade in Zeiten von Desinformation tragen Journalisten eine besondere Verantwortung.

23 mars 2023 (Mediapart)

<https://www.mediapart.fr/>

Menu 🔍 À la Une Vidéos Rubriques ▾ Réforme des retraites • Israël/Palestine • Guerre en Ukraine Le Club de Mediapart Participez au débat >



ÉDITION SPÉCIALE

Macron piétine la foule, la police la matraque

23 mars 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/arnault-pinault-bolloré-les-patrons-traités-de-braqueurs-alors-que-l-economie-tient-debout-jean-marc-sylvestre>

CRISE ÉCONOMIQUE ?

Arnault, Pinault, Bolloré... les patrons traités de braqueurs alors que l'économie tient debout...

Sale temps pour les patrons d'entreprises qui en prennent plein la tête dans les manifestations et même sur les plateaux télé. Alors que l'économie, l'emploi, l'investissement et la croissance se tiennent plutôt bien.

[Jean-Marc Sylvestre](#)



Manifestation contre la réforme des retraites à Marseille.

Il faut croire que les chefs d'entreprise sont devenus les boucs émissaires de toutes nos difficultés. Ils se font traiter de braqueurs, y compris sur certains plateaux de télévision au moment où la Banque de France publie sa dernière note de conjoncture plutôt optimiste pour l'économie française en 2023. La Banque de France rejoint la tonalité qui ressort de la plupart des travaux des autres institutions privées ou publiques.

Que l'état de la France soit désolant, c'est un fait difficilement contestable : la gouvernance est très maladroite, parfois même humiliante, l'administration est mal gérée au regard du coût de son fonctionnement. L'Education nationale, le système de santé, la justice, le modèle social ne fonctionnent pas comme il devrait.

Le résultat des courses est que la France bat un record en Europe sur les prélèvements obligatoires et un endettement qui va devenir insupportable, dès lors que les taux d'intérêt remontent.

Et les Français sont en colère parce que la majorité est touchée de plein fouet par la hausse de prix de consommation. En bref, rien ne va plus.

Et c'est la faute à qui ? Au gouvernement, au président de la République mais aussi la faute aux chefs d'entreprises traités de braqueurs.

Or, si les chefs d'entreprise étaient des braqueurs, l'économie française se porterait beaucoup plus mal qu'elle ne se porte. Les « tontons flingueurs » n'ont toujours enrichi qu'eux-mêmes, à condition de ne pas se faire prendre.

Dans ce climat socialement délétère, la Banque de France vient de doubler sa prévision de croissance pour 2023 et confirme ce qui se murmure dans les coulisses des conseils d'administration, à savoir que l'hydre de l'inflation qui était en train de détruire le socle de la société française, en s'attaquant principalement aux biens de consommation courante et aux énergies, cette menace-là est en recul.

La Banque de France abaisse sa prévision de hausse des prix pour 2023, parce que les prix des matières premières et de l'énergie ont commencé à refluer. Donc l'inflation sera moins forte et ce mouvement sera perceptible dès le mois de juin... La Banque de France rejoint les prédictions de l'OCDE ou des institutions

européennes. Théoriquement, ce reflux de l'inflation va entraîner un arrêt des hausses de taux d'intérêt au mois de septembre.

Ce qui est important dans cette prévision partagée un peu dans toute l'Europe, c'est que l'inflation violente introduite dans le système de production par l'excessive reprise de l'après Covid (excès de la demande de rattrapage sur l'offre de production) mais aussi par les blocages imputables à la guerre en Ukraine, n'a pas entraîné une spirale inflationniste et une course poursuite entre les prix et les salaires. Le pouvoir d'achat a augmenté en 2022, mais pas davantage que la productivité ou le partage de la valeur créée.

En résumant l'état de la situation, on se retrouve avec un niveau d'investissement soutenu en provenance des acteurs de production, un niveau de l'emploi très tendu à tel point que certains secteurs sont obligés de restreindre leurs projets, faute de trouver la main d'œuvre dont ils auraient besoin, et des marchés à l'exportation qui redémarrent. Les points les plus sombres sont liés au montant de l'épargne de précaution qui traduit l'inquiétude générale, au manque de main d'œuvre spécialisée, aux inégalités sociales qui se sont accrues, au montant des prélèvements obligatoires et surtout au déficit de productivité de l'administration. Mais là, on touche au modèle structurel que la France a tellement de difficultés à réformer. Mais ça n'est pas nouveau.

Alors les chefs d'entreprise dans tout cela ? Force est de reconnaître qu'ils font le job. Dans l'agro-alimentaire, dans l'automobile, dans l'énergie, l'aéronautique, le tourisme, l'industrie du luxe, les banques et les assurances, la France possède beaucoup de champions du monde et heureusement. De là à traiter de braqueurs, donc de voyous, les chefs d'entreprises qui réussissent, il y a évidemment un abus de langage limite injurieux, il y a aussi la preuve d'une inculture coupable, ou pire, la volonté d'alimenter la colère sociale en oubliant volontairement qu'elle est aussi alimentée par des intérêts populistes, protectionnistes et par conséquent réactionnaires.

Les chefs d'entreprises ont des états d'âme évidemment, mais ils les laissent rangées dans leurs sphères privées. Les chefs d'entreprise ont pour métier de s'adapter aux crises et aux changements. Et d'assumer les mutations. Et si les chefs d'entreprise gagnent de l'argent, c'est tant mieux pour la collectivité. Plus de la moitié des profits dégagés vont dans les caisses de l'État. L'autre moitié ne va pas dans des collections de voitures de luxe ou de villas somptueuses, ni même dans des coffres ou sous les matelas de plumes d'oie. L'autre moitié retourne dans l'économie sous forme d'investissements de progrès.

Alors, si des Français en colère les traitent de braqueurs, c'est sans doute pour se défouler. Et s'ils le font très librement, c'est parce que les réseaux sociaux s'en mêlent et ce type de qualificatif est légitimé par les plateaux de chaînes d'info en continu. Parce que c'est plus facile de désigner les patrons à la vindicte populaire que de décrypter les mécanismes de créations de richesses.

Dans une logique de marché, les chaînes d'info n'ont pas tort : le commerce de la peur ou l'invective des plus riches fabriquent de l'audience, mais ils ne participent guère à l'amélioration du système pour tous.

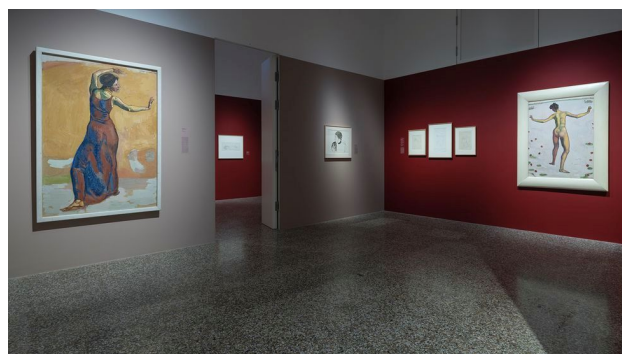
23 mars 2023 (L'Express)

<https://www.lexpress.fr/culture/art/lexposition-a-voir-ferdinand-hodler-et-valentine-la-mort-a-loeuvre-3FIPV47WGJGXLHAUVLFCP36QU/>

L'exposition à voir : Ferdinand Hodler et Valentine, la mort à l'œuvre

La relation entre l'artiste helvète et sa compagne-modèle est scrutée dans une exposition à Vevey, en Suisse, et un livre-coffret, qui interrogent l'obsession du peintre pour la fin de vie.

DANS L'HEBDO DU 23 MARS



Vue de l'exposition "Ferdinand Hodler. Revoir Valentine" à découvrir jusqu'au 21 mai.

© Julien Gremaud

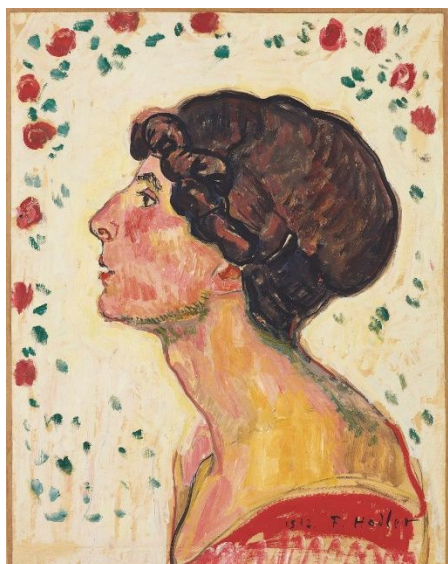
Par Letizia Dannery

Publié le 18/03/2023 à 11:00, mis à jour à 11:00

Article publié dans l'édition du 23 mars

"La mort a la beauté de la vérité. C'est elle, c'est sa grandeur, que je vois à travers ces traits qui furent aimables, aimés, adorés, et qu'elle envahit", écrit Ferdinand Hodler en 1917. Deux années plus tôt, le peintre suisse peignait en temps réel la maladie puis la mort de Valentine Godé-Darel (1873-1915), muse, maîtresse et mère de leur fille Pauline. L'histoire est triste. En 1913, Valentine apprend sa grossesse en même temps que son cancer. La naissance de Pauline, dite Paulette, se superpose alors aux croquis et aux peintures de Ferdinand qui retracent, sur papier ou sur toile, l'avancée du crabe chez celle qu'il appelle "la passion la plus intense de [sa] vie". Hodler a ainsi scrupuleusement documenté l'agonie d'un être cher, série qui deviendra une contribution emblématique de l'histoire de l'art moderne. "Personne n'a encore jamais fait cela", confie-t-il à la collectionneuse Gertrud Dübi-Müller, conscient de se confronter à quelque chose d'inédit, de tabou même.

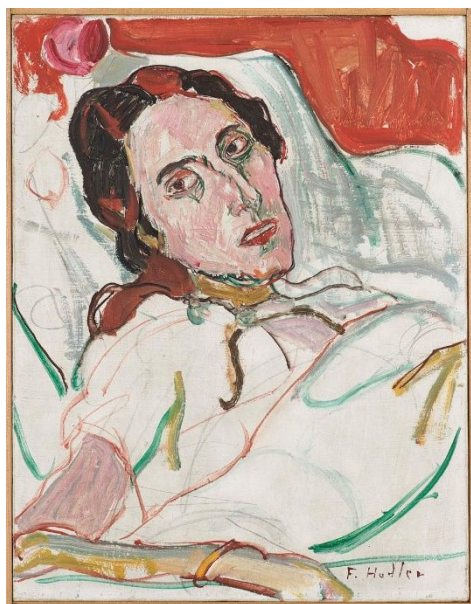
Ce lien macabre entre le peintre et la femme aimée, où s'entremêlent l'art et l'intime, le musée Jenisch Vevey, en Suisse, le met en lumière jusqu'au 21 mai en partenariat avec l'Institut Ferdinand Hodler de Genève. En réunissant 115 pièces issues du fonds de Vevey, mais aussi de collections publiques et privées, les commissaires Anne-Sophie Poirot et Niklaus Manuel Güdel posent "un regard actualisé et critique sur la relation unissant les deux protagonistes, ainsi que sur l'ensemble d'œuvres majeur qu'est le cycle de Valentine". La dernière présentation publique d'importance de la série datait de 1976. "Le parcours invite à reconsidérer la femme derrière le modèle et, plus largement, à se questionner sur l'autre, celui qu'on aime, celui qu'on pleure", soulignent les curateurs. Ici, l'engagement affectif se double d'enjeux artistiques majeurs.



Ferdinand Hodler, « Portrait de Valentine Godé-Darel », 1912.
/ © Leopold Museum Vienna

Obsession picturale

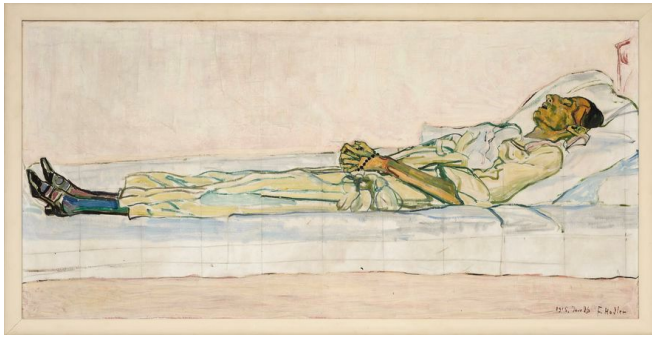
Un livre, sous la forme d'un coffret en deux tomes, paru aux Cahiers dessinés, décrypte en détail ce lien hors normes. Ferdinand et Valentine se rencontrent vers 1908, quand le peintre achève sa frise monumentale sur *L'Amour* et *Le Désir*. Il a 55 ans. Comédienne, elle en a 35. Leurs vingt années d'écart précipitent le lien "peintre-modèle" vers une liaison passionnelle. Hodler s'y investit avec un vécu indissociable de la mort. Adolescent, il était déjà orphelin de toutes parts : ses parents comme ses frères et sœurs ont succombé sous ses yeux à la tuberculose. La fragilité humaine et le dernier souffle rendu lui sont dramatiquement familiers, avant de devenir une obsession picturale.



Ferdinand Hodler, « La Malade » ou « Portrait de Valentine Godé-Darel malade », 1914.
/ © Institut Ferdinand Hodler / Pierre Montavon

En 1909, déjà en ménage avec Valentine, il immortalise son ex-compagne, Augustine Dupin, mère de leur fils Hector, sur sa dernière couche, comme une sorte de brouillon aux esquisses, dessins et peintures du cycle monumental qu'il commence à réaliser quatre ans plus tard : au total, 200 œuvres – dessins, peinture et pages de carnet – qui restituent avec une cruelle minutie le calvaire de Valentine Godé-Darel, jusqu'à son trépas, le 25 janvier 1915. Cette précision brute et

l'acceptation de son modèle qui semble, en actrice consommée, collaborer à l'entreprise de son amant, c'est la force du pinceau de Hodler et de son langage pictural basé sur la symétrie et la répétition des formes qu'il nomme "parallélisme".



Ferdinand Hodler, « Valentine Godé-Darel sur son lit de mort », 1915.

/ © Kunstmuseum Solothurn

Ironie du sort, l'artiste, qui rendit l'âme trois ans plus tard, fut lui aussi saisi dans ses ultimes instants par l'objectif de son amie Gertrud Dübi-Müller. Le peintre de la mort est ainsi devenu à son tour un modèle de la grande faucheuse.

23 mars 2023 (L'Express)

<https://www.lexpress.fr/monde/en-allemande-une-armee-qui-manque-de-tout-YYA4Z2NARBIVDSN45QUZGKKUM/>

Europe, jeudi 23 mars 2023 996 mots, p. 41

Une armée qui « manque de tout »

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

Le défi du nouveau ministre de la Défense est gigantesque : la Bundeswehr est incapable de défendre le pays, selon un récent rapport parlementaire.



Manoeuvres militaires de la Bundeswehr près de Munster, en Allemagne, le 13 octobre 2017
afp.com/PATRIK STOLLARZ

Avant même de présenter son rapport annuel sur l'état des forces armées allemandes, le 14 mars, la contrôleuse parlementaire de la Bundeswehr, l'armée allemande, a voulu anticiper le choc en faisant quelques déclarations à la presse. « L'armée manque de tout », a répété Eva Högl dans les médias. « Les militaires luttent tous les jours contre la pénurie », déplore celle que l'on surnomme « l'avocate des soldats ». Personne ne conteste son constat, inquiétant : l'Allemagne est actuellement incapable de se défendre en cas d'attaque. Le nouveau ministre de la Défense, Boris Pistorius, s'en préoccupe d'autant plus que sa prédécesseure, Christine Lambrecht, n'avait pas jugé bon de commander les matériels livrés à l'Ukraine pour les remplacer dans les casernes. Résultat : l'Allemagne est encore plus vulnérable qu'avant la guerre ! Les réserves de munitions permettraient de tenir deux jours. Les équipements sont tellement vétustes que les conducteurs de char, qui utilisent des radios des années 1980, doivent communiquer entre eux en sortant de leur tourelle. C'est une armée « fauchée », selon l'expression de ses propres généraux.

Boris Pistorius est donc l'homme qui doit sauver cette Bundeswehr en lambeaux pour en faire une armée de combat. Il était le dernier social-démocrate compétent que le chancelier Scholz ait réussi à trouver au Parti social-démocrate (SPD) pour prendre ce poste à haut risque, surnommé le « siège éjectable » dans le jargon politique berlinois. Armin Papperger, le patron de l'industriel Rheinmetall (fabriquant du char Leopard), n'a pas manqué de rappeler que Pistorius était le 11e interlocuteur de l'entreprise au ministère de la Défense depuis le début de sa carrière !

Personne n'attendait à Berlin ce ministre régional de l'Intérieur de Basse-Saxe, ancien maire d'Osnabrück, sa ville natale, sans expérience fédérale, mais qui compte parmi les politiciens les plus expérimentés du pays en matière de sécurité. D'autant que ce russophone avait fait partie de cette frange du SPD qui avait ignoré la menace Poutine. Il avait notamment remis en question l'efficacité des sanctions prises par l'Occident contre la Russie après l'occupation de la Crimée. « Encore un membre de la "russian connexion" qui prend sa place au cabinet fédéral », s'était emporté le député conservateur Tilman Kuban lors de sa nomination. Depuis, Pistorius a clairement pris ses distances avec ses positions antérieures. « Jusqu'à présent, il a réalisé un sans-faute », constate Christian Mölling,

expert des questions de défense à l'Institut allemand de politique étrangère. Boris Pistorius est même en tête des sondages de popularité, loin devant le chancelier et le ministre écologiste de l'Economie, Robert Habeck, l'ancienne coqueluche des sondages.

L'Allemagne a-t-elle trouvé le bon ministre pour mettre en oeuvre la *Zeitenwende* (changement d'époque) décrétée par Olaf Scholz il y a un an? « Nous avons besoin d'avions qui volent, de bateaux qui puissent prendre la mer et de soldats équipés pour leurs missions », avait déclaré le chancelier, trois jours après l'attaque russe, en annonçant un fonds spécial de 100 milliards pour moderniser la Bundeswehr. L'objectif de Scholz est de doter l'Allemagne de « la plus grande armée conventionnelle de l'Otan en Europe ».

Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, mi-février, Boris Pistorius a annoncé une réforme structurelle de son ministère, dont une partie siège encore à Bonn, l'ancienne capitale. « Oui, 3 000 personnes, ça fait beaucoup au ministère », a-t-il lâché sans donner plus de détails sur ses projets de changements. Il a toutefois démontré qu'il était encore plus déterminé que le chancelier à aider l'Ukraine. Alors que Scholz continue de se cacher derrière Washington pour prendre des décisions, Boris Pistorius semble prêt à assumer ce rôle de leadership en Europe que Joe Biden attend de l'Allemagne.

En réclamant à ses alliés européens de livrer plus rapidement les chars de combat Leopard promis à l'Ukraine, l'Allemagne ne donne plus l'impression, avec lui, d'être un frein, mais plutôt le fer de lance de l'aide militaire occidentale à Kiev. Si Scholz estime que l'Ukraine « ne doit pas perdre » la guerre, Pistorius préfère la formule « L'Ukraine doit gagner » - « Le choix des mots n'est pas anodin », estime Christian Mölling.

La tâche de ce social-démocrate de 63 ans, qui rêvait dans sa jeunesse de devenir diplomate, est immense, comme le confirme le rapport du 14 mars. Pour faire de la Bundeswehr la plus puissante armée de l'Union européenne, Boris Pistorius ne pourra pas se contenter des 100 milliards d'euros du fonds spécial créé par Olaf Scholz en juin dernier. Il réclame au moins 10 milliards de plus par an pour acheter des chars, des obusiers mais aussi des systèmes de défense aérienne, point faible de l'armée allemande. « Pour l'instant, le "changement d'époque" de Scholz, c'est une F1 qui n'a pas de moteur », constate Christian Mölling. Une mission d'autant plus difficile que le ministre libéral des Finances au gouvernement, Christian Lindner, tient absolument au retour du sacro-saint « frein à la dette » inscrit dans la Constitution.

Dans son propre camp politique, qui continue de se référer à la « politique de détente » de Willy Brandt, il sent déjà des vents contraires. La coprésidente du Parti social-démocrate, Saskia Esken, préférerait que les sommes gigantesques dédiées aux armements soient dépensées pour la sécurité civile ou les bâtiments scolaires.

Pour l'instant, Pistorius profite encore d'une période de grâce. « Il n'a eu pour l'instant que des belles paroles, mais tout le monde le laisse tranquille. Ce n'est pas le moment de lui mettre des bâtons dans les roues », signale Christian Mölling. « Je lui laisse encore un mois, prévient Anton Hofreiter, le spécialiste des questions de sécurité et de défense au groupe parlementaire des écologistes. Mais après, il faudra qu'il prenne des décisions. Dans son ministère, on n'a pas encore pris conscience qu'une guerre fait rage au coeur de l'Europe. »

23 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/societe/affaire-du-porno-hollandais-michel-houellebecq-raconte-22-03-2023-2513136_23.php

Affaire du porno hollandais : Michel Houellebecq raconte

L'écrivain devait apparaître anonymement dans un film X, qu'il tente depuis de faire interdire. En exclusivité pour « Le Point », il explique pourquoi.



Écœuré. Michel Houellebecq (ici en 2018) n'a « en aucun cas donné [s]on accord » pour la diffusion du film, qui porte « atteinte de manière irrémédiable à ma vie privée, mon honneur, mais surtout, ce qui est plus grave encore, à ma femme », comme il l'a écrit au réalisateur Stefan Ruitenbeek.

Publié le 22/03/2023 à 18h00

Décembre 2022. Le romancier Michel Houellebecq et son épouse, Qianyum Lysis Li, se rendent à Amsterdam pour participer à ce qui leur a été présenté comme une performance porno-artistique, un film sous la direction du réalisateur hollandais et membre du collectif KIRAC (Keeping It Real Art Critics), Stefan Ruitenbeek. Il avait été convenu que l'écrivain porterait un masque et ne serait pas reconnaissable. Le tournage se déroule sur plusieurs jours et se termine, selon les dires de l'écrivain, par une violente dispute. Fin janvier, une bande-annonce – assez trash – apparaît sur les réseaux sociaux : elle montre une femme enceinte qui vomit dans une voiture avant d'accoucher sous l'œil de la caméra, puis le Prix Goncourt apparaît nu, sans masque, dans un lit d'hôtel, cigarette au bec, aux côtés d'une jeune femme en nuisette. L'auteur découvre *ce trailer « avec consternation et dégoût »* et écrira dans un courrier au réalisateur, révélé par l'émission *Quotidien*, « [ce film porte] *atteinte de manière irrémédiable à ma vie privée, mon honneur, mais surtout, ce qui est plus grave encore, à ma femme, dévastée par les mensonges* ». Le couple Houellebecq entreprend alors de faire interdire la diffusion du film et dépose une assignation en référé devant le tribunal de Paris, qui se déclare « *partiellement incompetent* » et déboute les époux le 3 mars. De son côté, Ruitenbeek répond à de nombreuses interviews dans la presse internationale et n'a pas renoncé à la diffusion du film. Il continue de clamer son admiration pour Houellebecq... qu'il a pourtant piégé, apparemment fidèle à ses habitudes artistiques. La sortie du film, qui devait initialement se faire le 11 mars, a été repoussée à une date inconnue. Michel Houellebecq nous raconte, dans un texte de sa main, les dessous de cette affaire invraisemblable§

«**I**nitiallement, M. Ruitenbeek m'a invité à participer à une cérémonie d'inauguration organisée dans une école d'art à Amsterdam, où je devais surtout couper un ruban. Il y avait d'autres éléments, inspirés de l'univers de Lovecraft, qui m'ont intéressé. Dans un de ces mails, il a joint différents films. Ces films ne paraissaient pas avoir de rapport avec le projet, je me suis dit qu'il

les joignait uniquement pour montrer qu'il était quelqu'un de sérieux, qui avait déjà réalisé des choses. Du coup, je n'en ai regardé aucun, sinon un seul, très distraitement – il semblerait qu'il s'agisse du film intitulé *Honeypot*.

M. Ruitenbeek est venu à Paris le 1^{er} novembre, après m'avoir proposé qu'on se voie pour discuter de ce projet. Dans un mail, il a ajouté qu'il serait accompagné d'une amie, Jini van Rooijen, qui venait à Paris pour participer à des *gang bangs*, filmés par M. Ruitenbeek, destinés à alimenter son compte OnlyFans. J'étais déprimé au moment de leur arrivée, et mon épouse s'est rendue seule à ce dîner, au cours duquel elle a été filmée à son insu. L'idée a alors été suggérée d'une scène sexuelle en trio – Jini, mon épouse et moi –, destinée elle aussi à alimenter le compte OnlyFans de Jini. Mon épouse a accepté, en se disant que ça me changerait agréablement les idées. J'ai moi-même accepté, sous réserve que mon anonymat soit préservé, ce qui paraissait possible pour deux raisons :

Les films du compte OnlyFans de Jini sont uniquement accessibles à ses abonnés payants ; c'est, d'après ce qu'on m'a expliqué, le principe même de fonctionnement d'OnlyFans, qui constitue une source de revenus pour Jini.

Mon épouse et moi devions porter des masques, afin de rendre notre identification impossible.

La scène sexuelle a eu lieu, et a été filmée par M. Ruitenbeek. Après réflexion, je me suis dit que ces masques constituaient une protection insuffisante de mon anonymat, et je n'ai pas fourni mon passeport, condition nécessaire imposée par OnlyFans pour que le film puisse être diffusé par eux.

Les relations se sont poursuivies, par mail, pendant les semaines suivantes. Cet échange de mails comportait les éléments suivants :

M. Ruitenbeek m'a informé qu'il souhaitait reporter la cérémonie d'inauguration au printemps. Il m'a, par ailleurs, envoyé des photos de différentes femmes qui souhaitaient, selon lui, avoir des relations sexuelles avec moi.

Mon épouse a écrit l'ébauche d'un scénario, inspiré à la fois d'un de mes livres, *La Possibilité d'une île*, et de souvenirs personnels. Ce scénario m'a paru intéressant, quoique nécessitant beaucoup de travail – il était trop foisonnant, le lien entre les différentes histoires n'était pas assez clair. Mais c'est un reproche que je pourrais faire également à mon propre livre, le lien entre Daniel1 et Daniel25 n'était pas facile à réaliser. J'étais prêt, quoi qu'il en soit, à en discuter avec M. Ruitenbeek, l'idée étant qu'il soit le réalisateur.

Outre ma participation au scénario, j'étais prêt à assumer un rôle d'acteur. J'étais prêt aussi à participer à des scènes pornographiques si le scénario en comportait, mais je ne souhaitais pas, pour des raisons de tranquillité personnelle, être reconnaissable dans ces scènes. Les masques me paraissant une protection insuffisante de mon anonymat, j'ai demandé à M. Ruitenbeek que, dans aucun plan sexuel, mon visage et celui de mon épouse ne soient filmés. Il a accepté cette condition.

L'idée a peu à peu germé que nous nous rendions à Amsterdam, mon épouse et moi, afin de rencontrer les femmes pressenties par M. Ruitenbeek pour avoir des relations sexuelles avec mon épouse ou avec moi. Ces relations, filmées par lui, auraient pu constituer un casting pour le film à venir, du moins pour ses scènes pornographiques – mais en aucun cas un matériel destiné à la diffusion.



Classé X. « La Rivière », un film porno soft réalisé par Michel Houellebecq et diffusé en 2001, avec des actrices « filmées dans des scènes d’amour lesbien », selon l’écrivain.

Il est utile de préciser que j’ai moi-même réalisé un film pornographique, généralement considéré comme un « porno soft » (*La Rivière*, diffusé en particulier sur Canal+), et que le casting s’est déroulé exactement dans ces conditions. Celle qui était mon épouse à l’époque a eu des relations sexuelles avec plusieurs femmes pressenties comme actrices, relations que j’ai filmées. Je n’étais pas moi-même partie prenante de ces relations, car cela n’aurait eu aucun sens : j’étais uniquement le réalisateur du film, qui ne mettait en scène que des actrices, filmées dans des scènes d’amour lesbien. Aucune de ces séances de casting n’a été diffusée, et je les ai détruites. Cette méthode me paraissait donc parfaitement normale. Je n’ai aucune hostilité de principe à la pornographie, que je considère comme un matériau artistique valable ; mais il s’agit d’un matériau difficile à traiter. Mon propre film ne me donne que partiellement satisfaction : esthétiquement très réussi à mon avis, il manque de tension dramatique.

Il est peut-être utile également de préciser qu’un autre de mes livres, *Rester vivant*, a été adapté en long-métrage par un réalisateur néerlandais, Erik Lieshout, avec, entre autres, Iggy Pop dans la distribution. Le résultat m’a donné toute satisfaction, en particulier grâce au travail extraordinaire du directeur de la photographie, Reinier van Brummelen – dans son cas, je n’hésiterais pas à parler de génie. Je parlais donc avec un a priori très favorable sur le cinéma néerlandais.

Nous sommes arrivés à Amsterdam, mon épouse et moi, dans l’après-midi du 21 décembre, et rien ne s’est passé comme prévu. D’abord, nous avons été filmés dès notre sortie du train sans qu’à aucun moment nous en ayons donné l’autorisation. Cela m’est hélas déjà arrivé d’être photographié ou filmé dans ces conditions, par différents journalistes de bas niveau, mais ce n’est en aucun cas ce que j’attendais d’un réalisateur de films.

Dans la soirée, M. Ruitenbeek est venu dans notre chambre d’hôtel, toujours accompagné de son cameraman. C’est là qu’il nous a fait signer un contrat, dont je n’ai lu qu’un seul article parce que c’était la seule condition, destinée à protéger mon anonymat, que j’avais demandé à M. Ruitenbeek de respecter, en raison du caractère probablement pornographique du film. Pour le reste, j’ai supposé qu’il s’agissait d’un contrat normal, comme j’en ai déjà signé beaucoup dans ma vie.

Le lendemain matin, M. Ruitenbeek est revenu accompagné d’Isa, une des femmes dont il m’avait envoyé des photos. Les choses se sont d’abord à peu près bien passées, j’ai échangé des baisers avec Isa (ce sont les scènes qui figurent dans le *trailer*), puis tout s’est dégradé. M. Ruitenbeek a émis différentes idées de mise en scène qui me sont apparues stupides. Isa a demandé à mon épouse de sortir de la chambre, ce qui rendait évidemment impossible toute scène d’amour

lesbien. J'ai fini par me dissimuler sous un drap pour éviter d'être filmé. Isa, de son côté, a souhaité s'en tenir là. Nous n'avons eu aucun autre contact, ni physique ni même verbal.

Après ce premier échec, M. Ruitenbeek a fait une tentative de réconciliation, en me proposant une autre femme dont il m'avait envoyé des photos. Mon épouse l'a éconduite, elle n'est pas entrée dans notre chambre, et je ne l'ai même pas vue. Lorsque M. Ruitenbeek affirme, dans son interview avec le magazine *Vice*, « *en tout, quatre femmes ont couché avec Houellebecq* », il s'agit d'un mensonge pur et simple.

La rupture finale a eu lieu le soir du 23 décembre. À l'issue d'une discussion violente au cours de laquelle mon épouse et moi avons été insultés par M. Ruitenbeek, j'ai exigé qu'il quitte ma chambre, lui et son cameraman. Je ne l'ai pas revu depuis.

Un mois après cette rupture, j'ai constaté avec dégoût que mon épouse et moi figurions dans un *trailer* réalisé par M. Ruitenbeek, diffusé sur différents sites Internet, et que ce *trailer* n'était que le préambule à un film plus long, qu'il qualifiait de « *pornographique* », et dont il annonçait la sortie le 11 mars.

J'ai aussitôt pris des initiatives juridiques pour essayer de faire interdire cette diffusion, à laquelle je n'avais en aucun cas donné mon accord. Plus tard, j'ai pris conscience que cette date du 11 mars n'avait pas été choisie par hasard, mais pour coïncider avec la sortie de mon dernier livre, *Anéantir*, aux Pays-Bas, ceci bien entendu afin d'assurer au film de M. Ruitenbeek le maximum de publicité.

J'ai adressé à ce dernier la « *lettre ouverte* » qui suit, afin de faire connaître mon opinion sur ses méthodes »

Monsieur,

Il se trouve qu'après mon bref séjour à Amsterdam, je suis parti trois semaines en Guadeloupe pour tourner dans un film de Guillaume Nicloux, interprété entre autres par Blanche Gardin et par moi-même.

Si j'en parle, c'est que les méthodes de travail de Guillaume Nicloux pourraient au premier abord être rapprochées des vôtres – davantage du moins que celles des autres réalisateurs avec qui j'ai eu l'occasion de travailler.

D'une part, il s'astreint à tourner les scènes rigoureusement dans l'ordre du scénario, afin de pouvoir tenir compte des modifications qui peuvent intervenir dans les personnages, et surtout dans les relations entre les personnages. Il ne s'interdit pas ainsi de modifier une scène en fonction des scènes déjà tournées mais il est important de noter, cependant, qu'il consulte les acteurs sur les modifications qu'il souhaite opérer.

D'autre part, et c'est une de ses grandes originalités, le dialogue est parfois improvisé, ou plutôt « semi-improvisé » – c'est-à-dire que son thème général est fixé, mais que les acteurs sont libres de choisir leurs propres mots. C'est particulièrement vrai pour *L'Enlèvement de Michel Houellebecq*, dont le scénario initial ne devait guère dépasser une vingtaine de pages.

Il y a, pourtant, une différence essentielle dans vos manières de faire.

La différence est d'abord, tout simplement, une question de courtoisie. Pour revenir à mon séjour à Amsterdam, j'ai été agacé dès les premières secondes, dès que j'ai posé le pied sur le sol de la gare, en constatant qu'un membre de votre équipe avait commencé à nous filmer, mon épouse et moi, sans nous en avoir demandé l'autorisation, sans même nous avoir adressé la parole. Ma première réaction, à ce moment, aurait dû être de m'emparer de la caméra et de la jeter dans le premier canal venu. Je suis d'un naturel plutôt doux, et j'ai pris sur moi pour éviter que tout ne se détériore d'emblée. Mais mon agacement est allé croissant à chaque fois que votre équipe et

vous-même avez pénétré dans ma chambre d'hôtel, caméra à la main, en ayant déjà commencé à filmer. En d'autres circonstances, en particulier au cours des repas, M. Ruitenbeek nous a même filmés à notre insu. Ces procédés appartiennent au journalisme de caniveau davantage qu'au cinéma d'auteur. Lors d'une dispute suivante, je me suis engagé, vu la détérioration de la situation, à vous rembourser la chambre d'hôtel – ce que j'ai fait (par ailleurs j'avais pris mes billets de train, j'ai payé mes repas sur place, et vous possédez votre propre matériel de prises de vues). Les choses ont continué à s'envenimer, jusqu'à ce que je vous somme, un soir, de quitter ma chambre avec vos caméras. Nous ne nous sommes pas revus depuis.

Il y a une autre différence, qui touche à l'esthétique. Lors du tournage d'un film « normal » il y a tout un rituel, qui commence par les costumes et le maquillage. Une fois que l'équipe technique est prête, le tournage de chaque plan se voit enclos dans un temps tout à fait spécifique, rythmé par des injonctions précises : « Moteur », « Action », « Coupez ». Tout ceci peut vous paraître ridicule ou dépassé. Je ne suis pas de cet avis. Ce rituel, pour moi, aide considérablement l'acteur, qui essaie d'atteindre à un niveau de concentration suffisant pour entrer dans le personnage qu'il a choisi d'incarner. C'est en grande partie grâce à lui que le cinéma et le théâtre – par l'entremise d'autres rituels – peuvent être considérés comme des arts.

Vous m'objecterez que votre méthode est tout à fait différente, qu'il s'agit pour vous de capturer des fragments de réalité, que vous organiserez ensuite dans une continuité signifiante. La seule réponse que je puisse faire est que, je dois le constater, nos conceptions du travail artistique sont radicalement opposées. Après avoir expérimenté vos méthodes de travail, je me suis convaincu que le résultat sera nécessairement médiocre, et que je regretterai, en tant qu'acteur, d'avoir été associé à cette entreprise.

Mais surtout cette opposition artistique en dissimule une autre, bien plus fondamentale encore : sur nos conceptions radicalement divergentes de la loyauté, de la courtoisie, et du respect de l'autre. Mon erreur fut de ne pas réagir immédiatement alors que je le ressentais. Je le paye aujourd'hui par la déflagration de violence occasionnée par votre *trailer*, qui porte atteinte de manière irrémédiable à ma vie privée. Je m'oppose formellement à ce que les plans que vous avez obtenus par tromperie (puisque, je le répète, ils ont été filmés bien avant la signature du contrat, et qu'il ne s'agissait alors que d'un compte OnlyFans) soient utilisés dans vos films, celui-ci ou tout autre à venir. Mon épouse partage cette position.

MICHEL HOUELLEBECQ

Cette lettre a été précédemment publiée sur le site de l'émission Quotidien.

23 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/christophe-de-voogd-emmanuel-macron-la-rhetorique-ne-suffit-plus-20230322>

«Emmanuel Macron, la fin de la grande illusion?»

Par [Christophe de Voogd](#)

Publié hier à 19:48 , mis à jour hier à 22:34



Christophe de Voogd. Fabien Clairefond

TRIBUNE - Le normalien, agrégé et docteur en histoire analyse les ressorts de la crise sociopolitique en cours. Selon lui, elle trouve ses racines dans l'impuissance de l'État à répondre au déclassement de la France.

Les commentaires sont unanimes, même chez les macronistes, quant à la «mauvaise communication» du gouvernement sur la réforme des retraites. L'on dira plutôt que c'est l'argumentation qui a péché dans cette affaire: **contradiction avec les positions antérieures, présentation changeante d'une réforme visant d'abord à l'«équilibre du régime» puis à la «crédibilité financière du pays», garantissant «1200 euros pour tous», puis pour beaucoup moins ; et tout cela au bout, c'est promis, de «43 ans maximum» de cotisation... sauf larges exceptions.**

Amateurisme et incompétence, comme on l'a beaucoup dit? Certes, bien des membres de l'équipe gouvernementale et du groupe Renaissance manquent autant d'expérience politique que de maîtrise rhétorique. **Mais les talents ne manquent pas, à commencer par celui du président lui-même et de la première ministre, qui a su trouver son style.**

Il faut donc chercher ailleurs pour comprendre l'échec, d'ores et déjà acquis, de cette «pédagogie de la réforme», quelle que soit son issue finale. **D'abord dans le déroulement des six dernières années, qui a vu le passage d'une inspiration plus saint-simonienne que libérale, visant à rétablir la puissance productive de la France à travers la valeur travail et le modèle de la «start-up nation», à une fuite en avant dans la dépense publique et l'assistanat généralisé. Et, plus gravement encore, à un État de plus en plus invasif, jusque dans nos assiettes et nos douches, déresponsabilisant le citoyen au point de l'infantiliser.**

La gestion de la crise des «gilets jaunes» et de la pandémie auront été les deux grandes étapes de ce tournant qui n'est pas sans rappeler, mais à une échelle démultipliée, le revirement de **Nicolas Sarkozy**, élu, lui, sur un programme vraiment libéral (État régalien fort, citoyens libres et responsables) et renouant avec l'État «tous azimuts» dès la crise de 2008.

Ce précédent invite à s'interroger sur le ressort de ce réflexe conditionné: pourquoi donc, à chaque épreuve, ce repli pressé de nos gouvernants vers le refuge de l'État-providence (dans tous les sens du terme)? Pourquoi surtout, alors même que sont patents notre effondrement sanitaire et scolaire, le naufrage de notre politique énergétique et la faillite de notre politique

d'immigration, refusent-ils de poser **la question qui s'impose: celle de l'inefficacité criante de notre action publique, malgré le plus fort taux de prélèvements et de dépenses de l'OCDE?**

Une impossibilité «performative»

Et pourquoi ce silence sur des faits indiscutables comme le déficit d'ores et déjà massif de notre système de retraite, qu'étrangement le gouvernement a «oublié» de mentionner dans le débat sur les retraites, avant l'aveu tardif de François Bayrou sur les 30 à 40 milliards de déficit, comblé par les finances publiques, c'est-à-dire par la dette?

La première réponse tient bien sûr à la difficulté compréhensible pour tout dirigeant à reconnaître l'état réel du pays dont il a la responsabilité. Cela vaut d'ailleurs autant pour les gouvernants actuels que pour les partis d'opposition (LR, PS) qui ont exercé le pouvoir. **Comment, de plus, mettre en avant la nécessité d'économiser 10 milliards quand on vient d'en dépenser 600 en deux ans?**

Et comment convaincre qu'il y a une vraie urgence quand l'on érige depuis quarante ans l'immense château de sable de la dette sur lequel nous fondons la garantie de notre «vivre ensemble»? **Faut-il s'étonner que ces discours contradictoires provoquent une dissonance cognitive redoutable chez nos concitoyens?** Davantage, n'y a-t-il pas une impossibilité «performative», comme disent les linguistes, à reconnaître son impuissance quand on est le détenteur du pouvoir? **Le dernier à pouvoir admettre que le roi est nu est toujours le roi lui-même.**

Ne rien donner à l'État et en recevoir beaucoup !

Frédéric Bastiat, économiste et magistrat français

Mais il faut aller au-delà et admettre que, dans une vieille démocratie, **les gouvernants sont soumis à l'habitus de la culture politique nationale. Or celle-ci, renforcée par l'ignorance des mécanismes économiques élémentaires, par l'idéologie ultradominante dans l'enseignement et dans les médias, et dopée désormais par la viralité des réseaux sociaux, alimente à jet continu la rhétorique de l'«État protecteur», de l'«État-stratège» et autre «État-garant-de-l'intérêt-général».**

Les Français en veulent «toujours plus», comme disait François de Closets, **c'est-à-dire toujours plus d'aides pour eux-mêmes et toujours plus d'impôts pour les autres. En somme, plus l'échec de l'État est patent, plus on en redemande.**

La grande illusion

Frédéric Bastiat a été, on le sait (sauf en France), le premier analyste de **cette «grande illusion au nom de laquelle tout le monde s'efforce de vivre au détriment de tout le monde».** Écrit dans les violents remous de la révolution de 1848, son pamphlet mordant mérite la (re)lecture dans un moment où les esprits s'échauffent jusqu'à l'incandescence. La résonance actuelle de son analyse est en effet étonnante: **«Comment le peuple ne ferait-il pas révolution sur révolution, s'il est une fois décidé à ne s'arrêter que lorsqu'il aura réalisé cette contradiction: "Ne rien donner à l'État et en recevoir beaucoup!"»**

Dès lors, la tentation est grande de voir dans la crise sociopolitique en cours et dans la singulière déprime des Français **la dure rencontre entre notre séculaire illusion collective et la réalité du déclassement national et de l'impuissance publique: «Le réel, avertissait Jacques Lacan, c'est quand on se cogne.»**

Mais l'on tient peut-être aussi ici l'explication du succès d'Emmanuel Macron - deux fois élu, et largement, on l'oublie parfois - dans sa parfaite compréhension des contradictions au sein du peuple

et donc de la martingale politique gagnante: entretenir la grande illusion, de promesse de «protection» en «quoi qu'il en coûte», de «grand débat» en «avec vous!».

D'où la trouvaille habile du «en même temps», traduction rhétorique des désirs antagonistes des Français ; d'où le recours massif à la dette, **solution magique pour sortir du terrifiant dilemme posé par Bastiat (pas de nouvelles dépenses sans de nouveaux impôts).**

Il est vrai que sur ce point le président actuel s'inscrit, à sa décharge, dans une longue tradition. Il en est de même de son interview du 22 mars. Typique du mix rhétorique macronien, fait de câlinothérapie, d'autojustification et de grand oral de l'ENA, elle vise évidemment à gagner du temps et à garder l'initiative ; mais, plus encore, à préserver le totem de l'État en faisant valoir l'autorité du prince tout en faisant miroiter sa «bienveillance» (*sic*) - d'où la concertation politique et l'agenda social annoncés.

Et en espérant que les marchés financiers se contenteront des gages donnés - d'où le maintien de la (modeste) réforme des retraites. Nouvelle expression de cet «en-même-tempsisme» (pour reprendre le mot malicieux de David Lisnard), mais qui pourrait cette fois se heurter, à force de condescendance, au tempérament d'un peuple «*conduit par un fil tant que personne ne résiste, ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part*» (Tocqueville).

23 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conso/un-titre-de-transport-national-illimite-pour-49-euros-par-mois-peut-on-envisager-une-telle-offre-en-france-20230322>

Un titre de transport national illimité pour 49 euros par mois : peut-on envisager une telle offre en France ?

Par [Amélie Ruhlmann](#)

Publié hier à 10:23 , mis à jour hier à 14:47



Les régions sont décisionnaires en matière de desserte et de tarification des trains express régionaux (TER). *Leonid Andronov / stock.adobe.com*

DÉCRYPTAGE - L'Allemagne s'apprête à lancer en mai un abonnement mensuel qui permettra de circuler librement sur tout le réseau des transports en commun locaux et régionaux.

49 euros. C'est le prix que nos voisins allemands pourront acquitter pour circuler librement sur l'ensemble des réseaux de transports en commun, qu'ils soient urbains (métro, tram, bus) ou régionaux (trains) à partir du 1^{er} mai. **Seules les liaisons ferroviaires à grande vitesse sont exclues de cette offre alléchante.** De quoi laisser songeur les usagers français, qui déboursent en moyenne 105 euros pour leur budget «*transports décarbonés*» selon une étude [Opinion Way pour Sofinco](#) parue en mai 2022. **Une offre similaire à la formule allemande («*Deutschlandticket*») pourrait-elle voir le jour de ce côté-ci du Rhin?** Le *Figaro* s'est penché sur la question.

Pressés par les impératifs écologiques et la crise de l'énergie, les gouvernements européens cherchent à donner un coup d'accélération au développement des transports en commun. En France, Élisabeth Borne a annoncé un [plan d'investissement massif](#) sur le rail, à hauteur de 100 milliards d'ici 2040. Parallèlement, le ministre des Transports Clément Beaune souhaite instaurer dans les deux ans un «[billet unique](#)» permettant de se déplacer avec les transports publics partout en France.

Est-ce à dire que le projet allemand aurait inspiré nos politiques ? En partie seulement. Comme le «*Deutschlandticket*», le titre unique made in France ambitionne de «*simplifier les déplacements sur tous les territoires et réseaux de transport en France*». Mais il ne s'accompagnera pas d'une tarification unique. «*Ce n'est qu'un support unique*», insiste un fin connaisseur du secteur des transports. Pour mieux comprendre la différence, celui-ci prend l'exemple du cas helvète : «*En Suisse, vous avez l'abonnement général, qui, depuis 1898, propose un abonnement annuel pour voyager sur la quasi-totalité des transports suisse. Par ailleurs, il existe depuis 2015 un support unique, le Swiss Pass, permettant d'intégrer sous un identifiant unique différents abonnements et titres de transport.*»

Politiques de décentralisation

En France, le projet d'une tarification unique se heurte à la politique de décentralisation des transports amorcée en 2000. À cette date, les régions sont devenues autorités organisatrices de la mobilité, c'est-à-dire qu'elles sont décisionnaires en matière de desserte et de qualité du service des trains express régionaux (TER). Depuis 2016, les régions sont également libres d'en fixer la tarification. Les autres collectivités locales sont, elles, compétentes en ce qui concerne les transports urbains (métro, tram, bus). Pour tous ces modes de transport, l'État n'a donc pas le pouvoir d'imposer un «tarif unique», pas plus que la SNCF. *«Les décisions d'offres et de tarifs des transports publics ne relèvent pas des opérateurs mais des pouvoirs publics. Ces décisions sont politiques»* explique la compagnie de transport.

Le gouvernement ne ferme toutefois pas la porte à un effort sur les prix. Contacté, le ministère *«espère que l'unification du titre encouragera les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) à prévoir des dispositifs tarifaires en conséquence»*. Et précise que *«les services ministériels vont mettre en place un groupe de travail avec les AOM volontaires pour définir les modalités de mise en œuvre du projet.»*

Notre connaisseur tempère. *«Il existe 400 autorités organisatrices de mobilité en France, il ne sera pas aisé de les mettre d'accord sur un tarif commun»* argue-t-il. D'autant que les offres diffèrent fortement selon les territoires. **Pour ce qui est des TER, une étude réalisée par la FNAUT note «une importante hétérogénéité entre les différentes offres régionales»**. Si le niveau des tarifs standards varie peu - entre 8€ et 10€ pour un trajet de 40 km - c'est dans le contenu des abonnements que les régions rivalisent d'originalité. -50% tous les jours pour la carte Presto (Grand Est), -50 % les week-ends et -25 % en semaine pour la carte Tempo (Normandie), -75 % sur un trajet défini comme préféré pour la carte ZHOU (Provence-Alpes-Côte d'Azur)... Il y a de quoi avoir le tournis.

Même casse-tête pour harmoniser, sous un tarif commun, les dizaines de forfaits de transports en commun métropolitains du pays. Les agglomérations jouent le grand écart sur les prix. Pour circuler dans la communauté urbaine de Strasbourg par exemple, les usagers déboursent 51,80 € par mois (*«Pass Badgeo»*), quand le prix du *«Pass Navigo»* parisien culmine, lui, à 84,10 € mensuels.

Flambée des coûts d'exploitation

Au lendemain du premier confinement, les régions avaient pourtant su se réunir autour d'une offre commune. Instauré pendant l'été 2020, le Pass Jeune TER permettait aux jeunes de voyager en illimité sur le réseau pour 29 euros par mois. Mais le temps n'est plus vraiment aux largesses commerciales. Avec l'inflation des coûts de l'énergie, le remboursement de la dette Covid et les éventuels investissements sur le réseau, les collectivités locales sont prises en étau.

Pour compenser cette flambée des coûts, les autorités organisatrices de mobilité font monter les prix des transports. Après moult tergiversations, le prix du Pass Navigo a finalement augmenté au 1^{er} janvier 2023, passant de 75,20 à 84,10 euros par mois. Le train régional n'est pas épargné non plus. Deux régions sur trois ont déjà revu leurs tarifs à la hausse, et ce n'est probablement que le début. La majoration du prix des péages ferroviaires (+16% pour les TER d'ici 2026), décidée par SNCF Réseau et validée, fin février, par l'Autorité de régulation des transports (ART) laisse craindre de nouvelles augmentations dans les prochains mois. *«Les régions sont asphyxiées par les coûts d'exploitation et l'État refuse de les aider»*, déplore la Présidente de Régions de France Carole Delga. En effet, si l'État prévoit de verser une enveloppe exceptionnelle de 100 millions aux métropoles et aux intercommunalités, aucun geste n'est, pour l'heure, envisagé vis-à-vis des régions.

La débîne des collectivités locales n'est pas le seul obstacle au déploiement d'un abonnement de type *«Deutschlandticket»*, selon Carole Delga. Pour la présidente de la région Occitanie, l'opération est impensable en raison de la vétusté du rail français. *«L'investissement dans le réseau est un prérequis à toute opération de grande ampleur»*, soutient-elle. La présidente des Régions de France en veut pour preuve l'échec du lancement du RER métropolitain à Strasbourg. Pour l'élue, le

plan ferroviaire de 100 milliards est «*insuffisant*». «*La moitié des lignes ferroviaires françaises vont disparaître d'ici 20 ans en l'absence d'investissements supplémentaires*», alerte-t-elle. Si un «*ticket France*» n'est pas donc pas à l'ordre du jour, les usagers pourront se consoler avec les offres, souvent alléchantes, déployées dans chaque territoire. Désireuse de démocratiser l'usage du train, la région Occitanie a instauré des trajets à 1 euro et la gratuité des transports pour les moins de 26 ans. Reste à fluidifier les trajets. Le titre unique promis par le gouvernement, qui sera prochainement expérimenté dans les collectivités volontaires, devrait répondre à cet objectif.

23 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/eugenie-bastie-edwy-plenel-la-vigilance-aveugle-d-un-journaliste-militant-20230322>

«Edwy Plenel, la vigilance aveugle d'un journaliste militant»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié hier à 19:37 , mis à jour hier à 19:37



Edwy Plenel. Jack Tribeca / Bestimage

CHRONIQUE - Le patron de Mediapart crie au retour du fascisme et appelle à la vigilance contre l'extrême droite. Obsédé par les monstres du passé, il est aveugle à ceux du présent.

Et s'il y avait quelque chose de touchant chez [Edwy Plenel](#)? Il a beau se dire progressiste, il est coincé au XX^e siècle. Sa prose emphatique et fiévreuse a quelque chose de suranné à l'époque des jargonneurs intersectionnels. **Il appartient à une espèce en voie de disparition: les boomers d'extrême gauche. Celle qui est née trop tard pour combattre le vrai fascisme et a passé sa vie entière à essayer de reconstituer une menace lui permettant de faire de la résistance.**

Son dernier opuscule *L'Appel à la vigilance face à l'extrême droite* (La Découverte) reprend d'ailleurs le titre d'un appel publié en 1993... il y a trente ans. Le 13 juillet 1993, 40 figures de la vie intellectuelle publiaient une tribune dans *Le Monde* sur la «*banalisation des discours d'extrême droite dans le débat public*». Dans leur viseur, la «nouvelle droite» d'[Alain de Benoist](#), éternel fantasme du trotskiste qui voit dans le directeur d'*Éléments* le mage noir de l'extrême droite française.

«*Que nous est-il arrivé?*», s'interroge trente ans plus tard le directeur de Mediapart pour qui «*la haine de l'homme a désormais pignon sur rue et micro ouvert*» et «*les musulmans sont la cible ordinaire et emblématique de ce racisme restauré et assumé*». «*Quand avons-nous baissé la garde?*», s'interroge-t-il. On partage son interrogation. Cela fait une cinquantaine d'années en effet que les «appels à la vigilance» contre une prétendue résurgence du fascisme fleurissent dans le débat public. La garde n'a jamais été baissée. Pour quel résultat? Le Rassemblement national n'a jamais été aussi près du pouvoir. **Edwy Plenel devrait commencer par s'interroger sur l'efficacité de son discours**, lui qui tel le petit garçon de la fable d'Ésope, a passé sa vie à crier «au loup» au point que plus personne ne l'écoute.

Plenel appelle une censure du débat public alors que sa judiciarisation est déjà omniprésente. Les personnalités dont il affirme qu'elles ont pignon sur rue sont régulièrement condamnées

Eugénie Bastié

Mais en réalité il a renoncé à convaincre. Il demande tout simplement qu'on censure les opinions qui lui déplaisent. Pas de liberté pour les ennemis de la liberté! proclame notre Saint-Just médiatique. *«Tout ne se débat pas»,* affirme-t-il. *«L'hospitalité de la discussion ne tient pas face à un tenant de l'inhospitalité pour l'étranger.»*

Plenel appelle une censure du débat public alors que sa judiciarisation est déjà omniprésente. Les personnalités dont il affirme qu'elles ont pignon sur rue sont régulièrement attaquées et condamnées pour leurs discours devant les tribunaux. **Sa bête noire, Renaud Camus, est lui carrément banni des médias et des maisons d'édition. Que veut-il de plus? L'envoyer au bagne?**

«Deux poids, deux mesures», la marque Plenel

Ensuite, si tout le monde ou presque est d'accord pour qu'il y ait certaines limites à la liberté d'expression, quelle légitimité à Edwy Plenel pour les définir? Au nom de quoi le patron de Mediapart serait celui qui définit le Bon et le Vrai journalisme? **Celui qui écrivait dans *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), sous un pseudo, «Joseph Krasny» à propos de l'attentat contre la délégation israélienne aux Jeux olympiques de Munich (11 athlètes israéliens tués) «*aucun révolutionnaire ne peut se désolidariser de Septembre noir, nous devons défendre inconditionnellement les militants de cette organisation face à la répression*»,** a-t-il une quelconque leçon de modération à dispenser aux acteurs du débat médiatique?

«Ce texte, écrit il y a plus de quarante-cinq ans, dans un contexte tout autre et alors que j'avais 20 ans, exprime une position que je récuse fermement aujourd'hui», a déclaré Edwy Plenel à *Libération*. Louons sa volonté de «contextualiser» lui qui passe l'intégralité de son livre à décontextualiser les propos de ses adversaires idéologiques, Pierre-André Taguieff en tête, dont il sélectionne délibérément des propos tronqués pour le faire passer pour un suppôt du «grand remplacement».

Le «deux poids, deux mesures» est la marque Plenel. Aussi quand il déclare que *«les idéologies qui professent que des peuples, des nations, des religions, des civilisations, des "races", des classes, des genres... ont des droits qu'elles dénie à d'autres, au nom de leur prétendue supériorité, ne sont pas des opinions parmi d'autres»,* il ne parle pas évidemment de l'islamisme, et de sa prétention totalitaire.

Quand il fustige, le «couple infernal que peuvent constituer de prétendues sciences et de véritables racismes»... Il ne dénonce pas la théorie critique de la race, qui combat la «blanchité» sur les campus américains et contribue au retour de la race dans le débat public bien plus que ne le font les assimilationnistes français.

Quand il affirme, se référant à la Radio Mille Collines, qui a encouragé le massacre des Tustis au Rwanda, que les mots tuent et qu'il promet la «responsabilité sémantique» des acteurs du débat public, **il qualifie pourtant d'«islamophobe» le Printemps républicain. Ne sait-il pas que l'accusation d'islamophobie tue, qu'elle a tué les dessinateurs de *Charlie Hebdo* et Samuel Paty, et presque tué Salman Rushdie?**

Les médias de droite font de l'opinion, mais Mediapart fait de l'information

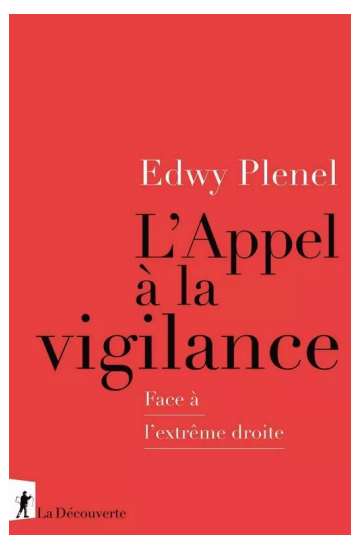
Eugénie Bastié

Quand il fustige la «*démocratie d'opinion*» devenue un «*défouloir de haine et une foire d'empoigne*», il ne vise pas les invectives, les appels à la violence, les caricatures employées par la Nupes dans l'Hémicycle ou dans la rue.

Quand il affirme souhaiter «*éviter que la déraison des opinions ne prenne le pas sur la raison des informations*», il ne s'agit pas d'un mea culpa pour son propre rôle de propagateur de calomnies en manchette du *Monde* (qu'il dirigeait alors) dans l'affaire Dominique Baudis.

Les médias de droite font de l'opinion, mais Mediapart fait de l'information. Le raisonnement pourrait prêter à sourire s'il n'était le credo même du système médiatique qu'Edwy Plenel prétend inféodé à l'extrême droite.

On envie presque Edwy Plenel et ses yeux plissés de Bouddha rieur d'avoir des idées aussi simples. Il fustige les «*obsessions*» d'Alain Finkielkraut mais lui-même est obsédé par une seule idée: «***C'est la même histoire qui se remet en marche.***» **Ce qui est arrivé aux juifs arrivera aux musulmans, et lui Edwy Plenel est là pour nous prévenir.** Obsédé par le retour du même, il ne voit pas les nouvelles menaces de notre temps. Campé sur sa ligne Maginot antifasciste, il est la vigie borgne du politiquement correct, qui braque sa longue-vue sur sa droite, en oubliant délibérément ce qui se passe à sa gauche. **Pire: à force d'assimiler toute critique de l'immigration massive à la haine de l'étranger, toute exigence d'assimilation à une forme de racisme, toute défense de la nation au «conservatisme le plus rance» (expression qu'il utilise à propos de Marcel Gauchet), il fabrique de toutes pièces le monstre qu'il prétend combattre.**



L'Appel à la vigilance
face à l'extrême droite, d'Edwy Plenel, La Découverte, 133 p, 16 €.

23 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/rachat-d-actions-en-quoi-consiste-cette-pratique-qui-a-le-vent-en-poupe-dans-les-entreprises-du-cac-40-20230322>

Rachat d'actions : en quoi consiste cette pratique qui a le vent en poupe dans les entreprises du CAC 40 ?

Par [Hervé Rousseau](#)

Publié hier à 18:32 , mis à jour hier à 18:36



Le président de la République a fait part de son intention de demander au gouvernement de travailler à une «*contribution exceptionnelle*» sur les «*profits exceptionnels d'entreprises*». *SEBASTIEN BOZON / AFP*

DÉCRYPTAGE - Le chef de l'État compte «demander au gouvernement de travailler sur une contribution exceptionnelle» afin que les entreprises qui rachètent leurs actions reversent davantage à leurs salariés.

La déclaration présidentielle survient alors que les rachats d'actions ont le vent en poupe en France. À côté du dividende, de plus en plus d'entreprises optent pour ce mode de rémunération des actionnaires. En rachetant leurs propres actions pour les annuler ensuite, les entreprises réduisent le nombre de titres en circulation, ce qui a pour effet d'augmenter leur bénéfice par action et, par ricochet, le cours de Bourse des actions restantes.

La pratique est par ailleurs bien plus souple et manœuvrable que le dividende. Il est en effet plus facile de faire varier les montants versés aux actionnaires d'une année sur l'autre. Il permet ainsi de récompenser les actionnaires à l'issue d'un exercice particulièrement porteur ou par exemple de la vente d'une filiale, comme BNP Paribas a décidé de la faire cette année.

Contrairement aux entreprises américaines, les sociétés européennes privilégient toujours le dividende. Mais les rachats d'actions gagnent du terrain. Après une année particulièrement faste en 2022, les champions du CAC 40 - qui ont dégagé plus de 140 milliards d'euros de bénéfices cumulés - en ont profité pour soigner leurs actionnaires, dont les nerfs ont été mis à rude épreuve ces dernières années avec les soubresauts des marchés.

TotalEnergies, BNP Paribas, LVMH et bien d'autres

TotalEnergies prévoit ainsi de déboursier deux milliards de dollars au premier trimestre 2023 pour des rachats d'actions, soit autant que ce que le groupe a versé au titre d'une taxe sur les superprofits dans l'Union européenne et au Royaume-Uni. Le groupe automobile Stellantis, également en grande forme, compte dépenser 1,5 milliard en rachats d'actions et verser 4,2 milliards d'euros de dividendes, tout en déboursant 2 milliards en primes pour ses salariés.

Les banques françaises ont aussi été particulièrement généreuses avec leurs actionnaires. BNP Paribas va rendre à ses actionnaires une grande partie du fruit de la vente de sa filiale américaine Bank of the

West, avec à la clé un pactole de 5 milliards d'euros sous forme de rachat d'actions, l'équivalent de la moitié de son bénéfice record de plus de 10 milliards d'euros en 2022. Société Générale a décidé de consacrer l'équivalent de 90% de son bénéfice net à ses actionnaires entre le dividende et un programme de rachat d'actions.

Le géant du luxe LVMH va distribuer 400 millions d'euros à ses quelque 39.000 salariés français, dépenser jusqu'à 1,5 milliard d'euros en rachats d'actions et verser quelque 6 milliards d'euros en dividendes aux actionnaires. Air liquide, Carrefour, Pernod Ricard, Sanofi... tous ces grands groupes prévoient également des programmes de rachats d'action. Certaines sociétés réservent toutefois ces annonces aux assemblées générales des actionnaires, qui ont lieu souvent au printemps.

L'an dernier, les entreprises du CAC 40 ont versé à leurs actionnaires plus de 80 milliards d'euros : 56,5 milliards sous forme de dividende et 23,7 milliards via des programmes de rachats d'actions, selon la lettre financière Vernimmen. Le montant des rachats d'actions a été pratiquement stable par rapport à 2021 (23,8 milliards d'euros). Mais ces deux années marquent clairement une rupture. Auparavant, les montants en jeu oscillaient plutôt entre 5 et 10 milliards d'euros.

Aux États-Unis, où les montants sont parfois colossaux (400 milliards en cinq ans pour Apple), Joe Biden veut renforcer la fiscalité qui avait été considérablement adoucie par Donald Trump. Il a prévu de faire passer la taxation des «*share buybacks*» de 1 % à 4 %. En France, les montants sont bien plus modestes qu'aux États-Unis. Ces deux dernières années, les rachats d'actions représentaient environ 1 % de la valeur du CAC40.

23 mars 2023 (The Economist)

https://www.economist.com/leaders/2023/03/22/central-banks-face-an-excruciating-trade-off?utm_content=article-link-1&etear=nl_today_1&utm_campaign=r.the-economist-today&utm_medium=email.internal-newsletter.np&utm_source=salesforce-marketing-cloud&utm_term=3/22/2023&utm_id=1534432

The great balancing act

Central banks face an excruciating trade-off

Just now they have to choose between financial instability and high inflation. It wasn't meant to be that way



Mar 22nd 2023

The job of central bankers is to keep banks stable and inflation low. Today they face an enormous battle on both fronts. The [inflation monster](#) is still untamed, and the financial system looks precarious.

Stubbornly high inflation led the Federal Reserve to increase interest rates by a quarter of a percentage point on March 22nd, less than a week after the European Central Bank raised rates, too. The Fed acted days after three mid-sized American banks had collapsed and Credit Suisse, a grand old Swiss bank with more than SFr500bn (\$545bn) in assets, suffered a wounding run that ended in a [shotgun wedding](#) with its rival, ubs. Bankers led by Jamie Dimon, the boss of JPMorgan Chase, are trying to shore up First Republic, the next teetering domino.

The trouble is that central bankers' two goals look increasingly contradictory. All but the biggest American banks are suffering from the consequences of higher interest rates. Dearer money has reduced the value of their securities portfolios and has made it likelier that depositors will flee to big banks, or to money-market funds. Cutting interest rates would help the banks; so does backstopping the financial system. But either option would stimulate the economy and make inflation worse.

It was not meant to be like this. New rules introduced after the financial crisis of 2007-09 were intended to stop bank failures from threatening the economy and the financial system. That, in turn, was supposed to leave monetary policy free to focus on growth and inflation. But the plan has not worked, obliging central banks to perform an excruciating balancing act.

Consider the humbling of Credit Suisse. Regulators are supposed to be able to "resolve" a failing bank in an orderly fashion over a weekend by following a plan to wipe out shareholders and write down convertible bonds (or convert them to equity). But Credit Suisse's demise has sowed uncertainty and confusion. Instead of winding down the bank, Swiss officials pressed ubs to buy it, providing generous taxpayer-backed loans and guarantees to make the deal work and even passing a law to make the terms watertight.

Although regulators wrote off the bank's convertible bonds, shareholders still received \$3bn, upending the expected preference of bondholders over stockholders. One reading of the bond contracts' small print is that this inversion was allowed. Even though regulators in Britain and the eu were quick to insist that they would respect the usual order of creditors, the Swiss departure

from the norm has inevitably shaken investors' faith, creating doubt about what might happen with the next bank failure.

America's improvised rescue of all the depositors of Silicon Valley Bank and Signature Bank could also have a corrosive effect. Deposits above a cap of \$250,000 per customer are not formally insured by the federal government. But nobody is sure which larger depositors would be bailed out if a bank failed. Jerome Powell, the chairman of the Fed, said on March 22nd that depositors "should assume" they are safe. The same day Janet Yellen, the treasury secretary, said expanding insurance to all depositors is not under consideration. Meanwhile, the Fed has lent \$165bn through its newly generous lending schemes, which shield banks from the risks of holding long-dated securities.

As we were about to publish this, it looked as if First Republic would survive without more state intervention. Nonetheless, the combination of banks' travails and regulatory uncertainty could yet harm the economy.

One source of pain could be America's small and mid-sized banks. Banks with less than \$250bn in assets account for about half of banking assets and 80% of loans for commercial property, a sector that has been vulnerable since the pandemic. If smaller banks continue to lose deposits or if they need to raise capital because investors or regulators doubt their safety, then they could limit the loans they make, slowing economic growth and inflation.

Another cause for concern is credit markets. The extra yields paid by the riskiest firms to borrow have risen and in some markets credit seems to be drying up. Worries about tighter financial conditions have led markets to pare back their bets on high inflation even as they have priced in interest-rate cuts.

As they weigh this precarious economic outlook, central banks must also be cautious about the signals they send. Because they regulate banks, they have special insight into the health of the financial sector. One reason the Fed was right to raise rates this week was that a sharp u-turn would have caused panic about what the central bank knew that markets didn't.

Where to go from here? The essential aim is to fix the regulatory regime, so that central banks remain free to fight inflation. A big task is to revisit the measures that ensure one bank failure does not spill over into the next. If needs be, policymakers must be able to recapitalise a failing bank by writing down bonds or converting them to equity. And it should be clear that shares will first be written off entirely.

In America the appeal of insuring all depositors is that they would then have no incentive to flee from smaller banks. But the real problem is lax capital rules for banks with less than \$700bn in assets and inadequate planning for the failures of banks with under \$250bn. Offering universal deposit insurance without fixing those problems would encourage excessive risk-taking. Banks would remain fragile yet be freed from any scrutiny by large depositors.

Don't look down

Until the banks are fixed, monetary policymakers have no choice but to take into account the dangers they pose to the economy. The Fed must scrutinise the lending behaviour of affected banks and build it into its economic forecasts, and also keep a close eye on credit markets. It would be a mistake to stop fighting inflation to preserve banks. But inflation also needs to be brought down in a controlled manner, and not as a result of the chaos of a financial crisis and the economic agonies it would bring. Central bankers already faced a narrow path to success. The ravines on either side of it have become deeper.

22 mars 2023 (NYT)

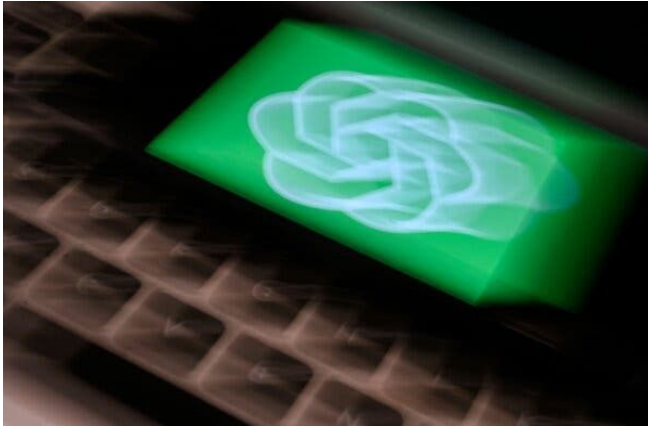
<https://www.nytimes.com/2023/03/21/opinion/artificial-intelligence-chatgpt.html>

OPINION

THOMAS L. FRIEDMAN

Our New Promethean Moment

March 21, 2023



Credit...Olivier Douliery/Agence France-Presse — Getty Images

By [Thomas L. Friedman](#)

Opinion Columnist

I had a most remarkable but unsettling experience last week. Craig Mundie, the former chief research and strategy officer for Microsoft, was giving me a demonstration of GPT-4, the most advanced version of the artificial intelligence chatbot ChatGPT, developed by OpenAI and launched in November. Craig was preparing to brief the board of my wife’s museum, [Planet Word](#), of which he is a member, about the effect ChatGPT will have on words, language and innovation.

“You need to understand,” Craig warned me before he started his demo, “this is going to change *everything* about how we do *everything*. I think that it represents mankind’s greatest invention to date. It is qualitatively different — and it will be transformational.”

Large language modules like ChatGPT will steadily increase in their capabilities, Craig added, and take us “toward a form of artificial general intelligence,” delivering efficiencies in operations, ideas, discoveries and insights “that have never been attainable before across every domain.”

Then he did a demonstration. And I realized Craig’s words were an understatement.

First, he asked GPT-4 — for which Craig was a selected advanced tester and which was just released to the public — to summarize Planet Word and its mission in 400 words. It did so perfectly — in a few seconds.

Then he asked it to do the same in 200 words. Another few seconds.

Then he asked it to do the same in Arabic. Just as quickly. Then in Mandarin. Two more seconds. Then in English again — but in the form of a Shakespearean sonnet. A few more seconds.

Then Craig asked GPT-4 to write the same description in an abecedarian verse — where the first line begins with the letter A, the second with B and so on through the alphabet. It did it with stunning creativity, beginning:

Alluring in Washington, is a museum so grand,
Built to teach, inspire, and help us understand.
Curious minds Planet flock to Word's embrace,
Delving into language and its intricate grace
Every exhibit here has a story to tell,
From the origins of speech to the art of the quill.

And so on, through Z.

I could barely sleep that night. To observe an A.I. system — its software, microchips and connectivity — produce that level of originality in multiple languages in just seconds each time, well, the first thing that came to mind was the observation by the science fiction writer Arthur C. Clarke that “any sufficiently advanced technology is indistinguishable from magic.”

The second thing that came to mind was a moment at the start of “The Wizard of Oz” — the tornado scene where everything and everyone are lifted into a swirling gyre, including Dorothy and Toto, and then swept away from mundane, black and white Kansas to the gleaming futuristic Land of Oz, where everything is in color.

We are about to be hit by such a tornado. This is a Promethean moment we've entered — one of those moments in history when certain new tools, ways of thinking or energy sources are introduced that are such a departure and advance on what existed before that you can't just change one thing, you have to change everything. That is, how you create, how you compete, how you collaborate, how you work, how you learn, how you govern and, yes, how you cheat, commit crimes and fight wars.

We know the key Promethean eras of the last 600 years: the invention of the printing press, the scientific revolution, the agricultural revolution combined with the industrial revolution, the nuclear power revolution, personal computing and the internet and ... now this moment.

Only this Promethean moment is not driven by a single invention, like a printing press or a steam engine, but rather by a technology super-cycle. It is our ability to sense, digitize, process, learn, share and act, all increasingly with the help of A.I. That loop is being put into everything — from your car to your fridge to your smartphone to fighter jets — and it's driving more and more processes every day.

It's why I call our Promethean era “The Age of Acceleration, Amplification and Democratization.” Never have more humans had access to more cheap tools that amplify their power at a steadily accelerating rate — while being diffused into the personal and working lives of more and more people all at once. And it's happening faster than most anyone anticipated.

The potential to use these tools to solve seemingly impossible problems — from human biology to fusion energy to climate change — is awe-inspiring. Consider just one example that most people probably haven't even heard of — the way DeepMind, an A.I. lab owned by Google parent Alphabet, recently used its AlphaFold A.I. system to solve one of the most wicked problems in science — at a speed and scope that was stunning to the scientists who had spent their careers slowly, painstakingly creeping closer to a solution.

The problem is known as protein folding. Proteins are large complex molecules, made up of strings of amino acids. And as my Times colleague Cade Metz explained in a [story](#) on AlphaFold, proteins are “the microscopic mechanisms that drive the behavior of the human body and all other living things.”

What each protein can do, though, largely depends on its unique three-dimensional [structure](#). Once scientists can “identify the shapes of proteins,” added Metz, “they can accelerate the ability to understand diseases, create new medicines and otherwise probe the mysteries of life on Earth.”

But, [Science News](#) noted, it has taken “decades of slow-going experiments” to reveal “the structure of more than 194,000 proteins, all housed in the Protein Data Bank.” In 2022, though, “the AlphaFold database exploded with predicted structures for more than 200 million proteins.” For a human that would be worthy of a Nobel Prize. Maybe two.

And with that our understanding of the human body took a giant leap forward. As a 2021 [scientific paper](#), “Unfolding AI’s Potential,” published by the Bipartisan Policy Center, put it, AlphaFold is a [meta technology](#): “Meta technologies have the capacity to ... help find patterns that aid discoveries in virtually every discipline.”

ChatGPT is another such meta technology.

But as Dorothy discovered when she was suddenly transported to Oz, there was a good witch and a bad witch there, both struggling for her soul. So it will be with the likes of ChatGPT, Google’s Bard and AlphaFold.

Are we ready? It’s not looking that way: We’re debating whether to ban books at the dawn of a technology that can summarize or answer questions about virtually every book for everyone everywhere in a second.

Like so many modern digital technologies based on software and chips, A.I is “dual use” — it can be a [tool or a weapon](#).

The last time we invented a technology this powerful we created nuclear energy — it could be used to light up your whole country or obliterate the whole planet. But the thing about nuclear energy is that it was developed by governments, which collectively created a system of controls to curb its proliferation to bad actors — not perfectly but not bad.

A.I., by contrast, is being pioneered by private companies for profit. The question we have to ask, Craig argued, is how do we govern a country, and a world, where these A.I. technologies “can be weapons or tools in every domain,” while they are controlled by private companies and are accelerating in power every day? And do it in a way that you don’t throw the baby out with the bathwater.

We are going to need to develop what I call “complex adaptive coalitions” — where business, government, social entrepreneurs, educators, competing superpowers and moral philosophers all come together to define how we get the best and cushion the worst of A.I. No one player in this coalition can fix the problem alone. It requires a very different governing model from traditional left-right politics. And we will have to transition to it amid the worst great-power tensions since the end of the Cold War and culture wars breaking out inside virtually every democracy.

We better figure this out fast because, Toto, we’re not in Kansas anymore.

22 mars 2023 (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/janet-yellen-american-bankers-association-deposits-insured-fdic-elizabeth-warren-banks-silicon-valley-bank-e5a25495?mod=hp_opin_pos_1

The End of Market Discipline for Banks

Janet Yellen essentially says all deposits are insured. From now on, moral hazard rules.

By [The Editorial Board](#) Follow

March 21, 2023 6:34 pm ET

Financial regulators have ignored their post-2008 rule book to contain the latest banking panic. And on Tuesday Treasury Secretary Janet Yellen tore it up by announcing a de facto guarantee of all \$17.6 trillion in U.S. bank deposits. **Regional bank stocks rallied, but it's important to understand what this moment means: the end of market discipline in U.S. banking.**

“Our intervention was necessary to protect the broader U.S. banking system,” Ms. Yellen told the American Bankers Association convention. “And similar actions could be warranted if smaller institutions suffer deposit runs that pose the risk of contagion.”

Translation: Depositors needn't worry about the safety and soundness of banks. Uncle Sam will make sure you don't lose money.

This isn't an explicit guarantee, but it's close enough for government work. Dodd-Frank lets the Federal Deposit Insurance Corp. guarantee uninsured deposits under its “systemic risk” exception.” But banks must fail for the exception to apply and the systemic risk is supposed to be genuine. Regulators stretched that exception with [SVB](#) and Signature, and the Treasury Secretary is now making clear that they will stretch it again to prevent more bank runs on her watch. Ms. Yellen would court criticism in Congress if she straight up declared a guarantee for all uninsured deposits, but it's now clearly implied.

But why does she feel the need to provide this assurance if “the situation is stabilizing, and the U.S. banking system remains sound,” as she claimed? Perhaps because bank depositors and investors fear the trouble in banks is wider than she claims.

A stable financial system requires clear and transparent capital standards, sound regulation, and above all market discipline to punish reckless behavior. The current panic has shown that none of those exist in the U.S.

Risk-weighted capital standards have made banks look healthier than they are. The Dodd-Frank regulatory architecture failed to protect against the interest-rate risk that landed Silicon Valley (SVB), Signature and First Republic banks in trouble. Market discipline fell sharply with

the creation of too-big-to-fail banks as part of Dodd-Frank. Now Ms. Yellen is throwing out residual discipline by telling even uninsured depositors that they needn't worry.

The consequences will be far-reaching even if the damage isn't immediately clear. Bank executives won't have an incentive to manage conservatively if they know their deposits aren't at risk of fleeing. Large depositors will be less likely to spread their cash across multiple banks. Deposits and risk could become more concentrated at poorly managed banks that offer more customer perks, as happened at SVB.

Sen. Elizabeth Warren says no one should expect small businesses with more than \$250,000 in cash to be savvy enough to know the difference between a well and poorly run bank, so deposits should be guaranteed. "The one exception I might draw to that is the billion-dollar depositor," she told Roll Call.

But most mom-and-pop businesses don't have more than \$250,000 sitting in the bank. The small businesses she's referring to are hedge funds, venture and law firms and well-funded startups. Many VCs didn't do due diligence before parking money at SVB, but it's not unreasonable to expect that they should.

Letting uninsured depositors at SVB and Signature take a modest haircut would have provided useful market discipline. The Administration is doing the opposite. It's creating moral hazard that will seed future trouble by encouraging more risky behavior by bank management and reducing caution among depositors, investors and creditors

The Administration is presenting its intervention as a one-off. But once regulators do something, they create the market expectation that they will do it again. And if they don't, the ensuing market panic will invariably impel them. Biden officials are crossing a Rubicon here, and they're doing it essentially by fiat without approval by Congress.

Regulators have become all too accustomed to doing anything they want during a market panic, reaching for extraordinary power even in non-emergencies. **Ms. Yellen may have shored up confidence in midsize banks, but the cost of her guarantee will be a less sound and safe U.S. banking system.**

22 mars 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/la-defaillance-des-banques-est-directement-le-contrecoup-du-surendettement-des-etats-jean-marc-sylvestre>

CRISE ÉCONOMIQUE

La défaillance des banques est directement le contrecoup du surendettement des Etats

Les Etats font rarement faillite, seulement les dettes d'Etat mettent les banques à genoux via les montagnes d'obligations émises. Moralité, si on veut sauver les banques, il faudra s'attaquer au déficit public.

[Jean-Marc Sylvestre](#)

Le sujet est complètement tabou. Il faudra pourtant bien le traiter si les banques continuent de tomber les unes après les autres. Et toutes les banques occidentales sont en risque, qu'on le veuille ou non.

A priori, toutes ces difficultés ont peu de rapport entre elles, c'est du moins ce que les experts, les ministres de l'économie et les autorités de régulation nous expliquent. Ils ont raison, leur métier est de rassurer les clients pour éviter les Bankrun, c'est-à-dire les paniques généralisées. A priori, ils ont raison parce les banques défaillantes ont toutes des spécificités qui leur sont propres et leurs maux sont assez peu contagieux.

La première alerte a sonné chez Silvergate Bank qui a été placée en liquidation. Personne ne s'y attendait, sauf que Silvergate avait comme spécialité de gérer les opérations financières des sociétés de la sphère des cryptomonnaies. Après avoir essayé de répondre à la faillite de FTX, le champion du monde des cryptos et du metavers n'a pas pu faire face aux demandes de retraits. **Le lendemain, jeudi, c'était Silicon Valley Bank (SVB) qui annonçait être en difficulté et qui sera fermée par les autorités américaines pour éviter l'effolement des clients,** qui sont essentiellement des entreprises de la Tech, en majorité. Et puis en fin de weekend, c'est Signature Bank qui a dû fermer ses guichets à la demande des autorités américaines et Signature Bank était la deuxième banque spécialisée dans les cryptos.

Les analystes du secteur ne sont qu'à moitié surpris. Le secteur des cryptos n'est ni contrôlé, ni régulé, ni sécurisé par des banquiers centraux. Personne n'est donc à l'abri d'une lame de fond. La défaite de FTX a sans doute servi de détonateur. Les difficultés de la Silicon Valley Bank ont beaucoup plus inquiétantes. **La Silicon Valley Bank, jusqu'alors 16e banque américaine en volume d'actifs, était l'interface financière de la plupart des acteurs de l'industrie digitale.** Et l'industrie digitale donnait depuis quelques mois des signes de fièvre avec beaucoup de signaux d'alerte qui passaient au rouge avec des capitalisations très variables, des hésitations stratégiques des gourous de cette industrie, dont Elon Musk, des levées de fonds difficiles après les années euphoriques, des vagues de licenciements, mal expliquées chez les ténors de la tech...

Mais surtout la remontée des taux d'intérêt : ce qui a fait chuter les valorisations et plomber les stocks d'obligations, empêche aussi les entreprises de la tech d'emprunter comme avant.

On touche là au vrai problème qui affecte l'ensemble du système bancaire et qui a fait tomber une des plus grosses et des plus emblématiques en Europe.

Les difficultés du Crédit Suisse, banque historique, ont fait l'effet d'une bombe dans les banques centrales et dans la plupart des établissements financiers. Alors bien sûr, la chute du Crédit Suisse n'est pas surprenante pour ceux qui connaissent bien cette banque suisse, mais disons que le milieu pensait qu'elle finirait par trouver des solutions et des repreneurs comme elle a toujours fait pendant plusieurs années.

Pendant le week-end, le Crédit suisse a trouvé des béquilles financières, des repreneurs fortunés et surtout, ce qui aurait pu être une catastrophe mondiale, a mobilisé toutes les banques centrales pour lui venir en aide.

Alors pourquoi cette mobilisation générale ? **Elle est systémique, tout le monde a intérêt à la sauver.**

Quand on fait l'autopsie du Crédit Suisse, on s'aperçoit qu'elle a accumulé beaucoup d'erreurs stratégiques, assez peu de diversification de risques, alors même qu'elle était confrontée à la régulation et aux mêmes contraintes des banques de l'Union européenne et grandes banques américaines depuis la crise des supprimes ...

Mais au fond du dossier, on trouve comme par hasard, des placements obligataires en proportion démesurée avec une hausse des taux d'intérêt, qui a mécaniquement déprécié le portefeuille d'actifs et de garanties.

En fait, ce qui se passe aujourd'hui n'est que le résultat d'une équation mise en place depuis la crise financière de 2008.

1er point : les banques centrales ont ouvert les robinets de la création monétaire en abaissant les taux d'intérêt à zéro ou presque d'où un afflux de capitaux.

2e point : l'activité économique a retrouvé un dynamisme fort partout dans le monde avec des levées de fonds record, dont le secteur des nouvelles technologies a été le principal bénéficiaire.

3e point : les Etats, eux-mêmes, ont profité de cet argent magique pour augmenter le volume de dépenses publiques et sociales, d'où un gonflement des mécanismes de distribution. Avec un paroxysme au moment du Covid. Le quoi qu'il en coûte n'a pas été une spécialité française.

4e point : la majorité des Etats se sont retrouvés avec des déficits abyssaux et par conséquent, des montagnes de dettes qu'il a fallu financer par des obligations d'Etat.

5e point. Inondée d'obligations d'Etat, l'industrie financière mondiale a placé ces produits d'épargne auprès de leurs clients (des entreprises et des particuliers), jusqu'au jour où il a fallu négocier un retour à la normale en termes de taux d'intérêt.

Conclusion : plutôt que d'entreprendre des politiques de restrictions budgétaires en rabaissant les dépenses publiques, les Etats ont laissé faire les banques centrales au niveau des taux pour freiner l'inflation.

Conséquence : cette hausse des taux qui sont passés de zéro à 3%, en moyenne, ont rendu les endettements publics beaucoup plus onéreux et surtout, ont déprécié les vieilles obligations. A partir du moment où les obligations d'Etat perdent de leur valeur, les épargnants - et notamment les entreprises qui puisent sur leurs comptes pour faire leur trésorerie - se retrouvent en difficulté. Leurs banques aussi, qu'elles soient en Californie ou en Suisse.

Les contraintes de régulation au niveau de station de liquidité ou de fonds propres protègent un peu mieux les banques de l'Union européenne. Mais il va falloir rester vigilant. La crise, si crise il y a, serait moins violente qu'avec les subprimes puisque le virus avait bloqué en quelques jours l'ensemble du marché interbancaire. Aujourd'hui, il n'y a pas de virus. Il y a un manque de confiance générale dans les Etats à gérer l'argent public.

Les Etats sont en déficit. Ils ne peuvent pas, pour des raisons politiques, augmenter les impôts ou abaisser leurs dépenses publiques, ils puisent dans l'épargne privée qui s'est constituée. Mais l'épargne privée, elle est privée. Privée de valeur. Dépréciée. On redécouvre aujourd'hui que l'inflation imputable à l'excès de liquidité appauvrit les épargnants.

Les Etats dépensent, creusent des déficits et s'endettent en augmentant les taux d'intérêt versés aux épargnants mais perdent de la valeur au niveau de leurs actifs. La boucle est bouclée.

22 mars 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/la-chasse-aux-violences-sexistes-et-sexuelles-vss-est-ouverte-a-l-universite-marcel-kuntz>

LE WOKISME EN MARCHE ?

La chasse aux "violences sexistes et sexuelles" (VSS) est ouverte à l'Université

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a dévoilé un plan d'action pour combattre les violences sexistes et sexuelles à l'université. Or, des plans existent déjà et ces annonces relèvent surtout d'une motivation idéologique.

Marcel Kuntz

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal, dévoile le 15 octobre son plan d'action pour combattre les « Violences Sexistes et Sexuelles » (VSS) : « *un plan global de 7 millions d'euros pour que la peur change de camp* ». Le contexte est évidemment la révélation d'une centaine de faits de harcèlements sexuels, agressions sexuelles et viols à l'école d'ingénieurs CentraleSupélec en 2020-2021.

« *Les choses vont changer* », assure la Ministre. Pourtant, dès le 1 août 2018, le Parlement avait adopté à l'unanimité le [projet de loi](#) contre les « violences sexistes et sexuelles ». Ses principaux articles portent sur les agressions sexuelles et viols, et en ce sens cette loi apparaît bienvenue à première vue. Mais l'enfer est pavé de bonnes intentions : non seulement l'efficacité opérationnelle de cette loi semble peu évidente, mais le concept de VSS prolifère aujourd'hui dans un sens idéologique. Démonstration.

En 2017, la [Ministre déclarait](#) vouloir lutter contre ces VSS à l'université : « *nous avons besoin de mieux connaître encore et recenser les inégalités. Et je pense en particulier à ce qui en constitue la forme ultime et la plus détestable : les violences sexistes et sexuelles* ». Depuis, des « formations » des personnels contre les VSS foisonnent à l'Université, intimement liées aux « missions égalité femmes-hommes et luttes contre les discriminations », témoignant ainsi du même glissement sémantique (et idéologique) que la Ministre, entre « inégalités » dont seraient victimes les femmes et « violences ». Entrons dans les détails.

Extension du domaine des violences

Ces formations se réfèrent, entre autre, à l'enquête [VIRAGE-Université](#) sur les « Violences et rapports de genre », réalisée sur questionnaires auprès d'étudiants de 4 universités françaises. Cette étude a ses mérites (nul ne conteste la nécessité de caractériser les violences dans une société qui semble être de plus en plus violente), mais apparaît aussi critiquable. On passera sur la pratique de l'écriture inclusive dans le document de l'étude... **Le point le plus contestable est d'englober dans le même terme de « violences » des réalités bien différentes. En bref : des « moqueries » et des « mises à l'écart » à une extrémité de l'échelle, et des viols à l'autre.**

Dans les faits, comme le reconnaît le rapport VIRAGE-Université dans son tableau 8, « *la principale situation de violence dans les universités est celle de violences psychologiques pas ou peu graves* ». **Est-il bien pertinent de nommer « violences » des faits « pas ou peu graves » ?** Comme le souligne David Lisnard et Christophe de Voogd dans un article dans la [Revue Politique et Parlementaire](#) et intitulé « le wokisme ou le grand retournement de la "violence symbolique" », « *S'il est un terme dont le mouvement woke fait grand usage, c'est bien celui de "violence"* ». Il est difficile de ne pas voir dans le concept de VSS une manifestation de cette idéologie.

Il est indicatif d'une amplification idéologique que ledit rapport Virage-Université, publié en 2018 (l'enquête a été réalisée en 2014 et 2015), ne mentionne pas le terme VSS alors qu'il est central dans les « [formations](#) » [aujourd'hui proposées](#). Il n'est pas anodin non plus que ces « formations » émanent d'une structure militante, l'Association Nationale des Etudes Féministes ([ANEF](#)), dont on notera parmi les « formatrices » l'inénarrable Sandrine Rousseau, « éco-féministe » et candidate à la radicalité assumée à la récente primaire d'EELV...

Culpabilisation des uns, victimisation des autres

Est-il approprié de réunir tous ces faits sous la dénomination de « *sexiste* » ? Des « *moqueries* » et des « *mises à l'écart* » ne sont pas nécessairement sexistes dès lors qu'elles touchent une femme. L'étude VIRAGE-Université a pris soin d'interroger aussi des hommes, mais cela n'efface pas cette critique. **Cette obsession à voir partout du sexisme contre les femmes est déjà présente dans le monde académique et de la recherche, notamment en se basant sur le fait qu'il n'existe pas une parité homme-femme absolue dans toutes les disciplines scientifiques et à tous les niveaux hiérarchiques (un état de fait lié à des causes complexes, et non pas du « sexisme »).**

Ces « formations » contre les VSS se limitent-elles, pour les faits « peu graves », à former le personnel universitaire à une forme de médiation pour faire cesser lesdits faits, voire à un soutien psychologique lorsqu'il est bienvenu ? Pour les faits graves, le but visé est-il d'accompagner éventuellement les victimes vers le dépôt d'une plainte justifiée ? **Ces « formations » ne s'inscrivent-elles pas plutôt dans la « culture de la victimisation » ? Autrement dit, favoriser le sentiment d'être « victime » pour les faits les plus bénins. Par exemple des « micro-agressions », terme cher au wokisme, c'est-à-dire une expression qui sera jugée « offensante » par des personnes hypersensibilisées à certains thèmes de la panoplie victimaire des « éveillés » (dont le « genre »).**

C'est ce que semble confirmer l'affirmation, contestable pour le milieu universitaire, dans la présentation d'une de ces « formations » que « *l'enquête dévoile tout particulièrement la place cruciale des violences sexuelles et sexistes dans le vécu professionnel* ». **De plus, que signifie réellement « un rôle de sensibilisation et de conscientisation » que se proposent de jouer ces « formations » ? Ne vont-elles pas en réalité favoriser un sentiment de culpabilité ?**

L'Université se tire-t-elle une balle dans le pied ?

L'étude VIRAGE-Université n'a interrogé que les étudiants, et tous les faits recensés ne se sont pas déroulés dans les universités. Ainsi, **est-il bien judicieux de donner l'impression, par le titre de ces « formations », qu'il existe un problème endémique de violence dans le monde académique ?** Associée à la victimisation des femmes en prenant argument qu'il y a moins de femmes que d'hommes dans certaines disciplines scientifiques, une telle tendance est de nature à donner une image négative injustifiée (sexiste et violente par nature) des universités en général.

Bien sûr il faut se préoccuper des vraies violences, et l'actualité montre qu'elles existent. Mais eu égard aux [dérives du wokisme](#) dans le monde anglo-saxon, il est légitime d'exercer une grande vigilance à propos de ce qui peut apparaître comme des manifestations précoces de la même idéologie dans les universités françaises. On peut donc craindre que la n-ième lutte contre les « violences sexuelles et sexistes » annoncée par Madame Vidal ne nous y enfonce davantage. **Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde, disait Camus...**

22 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/environnement/ce-que-dit-le-rapport-du-giec-et-ce-que-certains-veulent-lui-faire-dire-21-03-2023-2512919_1927.php

Ce que dit le rapport du Giec... et ce que certains veulent lui faire dire !

Le sixième rapport d'experts, fruit d'un énorme travail de synthèse scientifique, fixe une feuille de route... que certains sont tentés de lire à l'envers.

Par [Géraldine Woessner](#)



Une zone en feu de la réserve de forêt tropicale amazonienne, au sud de Novo Progresso, dans l'État du Para, le 16 août 2020. © Carl de Souza/AFP

Publié le 21/03/2023 à 17h16

C' est devenu un rituel, rodé à la perfection. Sitôt paru, lundi 20 mars, le « résumé pour les décideurs » du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), compilant, dans un document de synthèse de trente-sept pages, huit années de recherches scientifiques, militants et politiques du monde entier se sont rués sur les plateaux de télévision, tentant d'utiliser cette somme pour justifier leurs agendas.

Le Giec – à les entendre – les conforte tous ! Décroissants – le Giec met en avant la « sobriété » – comme productivistes – les scénarios s'inscrivent tous dans un contexte de croissance économique –, optimistes – les solutions existent – comme millénaristes – « l'humanité organise son suicide », dira Yannick Jadot –, technophobes comme technophiles...

Et, tandis que les médias des pays du Golfe soulignaient la reconnaissance de technologies aussi contestées que la captation de carbone comme « un outil incontournable d'atténuation », l'extrême gauche française, incarnée lundi par **la journaliste Salomé Saqué**, clamait que « **les politiques ultralibérales ne sont pas compatibles** » avec les recommandations du rapport, **appelant, pour sauver le climat, à combattre avant tout le capitalisme. Qui dit vrai ?**

L'urgence ne peut plus être niée

Cette cacophonie illustre, en réalité, les **tensions entourant la publication des rapports du Giec, qui font l'objet d'intenses négociations diplomatiques avant d'être rendus publics**. Rassemblées en Suisse pendant plusieurs jours, 195 diplomates ont ainsi passé au tamis le document final, adopté à l'unanimité, **qui représente donc à la fois les consensus scientifique et politique du moment**.

Faute de parvenir à édulcorer les mentions relatives à la nécessaire sortie des énergies fossiles, les pays du Golfe – Arabie saoudite en tête – ont ainsi décroché la mention, parmi les outils devant paver la voie vers des systèmes neutres en carbone, des technologies de captage et de stockage du CO₂, particulièrement controversées puisqu'elles justifient, aux yeux de ceux qui les promeuvent, de continuer à brûler massivement pétrole et gaz.

Des technologies qui « se heurtent actuellement à des barrières technologiques, économiques, institutionnelles, écologiques, environnementales et socioculturelles », précise toutefois le rapport. Car, **si certains messages ont été atténués, les grandes lignes demeurent – et les conclusions du Giec sont très éloignées de ce que nombre d'acteurs politiques voudraient leur faire dire.**

Sur l'urgence de la situation, d'abord. La hausse de la température terrestre atteint déjà 1,1 °C par rapport à l'ère préindustrielle (1850), documente le Giec, et le réchauffement s'accélère, avec son cortège de conséquences d'ores et déjà mesurables frappant les régions les plus vulnérables : « Entre 2010 et 2020, la mortalité due aux inondations, aux sécheresses et aux tempêtes a été 15 fois plus élevée dans les régions très vulnérables par rapport aux régions à très faible vulnérabilité », souligne le rapport.

Et les données sont claires : l'émission de 1 000 gigatonnes de CO₂ entraîne une élévation de 0,45 °C de la température de surface de la Terre. Sachant qu'en 2019 les émissions globales ont atteint 59 gigatonnes de CO₂, **l'objectif de 1,5 °C serait dépassé dès 2030, soit bien avant le milieu du siècle.**

Les décideurs sont donc appelés à prendre des mesures rapides, voire « immédiates », pour réduire leurs émissions. Et le panel de solutions pour y parvenir, précisément listé et évalué, inclut tout... **sauf la décroissance.**

Sobriété et croissance « durable »

La confusion entre les recommandations scientifiques du Giec et l'interprétation politique qui en est faite s'appuie sur **un détournement de concept et de vocabulaire.** Le rapport incite fortement à prioriser des politiques favorables à « l'équité, la justice sociale et l'inclusion ». Dans l'esprit du Giec, de telles politiques « conduisent à des résultats plus durables » en prévoyant des « filets de sécurité sociale » pour les plus pauvres.

« L'attention portée à l'équité et à une participation large et significative de tous les acteurs concernés à la prise de décision à tous les niveaux peut renforcer la confiance sociale qui s'appuie sur le partage équitable des avantages et des charges de l'atténuation », souligne le rapport, **qui appelle aussi – et surtout ! – les pays les plus riches à soutenir financièrement les plus pauvres.**

En clair : à aucun moment le Giec n'interroge le niveau de production de richesse, mais il appelle à son « équitable » répartition et prône un développement économique « durable » encadré par des règles démocratiques.

Les pistes qu'il dessine pour sortir l'humanité de la fournaise semblent d'ailleurs **peu compatibles avec un modèle décroissant.** Certes, des efforts très importants de sobriété seront

nécessaires dans tous les secteurs, et ils impliqueront des changements radicaux de comportements.

Le Giec estime ainsi que la « réduction de la demande » pourrait permettre une réduction de 40 à 70 % des émissions dans les transports, l'alimentation ou le bâtiment en 2050. **Mais sortir les pays les plus pauvres de leur dépendance aux fossiles, et protéger les plus vulnérables des effets du changement climatique, impliquera un fort développement technologique, et d'énormes transferts d'argent.**

Les besoins annuels de financements pour atteindre les objectifs de baisse des émissions apparaissent « trois à six fois supérieurs » à ce qu'ils sont actuellement. Élément central, l'accès aux capitaux, publics comme privés, doit être favorisé de toutes les manières, plaide le rapport, notamment en « assouplissant les normes réglementaires » contraignant le développement technologique.

Mobiliser la finance et les technologies

Des technologies elles aussi présentées comme « cruciales » pour relever le double défi de la baisse des émissions et de l'adaptation aux changements déjà irréversibles. Pour chaque secteur, le Giec s'attache à évaluer leur efficacité, tout en précisant que l'efficacité de telle ou telle solution variera fortement selon le contexte de tel ou tel pays.

Le développement massif du **solaire et de l'éolien** paraît ainsi parmi les pistes les moins onéreuses pour décarboner l'électricité des pays les plus dépendants aux fossiles. Dans les pays où il est déjà présent, **le nucléaire est aussi une réponse.**

L'efficacité des solutions « est documentée pour des contextes, des secteurs et des régions spécifiques », écrit le Giec, qui liste, parmi les **exemples d'adaptation efficace**, « la sélection variétale, la gestion et le stockage de l'eau, la conservation de l'humidité du sol, l'irrigation, l'agroforesterie, la diversification de l'agriculture, le verdissement urbain, la restauration des zones humides et des écosystèmes forestiers, les systèmes d'alerte précoce et les mesures structurelles comme les digues ».

Dans certaines régions, « l'intensification agricole durable » permettra de « libérer des terres pour le reboisement et la restauration des écosystèmes ». L'élevage, pourtant très émetteur de méthane – un puissant gaz à effet de serre –, n'est pas mentionné dans le rapport, hormis dans un tableau annexe, la probabilité de parvenir à des « systèmes efficaces d'élevage » d'ici à 2030 étant considérée comme « faible » quand la reforestation, à l'inverse, peut être mise en œuvre rapidement.

Concret, pragmatique, ce sixième rapport du Giec place en réalité de nombreux États face à leurs responsabilités. Premier à en tirer les conclusions en termes de gouvernance, **le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi les pays développés qui disposent à la fois des financements et des moyens d'action à sortir du charbon dès 2030, et à avoir une électricité 100 % décarbonée, c'est-à-dire sans gaz fossile, dès 2035. Un appel visant notamment l'Allemagne qui a récemment décidé, pour sortir du nucléaire, de doubler sa capacité installée de centrales au gaz.**

22 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/retraite-par-repartition-comment-sortir-de-cette-arnaque-22-03-2023-2512983_28.php

Retraite par répartition : comment sortir de cette arnaque ?

CHRONIQUE. Il est facile de passer d'un système de capitalisation à un système par répartition, comme l'a fait Pétain. L'inverse est bien plus ardu.

Par Ferghane Azihari



Le système de retraite par répartition imposera à plusieurs générations d'en payer la facture. © JOEL SAGET / AFP

Publié le 22/03/2023 à 07h00

La retraite par répartition, nous l'avons vu, constitue l'une des plus vastes escroqueries de l'Histoire. Elle ne profite même pas aux seniors, que l'on accuse – à juste titre – d'avoir été imprévoyants envers les générations actuelles, qui auront une retraite inférieure aux montants qu'elles cotiseront. L'économiste Nicolas Marques rappelait dans ces colonnes que le taux de rendement interne de la répartition était de 2,5 % pour la génération née en 1950.

Quoique correct, ce taux – qui ne cesse de baisser depuis – reste inférieur au rendement du capital que Thomas Piketty évalue entre 3 et 6 % par an depuis trois siècles en tenant compte de l'inflation et des frais de gestion. La perte de chance que la répartition inflige à notre pays est d'autant plus forte que les revenus qu'elle génère s'obtiennent au détriment de la génération suivante, telle une **pyramide de Ponzi**.

Un fardeau sur plusieurs générations

Autrement dit, les seniors ne bénéficieraient pas seulement de pensions plus élevées si leurs cotisations eussent été capitalisées durant leur vie active. Les générations suivantes auraient aussi hérité d'un fardeau fiscal plus léger, de salaires plus élevés en raison d'une économie plus productive – car mieux capitalisée – et d'un patrimoine plus généreux de leurs parents. Chaque euro prélevé sur les actifs et consommé par les retraités sans former un capital lèse le progrès industriel. On ne s'effraie pas assez des révolutions technologiques à côté desquelles nous sommes passés dans l'agriculture, l'informatique, les énergies vertes ou la santé, **faute d'avoir bénéficié d'une épargne longue abondante**.

Les Français envient l'hégémonie que les firmes américaines exercent sur le capitalisme mondial. Ils ignorent que derrière elles se cachent souvent des fonds de pension. Dans leur ouvrage sur le pouvoir de la destruction créatrice publié en 2020, les économistes Philippe Aghion, Céline Antonin et Simon Bunel rappellent que la part des investisseurs institutionnels américains dans le capital des entreprises cotées en Bourse « est passée de 9,4 % en 1970 à 61,2 % en 2005 ». **Les auteurs observent une corrélation positive entre la part des actions d'une entreprise détenues par les investisseurs institutionnels et sa capacité à innover. La justice commande dès lors de se débarrasser le plus vite possible de cette répartition qui dévore l'avenir. Mais comment effectuer cette transition ?**

Comme le rappelait le regretté Philippe Simonnot, « **il est très facile de supprimer la capitalisation pour passer à la répartition. On peut puiser dans les réserves précédemment constituées. [...] C'est ce qu'a fait le maréchal Pétain de 1941 à 1944. En revanche, la réforme d'un régime de répartition pour ouvrir la voie à la capitalisation est beaucoup plus ardue.** Le versement des cotisations ne pourrait pas en effet être arrêté, sauf à priver les retraités de leur pension ! Autrement dit, dans un retour à la capitalisation, les actifs devraient continuer à cotiser jusqu'au décès du dernier bénéficiaire du système de répartition, tout en épargnant pour se constituer un capital qui au départ ne pourrait pas générer de pensions satisfaisantes ».

Privatisations

On peut néanmoins se demander si c'est aux jeunes de subir une dette qu'ils n'ont pas volontairement contractée. De même que les pays civilisés autorisent les héritiers à refuser une succession criblée de dettes, un régime de retraite qui hypothèque l'épargne des générations suivantes sans leur consentement devrait faire l'objet d'une réprobation unanime. **C'est en vertu de ce principe que l'endettement public devrait être interdit et que la jeunesse serait fondée à répudier les engagements souscrits sur son dos.**

Toutefois, le réalisme commandera probablement de faire des compromis et de partager le fardeau entre plusieurs générations. **Les séniors qui tiennent à leurs descendants devront concéder une baisse des pensions pour leur permettre de mieux épargner.** L'économiste français Sylvain Catherine suggère que les pays soucieux de ne pas faire peser le changement de régime sur la seule cohorte de transition lèvent une dette dont le remboursement serait échelonné sur une longue période. Ce serait le moyen de répartir ce fardeau sur le plus d'épaules possible afin que personne n'en souffre excessivement.

Cette méthode peut s'adosser à un programme de privatisations et de réduction des dépenses publiques pour stimuler la croissance économique. Ces pistes méritent d'être approfondies et débattues le plus vite possible. Dans le livre blanc sur les retraites publié en 1991, **Michel Rocard**, alors Premier ministre, bien qu'injustement critique envers la capitalisation, **était au moins assez lucide pour avertir que les partisans du statu quo « programmeraient sûrement une guerre des générations ».** **En réalité, l'enjeu est moins d'éviter la lutte des âges que d'y mettre fin.**

22 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/monde/chine-et-russie-deux-etats-solitaires-et-sans-allies-21-03-2023-2512873_24.php

« Chine et Russie, deux États solitaires et sans alliés »

ENTRETIEN. Pierre Grosser, historien des relations internationales, analyse le grand rapprochement entre Xi Jinping et Vladimir Poutine et ses conséquences géopolitiques.

Propos recueillis par [Luc de Barochez](#)



Le président russe Vladimir Poutine et le président chinois Xi Jinping au Kremlin, à Moscou, le 21 mars 2023. © Alexey Maishev/Sputnik/AFP

Publié le 21/03/2023 à 14h43

Les dirigeants chinois et russe, Xi Jinping et Vladimir Poutine, ont célébré leur « **partenariat stratégique** » contre l'Occident au cours d'un sommet de trois jours qui doit s'achever mercredi 22 mars à Moscou. En pleine guerre d'Ukraine, le numéro un chinois est venu apporter son soutien à son « meilleur ami ». Il n'a pas hésité à défier la Cour pénale internationale (CPI) qui a lancé, le 17 mars, un mandat d'arrêt pour crime de guerre contre le président russe pour sa responsabilité dans la déportation de milliers d'enfants ukrainiens en Russie.

Poutine s'est déclaré ouvert à une discussion sur le document en douze points présenté par Xi Jinping pour la paix en Ukraine – mais ce texte reste muet sur la question de l'évacuation des territoires occupés par la Russie.

Professeur à Sciences Po Paris, où il enseigne l'histoire des relations internationales, Pierre Grosser livre au *Point* son analyse du rapprochement russo-chinois et le replace dans son contexte historique. Son dernier livre*, qui vient de paraître, est consacré à la confrontation entre les États-Unis et la Chine.

Le Point : Assiste-t-on à la naissance d'un front mondial anti-américain dirigé par la Chine et la Russie ?

Pierre Grosser : Xi Jinping et Vladimir Poutine pensent qu'ils sont les gardiens du temple face à l'Occident qui, depuis la fin de la guerre froide, a voulu changer les règles du jeu, en s'ingérant, en cherchant à diffuser ses valeurs démocratiques, en poussant à des changements de régime...

Eux seraient les défenseurs du vrai ordre international, celui des Nations unies et de la souveraineté des États. S'y ajoute, récemment, surtout **du côté chinois, une dimension plus anti-américaine qu'anti-occidentale, avec la volonté d'isoler les États-Unis en faisant des sourires aux Européens et en cherchant à rallier le « Sud Global ».**

Mais plus les Chinois se rapprochent de Vladimir Poutine, plus ils effraient l'Europe...

Xi Jinping cherche à se poser en artisan de paix. Il sait que nous sommes, nous autres Occidentaux, plutôt divisés sur le soutien à l'Ukraine. Il pense que les Européens craignent d'être entraînés dans une guerre contre la Chine par les « Américains hystériques ». La Chine cherche à nous amadouer en jouant sur son poids économique. Elle nous avertit que si nous nous alignons sur les États-Unis, nous y perdrons.

Mais il est vrai que les opinions se braquent de plus en plus contre elle. C'est évident en Europe de l'Est qui était précédemment, vu de Pékin, comme le ventre mou de l'Europe. Le Premier ministre japonais est en visite en Ukraine et en Pologne, les Tchèques et les Baltes soutiennent Taïwan, symbole de démocratie. Désormais, Pékin vise plutôt l'Europe de l'Ouest et du Sud.

Xi Jinping est-il capable de faire avancer un compromis sur l'Ukraine ?

Son plan en douze points est plus une déclaration de principes qu'un plan de paix. **Le premier point est l'affirmation du respect de la souveraineté, qui est fondamental pour la Chine afin, notamment, de justifier sa politique à l'égard de Taïwan.** Je ne pense pas que ça puisse être un point de départ. C'est une posture, plus qu'une détermination à faire la paix.

Le succès diplomatique récent de Xi Jinping, qui a obtenu la reprise des relations entre l'Arabie et l'Iran, est-il un bon signe ?

Il ne faut pas surestimer le rôle chinois dans cette affaire. L'Arabie et l'Iran ont leurs propres intérêts et leur relation a une dynamique propre. Dès 1999, le président iranien s'était rendu en visite à Riyad. La Chine a des liens depuis longtemps avec Téhéran et avec Riyad. **Il faut être prudent dans l'interprétation et ne pas imaginer que la Chine devient le faiseur de paix dans le monde.**

Dans les années 1950, Staline était le « grand frère » et Mao le petit protégé. N'est-on pas dans la situation inverse, avec Poutine de plus en plus dépendant de Pékin ?

Il y a une inversion du rapport de force, qui va bien au-delà des années cinquante. Dès le XIX^e siècle, le pays qui prend le plus de territoires à la Chine est la Russie, et cet impérialisme-là n'est pas oublié à Pékin. **Ce sont les Russes qui ont causé le plus de destructions pendant la guerre des Boxeurs** [conflit qui opposa, entre 1900 à 1901, des nationalistes chinois à une alliance de huit pays, NDLR]. **L'inversion du rapport de puissance est beaucoup plus importante qu'avec l'Occident.**

Là où l'affaire est différente, c'est que **Mao voyait Staline comme un leader du monde communiste. Ce qui n'existe plus, c'est le monde communiste et les débats doctrinaux à l'échelle du monde. Aujourd'hui, il y a deux États, qui sont plutôt solitaires et n'ont pas d'alliés. D'ailleurs, la Chine n'en veut pas et la Russie, à part la Biélorussie, n'en a pas.**

Le rapprochement entre Poutine et Xi est-il un mariage d'intérêt ou un mariage d'amour ?

Dans les années 2000, la relation sino-russe était vue comme une tactique, Pékin comme Moscou l'utilisant pour dire à Washington : si vous n'êtes pas gentil, nous nous jetterons dans les bras de l'autre. Mais **depuis les Révolutions de couleur, les Printemps arabes et les crises libyenne et syrienne, on est passé dans une autre dimension.**

Les deux régimes se sentent en partie menacés par des mouvements de ce type-là. Ils se posent la question de leur longévité et se montrent solidaires. La Chine souligne également que son rapport avec la Russie est dans son intérêt. Il n'y a pas de romantisme, contrairement à la relation sino-soviétique, où il était question de diffuser la révolution dans le monde.

La Chine peut-elle aller jusqu'à livrer des armes à la Russie ?

Le soutien chinois est essentiellement verbal. Il y a un soutien économique indirect, avec l'augmentation des achats de gaz et de pétrole, mais ceux-ci sont dans l'intérêt de la Chine, car ils sont bon marché. Elle profite de la situation, mais elle reste prudente. Elle ne veut pas d'escalade et elle a appelé Poutine à cesser d'agiter l'épouvantail nucléaire.

Dans les années 1950, l'URSS, d'ailleurs, n'avait guère aidé la Chine dans sa guerre en Corée contre les Américains. À l'époque, Staline avait intérêt à ce que cette guerre-là dure. Xi Jinping a-t-il intérêt aujourd'hui à ce que la guerre d'Ukraine se prolonge, car cela lie la Russie à la Chine ?

On peut imaginer que oui, mais sans que cela ne provoque de sanction occidentale à son égard, donc sans escalade. Il y a aussi une dimension de politique intérieure russe. Le soutien à la personne de Vladimir Poutine peut-être un signal adressé à ses rivaux russes qui semblent commencer à s'agiter.

Avec ses sanctions, l'Occident a-t-il poussé la Russie dans les bras de la Chine ?

En un sens, oui, mais la Russie avait largement anticipé. Le pivot asiatique, impulsé par Poutine, a commencé depuis une bonne décennie. D'ailleurs, la tentation n'est pas nouvelle. Déjà, à l'époque de Khrouchtchev [1953-1964, NDLR], l'URSS imaginait un axe Moscou-Pékin-Delhi contre l'Occident et contre les États-Unis.

Cela a ressurgi dès la fin des années 1990 avec Primakov. La Russie n'imagine pas mettre tous ses œufs dans le panier chinois. D'où l'importance de l'Inde ou du Vietnam, mais aussi de l'Indonésie et de la Thaïlande. En revanche, la Russie est en train de perdre le Japon, car les Japonais ont été échaudés par les douze années de négociations infructueuses sur un traité de paix.

Les États-Unis peuvent-ils enfoncer un coin entre Moscou et Pékin, comme ils l'avaient fait, au début des années 1970, en s'ouvrant à la Chine et en envoyant Kissinger à Pékin ?

Cette action des États-Unis est en grande partie un mythe, car, en fait, c'est la Chine qui avait donné l'impulsion du rapprochement. C'est parce qu'elle avait rompu avec l'URSS et qu'elle la voyait comme une menace pour sa sécurité – rappelons-nous qu'il y a eu une guerre sino-soviétique en 1969, avec des menaces nucléaires – qu'elle a fait des ouvertures en direction de Washington et qu'elle a joué les Américains contre les Soviétiques.

Elle voyait la détente d'un mauvais œil et poussait les États-Unis à durcir leur position vis-à-vis de Moscou. L'alliance sino-soviétique était cassée et l'Occident en a tiré parti. La Chine est restée la maîtresse du jeu, en tout cas plus qu'on ne le dit.

Ces dernières années, nous avons beaucoup tendu la main aux Russes en les encourageant à ne pas se rapprocher des Chinois. Mais la Russie n'y a pas vu son intérêt. Elle est persuadée que l'Occident est décadent et qu'il lui est hostile. Dans ces conditions, il est difficile d'envisager un rapprochement.



*« *L'autre guerre froide ? La confrontation États-Unis-Chine* », de Pierre Grosser, CNRS éditions, mars 2023, 388 pages, 25 euros.

22 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/alain-bauer-l-occident-a-cru-que-le-monde-etait-un-erasmus-geant-20230321>

Alain Bauer: «L'Occident a cru que le monde était un Erasmus géant»

Par [Ronan Planchon](#)

Publié hier à 20:03 , mis à jour hier à 20:03



Alain Bauer. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - Dans son nouveau livre, l'essayiste et professeur en criminologie analyse les conséquences globales de la guerre en Ukraine. Il estime que nous sommes entrés dans un monde sans paix, où nous allons alterner cessez-le-feu, conflits et trêves.

[Alain Bauer](#) est professeur au Conservatoire national des arts et métiers, responsable scientifique du pôle sécurité, défense, renseignement, criminologie, cybermenaces et crises. Il enseigne également à New York, Shanghai et dans les écoles spécialisées. Il a publié de nombreux ouvrages sur les sujets de sa spécialité.

LE FIGARO. - «Voici donc venu le temps d'appréhender le monde tel qu'il est plutôt que de l'ignorer, de le comprendre plutôt que de le rêver, de le travailler plutôt que de le consommer», écrivez-vous. Les rêveurs ont-ils accouché du chaos en Ukraine et ailleurs?

Alain BAUER. - Ma génération a vécu la chute du Mur et connu la guerre du Golfe ou le conflit Yougoslave. **Mais dès 1989, pour des raisons consuméristes et globalistes (l'idéologie du «droit au bonheur» low cost), on a cru que plus personne n'avait d'adversaires ni d'ennemis mais uniquement des clients et des fournisseurs. L'Occident a cru que l'on vivait dans un Erasmus géant et que notre monde ressemblerait à une sorte d'auberge espagnole pour étudiants. Selon cette vision, les tribus, les nations et la foi n'existaient plus.** Cette illusion a duré dix ans. **En 1999, l'intervention de l'Otan dans un espace qui ne lui est pas naturel, la Serbie, aurait dû servir de leçon, mais nous n'avons pas su en tirer les conséquences. Par naïveté, on a cru à tort que cette intervention militaire était un accident, une bavure.**

Le vieux monde occidental, au lendemain de la chute de l'Empire soviétique, s'était-il pris à croire à la fable rassurante de la «fin de l'Histoire»?

Quand [Francis Fukuyama](#) publiait son article en 1989, cet intellectuel américain **ne parlait pas de la «fin de l'Histoire» mais de la «fin d'une Histoire». Il y a une erreur d'interprétation dans ses propos.** Selon lui, on assiste alors à la fin de la confrontation de la démocratie libérale contre les

régimes communistes: le capitalisme a gagné, c'est plié, mais il y aura quand même des petites frictions ici et là.

D'autres grands penseurs et stratèges estimaient que tous les grands empires finissent tôt ou tard par périr. De mon côté, j'ajouterai qu'à quelques exceptions près, les Mayas et les Aztèques par exemple, tout empire finit par renaître. **Aujourd'hui, nous assistons à la renaissance des empires: l'empire chinois qui avait disparu pendant les guerres coloniales sous direction britannique, l'empire indien, mais aussi l'Empire ottoman, en pleine résurrection depuis l'arrivée au pouvoir du président Erdoğan.** En outre, on assiste à une tentative d'affirmation d'un **empire slavo-orthodoxe différent de l'ancien empire des tsars.** La carte de la géographie du monde ressemble de plus en plus à celle d'un vieux Malet et Isaac dans les années 1930.

Nous vivons aujourd'hui dans un cycle déclinant de l'Occident

L'Occident a cru que sa victoire était définitive et absolue. Par un mélange de paresse et de foi irrationnelle en la grande économie globalisée, il ne s'est plus concentré que sur le business, au détriment de la souveraineté. **Or l'histoire est toujours composée de phases dominantes et de phases déclinantes. Nous vivons aujourd'hui dans un cycle déclinant de l'Occident. Le vrai changement, c'est la multipolarité.** Pendant très longtemps, nous étions dans une logique d'empires relativement stable. Les empires européens se battaient sous forme de coalition pour tenter de (re)créer ce qui était selon eux le cœur de l'Europe, une sorte d'Autriche-Hongrie sous oxygène. **Depuis la chute du mur de Berlin, les autres empires ont décidé que leur heure était venue.**

Au nom de la realpolitik, n'a-t-on pas aussi refusé de voir la réalité du régime de Poutine et ses ambitions?

Contrairement à ce que l'on raconte régulièrement, l'Occident a mis tout en œuvre pour tenter de sauver l'URSS après 1989. Je donne accès dans le livre à de nombreuses notes diplomatiques qui montrent notamment que **les Allemands étaient prêts à la neutralité contre la réunification ou que François Mitterrand imaginait supprimer l'Otan et le pacte de Varsovie pour créer autre chose... Vladimir Poutine a été l'interlocuteur le plus ouvert au dialogue avec l'Ouest.** Les années 2000 marquent un tournant. **En 1999**, au beau milieu de son vol vers les États-Unis, le premier ministre russe Evgueni Primakov a fait demi-tour en raison de la crise au Kosovo et de l'intervention de l'Otan. Il a affirmé l'avoir fait après une conversation avec le vice-président américain Al Gore l'informant de **«frappes imminentes» contre la Yougoslavie. De cette désillusion terrible va naître la construction d'un antagonisme envers l'Occident.** Puis la restructuration et le réarmement de la Russie. Pour les Russes, qui croyaient être les «méchants», la realpolitik fut de découvrir que l'Occident pouvait se comporter sans grand respect pour ses partenaires. Par la suite, Vladimir **Poutine** a toujours affiché ses ambitions. **En 2007, il prononce un discours lors de la conférence de Munich** sur la sécurité, au cours de laquelle il s'en prend vertement à la politique des États-Unis, qu'il accuse d'unilatéralisme dans la gestion des affaires du monde. L'année suivante, il se rend au sommet de l'Otan pour répéter la même chose et tenter de trouver un compromis. **Mais l'Occident ne réagit pas. Notre inaction n'est donc pas née d'un aveuglement mais plutôt d'une incompréhension.**

La realpolitik, c'est le principe de la réalité, plus ou moins douloureuse. Mais la realpolitik n'a jamais échoué.

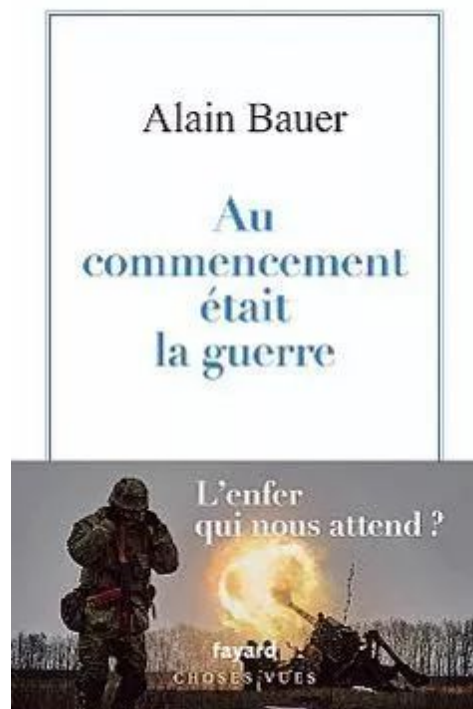
Pour sauver la paix, il faudra donc se préparer à cette guerre qui ne fait que commencer

La guerre en Ukraine n'est-elle qu'un début? Sommes-nous condamnés à vivre perpétuellement entre conflits et intermèdes pacifiques?

Je crois d'abord qu'on était jusqu'à présent dans un entre-deux-guerres et non dans une période de paix. **Il ne faut pas confondre la paix et la trêve, le cessez-le-feu et la pacification.** Sur le plan politique, **la guerre en Ukraine ressemble de plus en plus à la guerre de Corée. C'est-à-dire un**

conflit gigantesque (des millions de morts), long, qui n'est d'ailleurs toujours pas fini. Séoul a été prise et reprise quatre fois. **Les Américains comprennent que la masse est un problème qui surpasse les outils et innovations technologiques.**

Comme en Corée, nous nous dirigeons vers une période où nous allons alterner cessez-le-feu, conflits et trêves, mais sans paix. Nous sommes entrés dans un monde sans paix. Certains autres conflits en Europe ne sont d'ailleurs pas tout à fait résolus et il suffit d'une étincelle pour qu'ils repartent: **au Pays basque ou en Irlande, au Kosovo,**... On ne sait pas ce qui va se passer dans les années à venir **entre la Turquie et la Grèce ni dans l'enclave russe de Kaliningrad,** source de tensions entre la **Lituanie et la Russie.** Idem en **Moldavie ou en Géorgie.** Les peuples veulent leur liberté et les États, préserver ou retrouver leur souveraineté. **Pour sauver la paix, il faudra donc se préparer à cette guerre qui ne fait que commencer.**



Au commencement était la guerre - L'enfer qui nous attend? Alain Bauer, Éditions Fayard, 486 p., 23,90 €. *Editions Fayard.*

22 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/inflation-dette-marches-febriles-danse-sur-un-volcan-20230321>

«Inflation, dette, marchés fébriles: danse sur un volcan»

Publié hier à 20:14 , mis à jour hier à 20:14

L'éditorial du Figaro, par Gaëtan de Capèle.

Et maintenant une crise financière? Les banquiers centraux, terrorisés par le retour de l'inflation, ont entamé depuis quelques mois une **séquence inédite par sa puissance et par sa rapidité, de relèvement des taux d'intérêt. La brutalité de ce changement de pied bouleverse tout le paysage économique. Pour les particuliers comme pour les entreprises et les États, le robinet monétaire se tarit, le crédit devient plus cher.** En résumé, le principal soutien de la croissance de ces dernières années disparaît brusquement. À ce changement radical d'environnement s'ajoute désormais un nouvel élément: certaines banques, peu regardantes sur leurs risques, se trouvent prises à contre-pied et s'effondrent. Hantés par le souvenir de la crise de 2008, les marchés s'affolent en se demandant quelle sera la prochaine victime. Trois sauvetages express viennent d'être organisés dans l'urgence, afin d'éviter un krach. **En un mot, nous dansons sur un volcan.**

Il y a peu encore, de savants experts nous expliquaient que nous étions durablement entrés dans un monde nouveau, féerique, où l'argent coule à flots, gratuitement de surcroît. Débarrassé des contingences financières, il était permis de dépenser sans compter, de s'endetter pour l'éternité et, pourquoi pas, de s'abstenir de travailler. Un éden pour la France, pays dépensier entre tous, où les gouvernements ont pris l'habitude de régler chaque problème avec un chèque et les Français, celle de tout attendre de l'État. Un «quoi qu'il en coûte» plus tard, nous voici donc assis sur 3 000 milliards de dettes, dont le paiement des seuls intérêts coûtera au minimum 60 milliards par an en 2027. Mais, en ces temps de hausse des prix, d'obsession du pouvoir d'achat et de remise en question du travail, il est mal vu de s'en inquiéter. Faire le lien entre cette bombe à retardement financière et l'indispensable réforme des retraites - premier poste de dépense publique - est jugé indécent. Comme tous les surendettés de la terre, nous allons pourtant bien devoir nous rendre à l'évidence: si nous ne stoppons pas de nous-mêmes cette fuite en avant, les marchés finiront par s'en charger.

21 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/economie/l-allemande-a-t-elle-reussi-son-double-choix-de-sortir-du-nucleaire-et-du-charbon-comme-l-affirme-aymeric-caron-20230321>

L'Allemagne réussit-elle son «double pari» de sortir du nucléaire et du charbon, comme l'affirme Aymeric Caron ?

Par [Elsa Bembaron](#)

Publié il y a 32 minutes , mis à jour il y a 31 minutes



LA VÉRIFICATION - Le député de la Révolution écologique pour le climat a affirmé à l'Assemblée nationale que les émissions de gaz à effet de serre outre-Rhin baissent quand elles stagnent en France.

Les débats portant sur la [loi d'accélération du nucléaire](#) ont enflammé les députés. Aymeric Caron, député Révolution écologique pour le climat, a affirmé dans l'hémicycle que l'Allemagne avait fait deux choix, sortir du nucléaire et sortir du charbon, pour augmenter la production d'électricité renouvelable et donc diminuer ses émissions de CO2. Il étayait sa démonstration de nombreux chiffres.

Entre 2005 et 2020, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité en Allemagne serait passée de 11% à 44%, celle du charbon de 44% à 24% et celle du nucléaire de 27% à 11%. **Il a aussi affirmé que les émissions de CO2 ont stagné en France en 2022 quand elles ont baissé en Allemagne.**

Aymeric Caron n'a pas tout à fait tort, même si son analyse comporte un biais. Tout d'abord, des chiffres plus récents lui auraient appris qu'au cours des douze derniers **mois les énergies renouvelables ont représenté 48% de la production d'énergie en Allemagne**, selon l'Agence fédérale allemande pour l'environnement. Quand **en France, les renouvelables ne pèsent que 17%. Nos voisins seraient donc plus vertueux que nous**, comme l'affirme Aymeric Caron ? **La conclusion est quelque peu hâtive.**

L'Allemagne remplace le charbon par des renouvelables et du gaz

En effet, comme souvent, le diable est dans les détails. Là, il se niche plutôt dans le charbon. En effet, la part de ce dernier dans la production d'électricité allemande a bien chuté en quinze ans, mais l'année dernière, elle est remontée à 32%. Faute de gaz russe pour alimenter certaines de leurs centrales, les Allemands ont dû mobiliser davantage leurs installations les plus polluantes. Le charbon

représente à lui seul 77% des émissions de CO2 lié à la production d'électricité en Allemagne !
C'est dire l'impact sur l'environnement de cette technologie.

Faisons abstraction de l'année dernière pour nous concentrer sur tendance à plus long terme. **Sur quinze ans, les émissions de CO2 liées à la production d'électricité en Allemagne ont bel et bien baissé, pour passer de 478 grammes de CO2 émis par kilo wattheure produit (gCO2eq/kWh) en 2005 à moins de 400, soit une baisse de plus de 20%. Dans le même temps, la France a quasiment divisé par deux les émissions de CO2 liée à la production d'électricité, à production comparable. Aujourd'hui, la France émet 53 gCO2eq/kWh, plaçant le pays parmi les plus vertueux au monde !**

Certes, en 2020, l'Allemagne a réduit ses émissions de CO2 liée à la production d'électricité quand celle de la France était quasiment stable... **Mais Aymeric Caron, tout à sa démonstration, oublie un peu vite l'importance de l'écart en valeur absolue entre les émissions de CO2 allemandes et françaises.**

Un mixe énergétique vertueux pour la France

Certes, **nos voisins se désengagent du charbon, privilégiant d'une part les énergies renouvelables, et d'autre part... le gaz !** En effet, **compte tenu du caractère intermittent de la production éolienne et solaire, pour assurer l'approvisionnement quelles que soient les conditions climatiques il faut des solutions alternatives. En Allemagne, c'est le gaz.** Certes, c'est un moindre mal par rapport au charbon, puisque à production équivalente, deux fois moins de gaz carbonique est émis. **Mais cela reste bien supérieur aux performances d'un parc nucléaire.**

En France, **l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) estime les émissions du kWh nucléaire à 6 g de CO2, celles des centrales à gaz sont estimées 418 g CO2 par kWh et celles des centrales à charbon à 1058 g CO2 par kWh. Quant aux énergies renouvelables, le kWh en France se situe autour de 10 g pour l'éolien et de 30 g pour le solaire photovoltaïque.**

Conclusion, si les chiffres présentés par Aymeric Caron sont exacts, ils masquent une autre réalité : **celle de la performance du parc énergétique français, bien moins polluant que celui des Allemands.**

21 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/langue-francaise/francophonie/une-langue-exotique-quand-les-eleves-allemands-desertent-les-cours-de-francais-20230320>

«Une langue exotique»: quand les élèves allemands désertent les cours de français

Par [Dorian Grelier](#)

Publié hier à 07:00 , mis à jour hier à 08:19



15,3% d'élèves allemands étudient le français. Ils étaient 19,1% en 2009. *Adobe Stock Photo*

ENQUÊTE - Le nombre d'élèves apprenant le français faiblit. Entre méthodes d'enseignement et concurrence d'autres langues, comment expliquer ce phénomène?

«*Un village écoute désolé/Le chant d'un oiseau blessé.*» Sur ces mots de [Prévert](#), Klara, élève en classe de 10e - l'équivalent de la Seconde - d'un lycée de Munich, se souvient avoir débuté l'apprentissage du français. «*Dès le premier cours, j'ai compris que la tâche n'allait pas être simple*, admet-elle. *Mais je voulais comprendre la langue de mes auteurs préférés.*» Sur les 8,44 millions d'élèves que recense l'Allemagne en 2023, la jeune fille compte parmi les 15,3% d'entre eux à étudier la langue de Molière. Un pourcentage inférieur à celui de 2009, qui s'élevait alors à 19,1% selon l'[Office fédéral de la statistique](#). **Et pour cause, le français séduit de moins en moins les jeunes allemands.**

Pour Grégoire Fischer, président de la Fédération allemande des professeurs de français et enseignant dans un collège-lycée de Brême, le constat est sans appel: **«Le nombre d'élèves qui choisissent le français comme deuxième langue étrangère (obligatoire de la 5e à la seconde, puis facultative jusqu'au bac, NDLR) chute de 85% à 90% entre le collège et le lycée.»** En apparence pourtant, l'aura de l'idiome ne semble pas s'essouffler. **«Les Allemands ont une vision de la francophonie mondiale**, explique le professeur. **Que ce soit pour voyager ou travailler, ils apprennent cette langue afin d'entretenir des liens avec les pays francophones.»**

« Le nombre d'élèves qui choisissent le français comme deuxième langue étrangère chute de 85% à 90% entre le collège et le lycée »

Grégoire Fischer, président de la Fédération allemande des professeurs de français.

Elke Philipp, qui enseigne depuis près de trente ans dans un lycée de Berlin, ajoute: **«Aux yeux de mes élèves, le français est exotique, contrairement à l'anglais, qu'ils apprennent dès l'école primaire et qui est la langue internationale. Il permet d'accéder à une culture riche, très**

appréciée pour sa gastronomie, son architecture, ses artistes et ses sportifs.» C'est la littérature qui, elle, a conduit Klara à faire le choix de la langue de Molière: *«Ma tante a presque toujours vécu en France. Depuis toute petite, elle me fait découvrir les écrivains français qu'elle aime, comme Marguerite Duras ou Leïla Slimani. À chaque fois qu'elle revient, elle me ramène des livres non-traduits pour que je progresse.»*

Mauvaises méthodes

Comment expliquer cette diminution du nombre d'apprenants? Dans un premier temps, nous-mêmes le savons, le français ne se laisse pas apprivoiser facilement. Syntaxe, orthographe, grammaire... Comme Matthias, ancien élève du lycée de Furth, en Bavière, aujourd'hui éditeur, ils sont nombreux à avoir difficilement intégré les règles nécessaires au bon usage de la langue. *«Je me souviens encore du subjonctif et du passé simple avec horreur, confie-t-il. Pareil pour le participe passé ou l'apostrophe et la préposition, alors que je disais: "Je habite à Allemagne." Les exercices qu'on faisait en cours étaient très abstraits.»*

Une conception de l'apprentissage qui règne encore, de l'aveu de Grégoire Fischer, précisant: *«Beaucoup de professeurs ont en tête qu'il faut parfaitement maîtriser la grammaire ou la prononciation avant de s'exercer à l'oral. Mais apprendre une langue vivante, c'est faire des fautes pour mieux les gommer ensuite. Penser cela joue un rôle négatif dans la motivation des élèves.»* Et puisque le français devient facultatif à partir de la Seconde, un rien décourage les jeunes qui décideraient d'y accorder 3 à 5 heures supplémentaires par semaine - selon les Länder. Seuls les bons élèves se le permettent donc.

Relations contrariées

Le 24 novembre 2022, dans le cadre des 60 ans du traité de l'Élysée, le ministre de l'Éducation nationale français et le plénipotentiaire allemand chargé des relations culturelles entre **les deux pays, ont signé à Berlin de nouvelles stratégies visant à accroître le nombre d'élèves apprenant la langue du partenaire.** Elles encouragent notamment les échanges et les mobilités, afin que ne s'étiolent pas les liens qu'entretiennent **les «deux ailes de l'Occident», pour reprendre l'expression de l'écrivain Romain Rolland.**

Et ce, même si l'Histoire montre que la connaissance d'une langue, seule, ne suffit pas. Comme l'expliquent Michel Candelier et Gisela Hermann-Brennecke dans *Entre le choix et l'abandon. Les langues étrangères à l'école, vues d'Allemagne et de France* (CREDIF), ce n'est qu'au XIXe siècle que l'apprentissage de langues étrangères se développe en Allemagne. **À partir de 1832, en Prusse notamment, le français devient obligatoire.** Mais de même **que l'allemand était la première langue étrangère de France avant la Première Guerre mondiale, en 1937, sous le Troisième Reich, la langue de Molière perd définitivement la première place outre-Rhin.** Et ce depuis lors, au profit de l'anglais qui, devenu obligatoire, est appris par 82,4% des élèves aujourd'hui.

Concurrence de l'espagnol

Derrière le français et le latin, le nombre d'élèves faisant le choix de l'espagnol est croissant. En 1989, seuls 2% des jeunes Allemands l'apprenaient, contre **5,9% en 2023**, soit près de 450 000. En 1971, ils étaient 750. *«Il y a depuis quelques années l'idée que l'espagnol est une langue "cool", plus facile à apprendre, observe Elke Philipp. C'est dû au fait qu'il s'agissait auparavant d'une troisième langue optionnelle. Les élèves la choisissaient en plus du latin ou du français, une langue romane. L'apprentissage était donc plus rapide.»* Désormais, ces anciens élèves ont transmis cette idée à leurs enfants.

C'est le cas de Franck, en classe de 8e - l'équivalent de la quatrième - au collège-lycée de Herborn, dans le Land de Hesse. *«L'année dernière, je ne savais pas quoi choisir entre le français et l'espagnol, explique-t-il. Mon père avait un bon souvenir de ses cours. Alors, puisqu'on part souvent en vacances à Majorque, il m'a conseillé de prendre l'espagnol. Ce n'est pas si facile, mais je pense que ça sera utile.»* Sur son site, l'établissement du jeune homme argue qu'une bonne connaissance de l'espagnol est un atout sur le marché du travail car **l'Allemagne est le deuxième partenaire commercial de l'Espagne, après la France.**

21 mars 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2023/03/20/emmanuel-macrons-government-survives-but-there-is-more-trouble-ahead>

A win that feels like a loss

Emmanuel Macron's government survives, but there is more trouble ahead

Protests against his pension reform may spread



Mar 20th 2023 | PARIS

By a wafer-thin margin of just nine votes, the French government has survived a [no-confidence vote](#). The result on March 20th in the National Assembly was far narrower than many had expected, and reflects a level of [political discontent](#) that is unlikely to dissipate. The immediate political crisis for President Emmanuel Macron may be over, but popular unrest could yet spread.

Opposition parties needed 287 votes to dislodge Mr Macron's minority centrist government. This would have annulled his controversial reform raising France's minimum pension age from 62 years to 64. But a motion of no-confidence proposed by a cross-party alliance got just 278 votes. A second effort to topple the government, tabled by Marine Le Pen's nationalist-populist National Rally, failed by a far wider margin.

This ought to mean that Elisabeth Borne, the prime minister, and her team can turn the page. The pension reform now enters the statute books. Mr Macron judged last week that he would not get the votes to pass the reform in the lower house, so he used a constitutional provision known as article 49.3 to push it through without voting. It was clear that this could lead to a no-confidence motion, but Mr Macron won the bet.

Politically, however, this decision will leave a bitter aftertaste. The pension reform itself is unpopular. During six weeks of parliamentary debate, protest marches and strikes (by railway workers, rubbish collectors and others), **two-thirds of the French have remained stubbornly against raising the retirement age. No argument deployed by the government**—the threat of future funding deficits, the need to preserve the system even as people live ever longer—**has dented this hostility.**

The president's decision to resort to article 49.3 has enraged people further. Fully 78% told a poll that they were against the use of this tool. The opposition sees it as an anti-democratic abuse of power. When Ms Borne announced the decision last week, protesters gathered in Paris and other cities; some demonstrations turned violent. Ahead of the vote Charles de Courson, who tabled the cross-party motion of no-confidence, called the use of article 49.3 a "denial of democracy".

Although deeply unpopular, Mr Macron's pension reform is right for France. The country spends 14% of gdp on public pensions, nearly double the oecd average. In 2004 there were 13m pensioners in France. Thanks to longer life expectancy and retiring Baby Boomers, by 2020 this

figure had risen to **17m**. Re-elected in April 2022, Mr Macron could have left a brewing problem to a successor; instead he decided that it was worth spending precious political capital to solve it.

Moreover, his use of article 49.3 is hardly unique. Designed to strengthen the hand of government, the article was written into the Fifth Republic constitution by Charles de Gaulle as a response to the instability of the Fourth. De Gaulle himself used it in 1960 to launch France's nuclear-deterrence programme. Since then it has been used 100 times, by governments on the left and the right, Ms Borne's included.

Mr Macron's proposal to raise the retirement age was part of his electoral manifesto, and he and his government tried to forge a consensus. Ms Borne spent months consulting with unions and opposition leaders and redrafting the legislation with new concessions, especially to the centre-right Republicans. Parliament devoted 175 hours to debating the issue, in part to dealing with some 13,000 amendments tabled by nupes, a left-wing alliance led by Jean-Luc Mélenchon, in a bid to hold up any debate. When the legislation went to the Senate, which is controlled by the Republicans, it was approved—even though 19 Republicans in the lower house then voted against the government.

The outcome, however, is likely to feel like an empty victory for Mr Macron. It is unfortunate, to say the least, that the reform was not approved through normal parliamentary procedure. The episode will exacerbate his reputation for having an imperious governing style. As it is, his popularity rating has fallen to just 28% from a high of 41% after his re-election, according to Ifop, a pollster. This is its lowest point since early 2019, during the *gilets jaunes* (yellow jackets) rebellion. A comparable popular rebellion, on top of ongoing political disorder, cannot be ruled out.

21 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/emmanuel-macron-l-impuissance-internationale-21-03-2023-2512822_32.php

Emmanuel Macron, l'impuissance internationale

ÉDITO. Comment le président de la République peut-il continuer à prétendre changer l'Europe et le monde s'il ne parvient pas à réformer la France ?

Par [Luc de Barochez](#)



Emmanuel Macron, qui était à Moscou, le 7 février 2022, pour rencontrer Vladimir Poutine (à g.), twittait alors : « Ce vers quoi nous devons aller, c'est la désescalade. Nous en connaissons les termes. Grandes questions de sécurité collective, question ukrainienne, situation sécuritaire en Biélorussie et dans toute la région : avançons. » © KREMLIN PRESS OFFICE/ANADOLU AGENCY VIA L'AFP

Publié le 21/03/2023 à 07h00

Il a ouvert sa présidence sous les vivats en Europe. L'achèvera-t-il sous les huées ? **La première élection d'Emmanuel Macron, en 2017, fut une lueur d'espoir pour tous les proeuropéens du continent.** Après le double choc de 2016 – le oui britannique au référendum sur le Brexit, puis la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine –, son installation à l'Élysée semblait annoncer la fin du cauchemar national populiste. Jamais un président de la République française n'avait autant mis en avant l'impératif d'une Europe puissante. Jamais aucun de ses prédécesseurs ne fut à ce point accueilli comme un sauveur par les élites européennes.

Six années et une réélection plus tard, le ton est tout autre chez nos voisins. Celui qui prétendait refonder l'Europe, voire changer le monde (« Make the Planet Great Again », disait-il en référence au slogan de Trump), se heurte aux pires difficultés quand il s'agit de moderniser la France. Comment rester crédible sur la scène internationale avec un projet réformateur quand on ne sait même pas mettre sa maison en ordre ?

Emmanuel Macron est respecté parce qu'il a terrassé par deux fois Marine Le Pen, dont nos partenaires craignent qu'elle ne mette la France, si elle parvient un jour à l'Élysée, dans la main du régime de Vladimir Poutine. Mais l'épisode des Gilets jaunes en 2018-2019, puis le chaos suscité par le projet de réforme des retraites en 2023, ont fait apparaître la réalité sous son jour le plus sombre : un président de la République paralysé sur la scène intérieure, une France endettée jusqu'au cou, un gouvernement incapable de maîtriser les finances publiques, une démocratie française malade. Le contraste entre l'ambition affichée et la maigreur des résultats ne pouvait pas être plus fort.

Râteaux

Le chef de l'État n'est pas uniquement victime des circonstances. Son style à l'emporte-pièce, sa tentation à jouer cavalier seul, ses erreurs d'analyse aussi, comme lorsqu'il a cru pouvoir dompter Donald Trump, réfréner Vladimir Poutine, enjôler Angela Merkel, réconcilier les factions libyennes ou mater le Hezbollah libanais, ont terni son bilan, malgré une politique étrangère toujours active.

Ses prises de position décalées, à l'instar de la saillie de 2019 sur la « mort cérébrale » de l'Otan, ont choqué nos partenaires et endommagé sa réputation. Jouant de malchance, il lui est arrivé de marcher sur des râteaux, comme lorsque l'Australie a annulé un mirifique contrat d'achat de sous-marins français pour leur préférer des submersibles américains. Ou comme lorsque des coups d'État militaires au Sahel l'ont contraint à mettre un terme sans gloire à l'opération antiterroriste Barkhane lancée par François Hollande.

Cependant, malgré toutes ses maladresses et approximations, **sa politique étrangère avait un objectif clair,** théorisé dans *Révolution*, son livre paru en 2016 (XO éditions) : « *L'Europe est notre chance de restaurer notre pleine souveraineté.* » Emmanuel Macron n'a jamais eu l'Europe honteuse. **Mais voilà qu'au moment où l'histoire lui offrait l'occasion de mettre ses théories en pratique,** où la guerre d'agression lancée par le président russe contre l'Ukraine aurait pu permettre de montrer de quoi une Europe souveraine était capable, **le locataire de l'Élysée n'a pas saisi sa chance.**

Des arguments à la droite trumpiste

Il n'a pas su prendre la tête du soutien à l'Ukraine, alors même que la France exerçait la présidence du Conseil de l'Union européenne. **Il a compris trop tard la véritable nature du régime du Kremlin,** il a cru trop longtemps pouvoir peser sur le cours des événements par un dialogue exclusif avec Vladimir Poutine, **il n'a pas mesuré à quel point la guerre allait bouleverser les équilibres européens.** **Il n'a pas réussi, non plus, à former un tandem avec le chancelier allemand Olaf Scholz,** quoique la responsabilité de cet échec-là soit partagée avec Berlin.

Résultat : ce sont les États-Unis, s'appuyant sur le Royaume-Uni post-Brexit, sur la Pologne et sur l'Europe centrale, qui ont assumé le leadership de la défense de l'Ukraine et donc de l'Europe. Exit le grand projet

Le plus amer est que, en limitant la contribution européenne à l'effort de défense ukrainien, on encourage tous ceux, en Amérique ou ailleurs, qui estiment que l'Europe ne vaut pas la peine d'être défendue. Et on fournit, à l'orée de la campagne présidentielle américaine de 2024, des arguments à la droite trumpiste qui veut se désengager du Vieux Continent. Quand son porte-étendard titube, l'Europe puissance flageole.

21 mars 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/21/l-empire-d-evgueni-prigojine-le-patron-du-groupe-wagner-mis-a-nu-par-des-hackers_6166323_3210.html

L'empire d'Evgueni Prigojine, patron du Groupe Wagner, mis à nu par des hackers

Des fichiers piratés et analysés dévoilent les entrailles de l'écosystème bâti par l'homme d'affaires, une entreprise criminelle unique en son genre.

Par [Emmanuel Grynszpan](#)

Publié aujourd'hui à 05h30, mis à jour à 07h54



L'homme d'affaires russe Evgueni Prigojine, à Moscou, le 4 juillet 2017. SERGEI ILNITSKY / AP

Il existe en Russie une corporation où travaillent main dans la main des mercenaires criminels de guerre, des juristes, des malfrats armés jusqu'aux dents, des informaticiens chevronnés, des politologues. Et ces derniers, au service d'Evgueni Prigojine, ancien repris de justice devenu « cuisinier de Poutine », puis général sans épaulettes de la guerre en Ukraine, à la tête du Groupe Wagner, se comptent par dizaines de milliers.

L'entreprise a été retournée comme un gant par Dossier.center, un groupe d'enquêteurs financés par l'homme d'affaires et dissident russe Mikhaïl Khodorkovski. Le 18 mars, a ainsi été **publiée** « La cyber armée de Prigojine », une étude basée sur plus d'un million de documents internes captés par un groupe de pirates informatiques anonymes. Des informations copiées selon toute vraisemblance depuis les serveurs des structures d'Evgueni Prigojine au début de l'automne 2022.

Ses principales activités ont été touchées : les documents proviennent de la « fabrique de trolls » de Saint-Pétersbourg, l'Internet Research Agency, mais aussi de **Concord Group**, la structure mère, ainsi que du **Groupe Wagner** et d'une galaxie de 400 sociétés, réelles ou fictives, appartenant au multimillionnaire. **Vue de l'intérieur, la structure commerciale dévoile une société quasi étatique russe, mais aussi une entreprise criminelle unique en son genre.**

Un interrogatoire obligatoire de deux heures

Principale conclusion à laquelle sont parvenus les enquêteurs : toutes ses activités sont « **organiquement liées** ». Les employés qui travaillent dans un recoin de l'empire peuvent ainsi être réaffectés très rapidement dans un autre secteur. « *Les combattants blessés de Wagner se rétablissent au centre de loisirs de [la ville de] Gelendjik, les fonctionnaires du ministère de la Défense reçoivent des cartes de réduction pour l'épicerie de luxe Elisseïevsky, les "trolls" du Lakhta [un quartier de Saint-Pétersbourg] déménagent dans*

des bâtiments construits par la société de BTP de Prigojine et y font la promotion à l'international du Groupe Wagner. Aujourd'hui, des avocats et des financiers examinent des contrats de concession à Saint-Petersbourg, et demain à Antananarivo ou à Bangui », résume l'enquête. Cette structure polymorphe et dynamique complique la mise en place de sanctions internationales.

L'étude du personnel et des salaires des spécialistes en informatique montre qu'ils sont employés par différentes sociétés et ballottés d'un projet à l'autre : celui qui, hier, s'occupait des commandes de meubles pour l'appartement de la fille de Prigojine achète aussi les billets d'avion pour Téhéran ou le Portugal de Violetta, la mère de Prigojine. Des achats réalisés par l'intermédiaire d'une agence de voyages nommée – détail croustillant – Zelenski Corporate Travel Solutions, basée à Moscou. Le lendemain, la même personne organisera les processus de filtration d'un camp de prisonniers ou calculera le nombre de planches nécessaires pour fabriquer les milliers de cercueils destinés aux mercenaires tués en Ukraine. En moyenne, ces informaticiens gagnent environ 110 000 roubles par mois, soit 1 327 euros.

Particulièrement sur ses gardes, l'homme d'affaires fait subir à tous les candidats de son groupe tentaculaire un interrogatoire obligatoire de deux heures effectué à l'aide d'un détecteur de mensonges. « *Il s'agit d'éliminer tous les candidats ayant un faible pour l'opposition, tous ceux pouvant avoir des contacts avec les médias et les forces de l'ordre, les toxicomanes et les personnes endettées* », révèle l'enquête. Bien entendu, des questions visent à déterminer l'opinion du candidat sur la guerre en Ukraine. En revanche, le filtrage ne tend pas à éliminer les néonazis, qui semblent pulluler au sein du groupe. Les mots de passe des groupes de travail décryptés par les enquêteurs contiennent très souvent le chiffre 1488, un code de reconnaissance utilisé par les néonazis et suprémacistes blancs.

Une usine à trolls de 400 personnes

Autre paradoxe : le rapport souligne un « *étrange déséquilibre* » entre la sécurité maximale, la culture du secret dans l'entreprise d'un côté, et, de l'autre, « *une indifférence totale envers la sécurité numérique des données : les employés ne reçoivent aucune formation ni d'instructions concernant le cryptage, qui est inexistant* ».

D'anciens employés estiment que l'usine à trolls compte actuellement environ 400 personnes, dont plus de 30 s'occupent uniquement de rédiger des commentaires sur les sites Web des médias, et une trentaine d'autres sur YouTube.

Le groupe paie des chaînes Telegram très suivies pour faire passer ses messages sous d'autres signatures, et va jusqu'à commander des articles payés à des quotidiens réputés comme *Kommersant*. Ce dernier, selon Dossier. center, aurait perçu 750 000 roubles (9 000 euros) pour une publication remontant à l'hiver 2021. On apprend aussi dans l'enquête que Daria Douguina, fille de l'idéologue ultranationaliste Alexandre Douguine, travaillait pour Evgueni Prigojine avant d'être tuée dans un attentat à la bombe en août 2022.

Sans un commentaire sur ces révélations, Evgueni Prigojine a préféré fanfaronner, lundi 20 mars, sur son intention de recruter 30 000 nouveaux combattants pour l'Ukraine d'ici mi-mai.

20 mars 2023 (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/menschen/weltglueckstag-in-diesen-laendern-sind-die-menschen-am-gluecklichsten-18761484.html>

TROTZ GLOBALER KRISEN:

In diesen Ländern sind die Menschen am glücklichsten

AKTUALISIERT AM 20.03.2023-06:48



Frühling im Norden: Die Finnen sind trotz der Bedrohung aus Russland ziemlich glücklich. Bild: dpa

Das eigene Lebensglück wird trotz mehrerer Krisen konstant bewertet. Im Norden Europas sind die Menschen weiter am glücklichsten. Für Deutschland geht es leicht nach unten.

Das globale Glücksempfinden ist trotz gleich mehrerer Krisen auf der Welt bemerkenswert konstant geblieben. Zu diesem Schluss kommt eine unabhängige Expertengruppe im neuen Weltglücksbericht, der am Montag anlässlich des von den Vereinten Nationen ausgerufenen Internationalen Tags des Glücks veröffentlicht wurde. **Klarer Spitzenreiter unter den Ländern mit der glücklichsten Bevölkerung der Erde bleibt auch im sechsten Jahr in Folge einmal mehr Finnland** - trotz der stark verschlechterten Sicherheitslage in Europa in Folge des russischen Angriffskriegs gegen die **Ukraine** und des noch nicht abgeschlossenen finnischen NATO-Beitritts.

Hinter dem nördlichsten Land der **EU** folgen in dem Ranking mit einigem Abstand **Dänemark, Island, Israel und die Niederlande, ehe Mit-Nato-Anwärter Schweden sowie Norwegen, die Schweiz, Luxemburg und Neuseeland die Top Ten komplettieren.** Im Jahresvergleich macht Israel einen Satz von Rang neun auf vier. **Deutschland kommt diesmal auf Rang 16 – zwei Plätze schlechter als im Vorjahr. Klar am unglücklichsten unter den 137 untersuchten Staaten sind Afghanistan und der Libanon.**

Durchschnittliches Glück ist bemerkenswert stabil geblieben

Die beteiligten Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler, die den Bericht auf Basis von Umfragen des Instituts Gallup veröffentlichen, **berechnen das Ranking jeweils auf Basis von Daten der vergangenen drei Jahre.** Für das Glücksempfinden haben sie **sechs Schlüsselfaktoren** ausgemacht: **soziale Unterstützung, Einkommen, Gesundheit, Freiheit, Großzügigkeit und die Abwesenheit von Korruption.**

Trotz gleich mehrerer sich überschneidender Krisen seien die Lebensbewertungen in den meisten Bevölkerungen der Erde weiterhin bemerkenswert stabil geblieben, schrieben die Forscher. In den Jahren 2020 bis 2022, die stark von der **Corona**-Pandemie geprägt wurden, seien die Werte im globalen Durchschnitt genauso hoch gewesen wie in den drei Jahren vor der Pandemie. **Glücklicher sind die Menschen dem Bericht zufolge generell in Ländern, in denen Glück und Wohlbefinden möglichst gleichmäßig in der Bevölkerung verteilt sind.**

„Das durchschnittliche Glück und unser Länder-Ranking sind während der drei Covid-19-Jahre bemerkenswert stabil geblieben“, erklärte der am Bericht beteiligte Wissenschaftler John Helliwell. Veränderungen in der Rangliste stellten fortgesetzte, langfristige Trends dar, etwa **die verbesserten Platzierungen der baltischen Staaten Litauen (Platz 20), Estland (31) und Lettland (41)**. Selbst in diesen schwierigen Jahren seien positive Emotionen doppelt so weit verbreitet wie negative.

Die Ukraine (Rang 92) und Russland (70) liegen im neuen Bericht etwas weiter oben als vor einem Jahr, auch wenn der ukrainische Gesamtwert – im Gegensatz zum russischen – minimal zurückgegangen ist. „Trotz des Ausmaßes des Leids und der Schäden in der Ukraine sind die Lebensbewertungen im September 2022 höher geblieben als nach der Annexion von 2014“, schrieben die Wissenschaftler unter Verweis auf das Jahr der russischen Annexion der ukrainischen Krim-Halbinsel.

Nach Erkenntnissen der Experten liegt das unter anderem an einem nun viel stärkeren Zusammengehörigkeitsgefühl und Vertrauen in die Führung um Präsident Wolodymyr Selenskyj. Das Vertrauen in die Regierungen sei 2022 in beiden Ländern gewachsen, dabei aber viel stärker in der Ukraine als in Russland. „Der russische Einmarsch hat die Ukraine zu einer Nation geschmiedet“, erklärte einer der Autoren des Berichts, der Oxford-Professor Jan-Emmanuel De Neve.

<https://happiness-report.s3.amazonaws.com/2023/WHR+23.pdf>

Frankreich liegt auf Platz 21.

20 mars 2023 (The Economist)

https://www.wsj.com/articles/and-now-a-credit-suisse-bailout-ubs-switzerland-regulators-svb-shareholders-bankruptcy-europe-management-default-2bdf3aa?mod=hp_opin_pos_2#cxrecs_s

And Now, a Credit Suisse Bailout

The weekend shotgun marriage with UBS shows how post-2008 regulation failed again.

By [The Editorial Board](#)

March 19, 2023 5:10 pm ET



PHOTO: PIAGGESI/FOTOGRAMMA/ZUMA PRESS

So much for 13 years of banking regulation. Swiss authorities on Sunday organized the **shotgun wedding** of [UBS](#) and [Credit Suisse](#) to avert a failure of the latter—**exactly the panicky too-big-to-fail rescue we were told new rules post-2008 would prevent.**

Switzerland's second-largest bank (after its new owner) has been plagued for years by poor management. Depositors lost faith over the past year, withdrawing some 160 billion Swiss francs (\$173 billion) in 2022 and up to 10 billion Swiss francs a day last week, according to media reports. After Silicon Valley Bank's failure in the U.S., attention quickly turned to Credit Suisse as the weakest link in Europe, and its share price fell while the cost of insuring against a default spiked.

Yet what Swiss and other regulators have done is far different from what they promised voters and taxpayers after 2008. Authorities appear to have browbeaten UBS into offering three billion Swiss francs in an all-shares deal to buy Credit Suisse—up from an initial offer reported to have been about a billion francs. That's less than half of Credit Suisse's market value as of Friday. **Swiss taxpayers will be on the hook to guarantee nine billion francs of UBS's potential losses on "difficult-to-assess assets."** The Swiss central bank will offer **100 billion francs in liquidity assistance.**

In the biggest insult to the market, regulators will allow this deal to proceed without a vote of either bank's shareholders. Credit Suisse's owners faced losing all their equity in a bankruptcy,

but they're still entitled to ask whether the deal fairly values their stakes if the bank can survive in some form.

As for UBS shareholders, they're now being punished for the discipline they imposed over the years to turn UBS into a healthy bank by being saddled with managing a failed rival. They also face more regulatory scrutiny and compliance costs now that their bank has grown far bigger. Congrats.

Authorities justify all this by highlighting the systemic risk in Switzerland and beyond of allowing Credit Suisse to collapse into bankruptcy. That danger is debatable. Credit Suisse was an outlier even in a week that saw bank stocks sell off around the world, meaning **investors may have seen limited contagion risk.** **A European Central Bank official Thursday said no eurozone bank was imperiled by Credit Suisse's travails,** and media reports suggested counterparties were taking steps to limit their exposure.

Wasn't eliminating the systemic risk posed by larger banks the point of beefed up regulation after the last panic? Credit Suisse boasted healthy capital-adequacy and liquidity ratios under post-2008 banking rules, and it had completed or was in the process of preparing "living wills" with regulators around the world to manage an insolvency. Those plans didn't contemplate a forced sale to an unwilling rival, **yet that's the fix officials reached for in the pinch—as they always do, with ample taxpayer cash to sweeten the deal.**

This weekend's rescue is a warning that two weeks into the current banking panic the post-2008 rule book already has failed. **Taxpayers are on notice that the solution to any crisis will be to amplify too-big-to-fail rather than reducing it—as it was the last time around.** **Hang onto your wallets.**

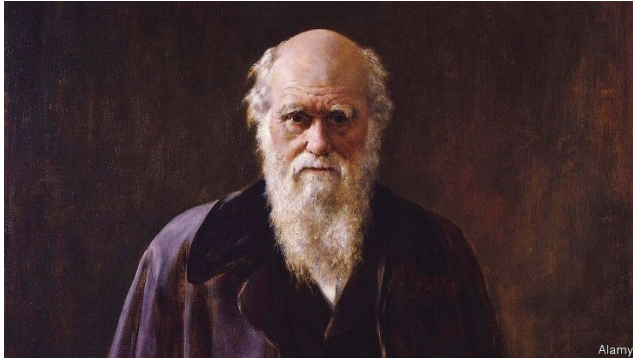
20 mars 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/culture/2023/03/15/are-science-and-religion-fated-to-be-adversaries>

Intellectual history

Are science and religion fated to be adversaries?

No, says Nicholas Spencer in “Magisteria”, an arresting history of their relationship



Mar 15th 2023

Magisteria. By Nicholas Spencer. *Oneworld*; 480 pages; £25. To be published in America in May; \$32

In the late 19th century two books on science and religion were published within a decade of each other. In “The Creed of Science” William Graham tried to reconcile new scientific ideas with faith. In 1881 [Charles Darwin](#), by then an agnostic, told him: “You have expressed my inward conviction, though far more vividly and clearly than I could have done, that the Universe is not the result of chance.”

The other book made a much bigger splash. “History of the Conflict Between Religion and Science” by John William Draper was one of the first post-Darwinian tomes to advance the view that—as its title suggests—science and religion are strongly antithetical. Promoted hard by its publisher, the book went through 50 printings in America and 24 in Britain and was translated into at least ten languages. Draper’s bestseller told a story of antagonism that, ever since, has been the mainstream way to see [this relationship](#).

In “Magisteria”, his illuminating new book, Nicholas Spencer claims that this framing, more recently espoused by Richard Dawkins and others, is misleading. For centuries, he says, science and religion have been “endlessly and fascinatingly entangled”. Even (or especially) those readers inclined to disagree with him will find his narrative refreshing.

Mr Spencer works at Theos, a religious think-tank in London, and is one of Britain’s most astute observers of religious affairs. Some conflict between science and religion is understandable, he argues, but not inevitable. He offers an engaging tour of the intersection of religious and scientific history: from ancient science in which “the divine was everywhere”, to the Abbasid caliphate in Baghdad in the ninth century and Maimonides, an illustrious Jewish thinker of the 12th—and onwards, eventually, to artificial intelligence. Now and again he launches salvos against ideologues on both sides.

“Medieval science” is not an oxymoron, he writes. Nor is religious rationalism. In the 11th century Berengar of Tours held that “it is by his reason that man resembles God.” As religious dissent spread following the Reformation, Mr Spencer says, theology helped incubate modern science through the propagation of doubt about institutions and the cracking open of orthodoxies. For their part, an emergent tribe of naturalists strove, chisel and hammer in hand, to show that creation pointed towards a creator. Exploration of nature was itself a form of worship.

Mr Spencer insightfully revisits the dust-ups involving [Galileo](#), Darwin and John Scopes (prosecuted in Tennessee in 1925 for teaching evolution). He traces the interaction of the two disciplines in often fascinating detail. Many pioneering scientists lived in times of religious and political strife and found in “natural philosophy”, as pre-modern science was known, a “ministry of reconciliation”. Thomas Sprat, dean of Westminster and biographer of the Royal Society, opined in 1667 that, in their experiments, men “may agree, or dissent, without faction, or fierceness”. That was not always true, as Isaac Newton’s spats with his peers showed. Still, says Mr Spencer, by supplying an arena for calmer debate that was beyond clerical control, “Science saved religion from itself.”

The roll call of scientists who were people of faith runs from Michael Faraday and James Clerk Maxwell to Gregor Mendel and Georges Lemaître, a Belgian priest who, on the basis of mathematical calculations, first proposed that the universe was expanding and therefore had a beginning. In 1933 Lemaître made what, for Mr Spencer, is a key observation: “Neither St Paul nor Moses had the slightest idea of relativity.” The writers of the Bible could see into “the question of salvation. On other questions they were as wise or as ignorant as their generation.” In other words, science and religion are not different attempts to do the same thing. Lemaître warned the pope against drawing any theological conclusions from his work on the cosmos.

Mutual hostility has risen in recent decades. Sociobiology now seeks to explain all human life and behaviour, including morality and the mind, in terms of evolution. As well as clinging to a morality derived from scripture, some religious zealots still [reject Darwin’s theory](#) altogether. Mr Spencer thinks it is “disciplinary overreach” for either side to dismiss the other entirely. “Neuroscience stands no more chance of finding morality or the soul in an mri scan than ethicists or theologians will locate evidence for frontal lobe activity in the ‘Nicomachean Ethics’ or the Bible.”

In “Rocks of Ages” (published in 1999), Stephen Jay Gould, an evolutionary biologist, argued that the tension between science and religion “exists only in people’s minds...not in the logic or proper utility of these entirely different [subjects]”. He coined the phrase “non-overlapping magisteria” to describe their relationship. One covers the empirical realm, the other the realm [of values](#). Mr Spencer does not think the division is quite so clean-cut. “Science and religion are partially overlapping magisteria,” he thinks. “They overlap within us.” In other words, humans are complex, and should be able to tolerate complexity without declaring war.

20 mars 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/finance-and-economics/2023/03/16/the-fed-smothers-capitalism-in-an-attempt-to-save-it>

Free exchange

The Fed smothers capitalism in an attempt to save it

Its latest financial intervention is a new twist on an old story



Mar 16th 2023

Much about the collapse of Silicon Valley Bank has been profoundly modern. The bank's name. A client base of tech-focused venture capitalists. A panic whipped up by tweets. Cash withdrawals via smartphones. At its crux, though, the lender's fall was the latest iteration of a classic bank run. And the solution, a central bank stepping in to backstop the financial system, was time-honoured, too. So well-trodden is the topic in economics that the lyrical phrase describing the central bank's actions, "lender of last resort", is often abridged to its ungainly acronym, lolr.

A review of the history shows both the typical and the unique in the case of Silicon Valley Bank. There is ample, albeit imperfect, precedent for the Fed's actions. Yet they continue a worrying trend of ever-broader interventions and, consequently, distortions to the financial system. This gives rise to questions about whether, in the long run, the Fed's pursuit of stability harms the economy.

It would be remiss for a column in *The Economist* to overlook the person often credited with first articulating the theory of lolr: Walter Bagehot, an editor of this newspaper in the 19th century. Over the years, his ideas evolved into a rule for how central banks should manage panics: lend quickly and freely, at a punitive rate, against good collateral. As Sir Paul Tucker, formerly of the Bank of England, has put it, the logic is twofold. Knowing the central bank stands behind commercial lenders, depositors have less incentive to flee. If a run does occur, intervention helps limit sell-offs.

Nearly as old as Bagehot's writing is the obvious objection to lolr: that of moral hazard. Foreknowledge of central-bank intervention may induce bad behaviour. Banks will hold on to fewer liquid, low-yielding assets, piling instead into higher-risk lines of business. How to prevent panics without sowing new dangers is perhaps the central question faced by financial regulators.

The clearest evidence of the need for a financial backstop of some variety comes from the pre-lolr years. There were eight American banking panics in the half-century between 1863 and 1913, each delivering heavy blows to the economy. The government responded by creating the Federal Reserve system in 1913. But broken into regional fiefdoms, it was too timid in response to the Great Depression. Only in the aftermath of that crisis did America establish a true lolr framework. Power was concentrated at the Fed's centre, while the federal government introduced deposit insurance. To limit moral hazard, other tools such as deposit-rate caps constrained banks. This has remained the general lolr template ever since: authorities both provide support and impose limits. Getting the balance right is what is fiendishly difficult.

In the decades after the Great Depression, the Fed seemed to have put an end to bank runs. But starting in the 1970s, when inflation soared and growth softened, the financial system came under stress. On each occasion officials expanded their playbook. In 1970 they snuffed out trouble that originated outside the banking system. In 1974 they auctioned off a failed bank. In 1984 they guaranteed uninsured deposits. In 1987 they pumped liquidity into the banking system after a stockmarket crash. In 1998 they helped to unwind a hedge fund. Even if each episode was different, the basic principles were consistent. The Fed was willing to let a few dominoes fall. Ultimately, though, it would stop the chain reaction.

These various episodes were dress rehearsals for the Fed's maximalist responses to the global financial crisis of 2007-09 and the covid crash of 2020. Both times it created a dizzying array of new credit facilities for struggling banks. It guided financing to troubled corners of the economy. It accepted an ever-wider array of securities, including corporate bonds, as collateral. It allowed big firms to fail—most significantly, Lehman Brothers. And as markets started to work again, it retracted much of its support.

Such extensive interventions prompted a rethink of moral hazard. In the 1970s the concern was over-regulation. Rather than making the financial system safer, policies such as the deposit-rate caps had pushed activity to shadow lenders. Little by little, regulators lightened restrictions. But after the financial crisis, the pendulum swung back towards regulation. Big banks now must hold more capital, limit their trading and undergo regular stress-testing. Heftier support from the Fed has come with stricter limits.

In this context, the government's response to Silicon Valley Bank looks more like another notch in the wall rather than a radical new design. It is hardly the first time that uninsured depositors have walked away scot-free from a financial calamity. Nor is it the first time that the Fed has let a couple of banks fail before introducing a credit programme that is likely to save similar firms.

Hazard lights

Yet every notch in the wall is also indicative of an increasingly expansive Fed. In one important respect, its assistance has been far more lavish than in previous rescues. When providing emergency credit, it is normally conservative in its collateral rules, using market prices to value the securities that banks hand over in exchange for cash. Moreover, it aims to lend only to solvent firms. **This time, however, the Fed has accepted government bonds at face value, even though their market value has fallen sharply. That is remarkable.** If it had to seize collateral, it could suffer a loss in present-value terms. And **the programme could breathe life into banks that, in mark-to-market terms, were insolvent.**

The Fed has no desire to make its latest changes permanent. It has capped its special loans at just one year—long enough, officials hope, to stave off a crisis. If they get their way, calm will eventually return, investors will shrug their shoulders and banks will get back to business without needing the Fed's support. But if they do not and more banks fail, the Fed will be left holding underwater assets on its books, absorbing financial damages that would have otherwise belonged to the market. The lender of last resort risks morphing into the loss-maker of first resort.

Aramco's princely sums

Saudi Aramco makes an eye-popping \$160bn in profit

And you thought the supermajors had a good year



Mar 16th 2023



The Economist

The world's energy supermajors had a bountiful 2022. ExxonMobil, the largest of the private-sector giants, reported a record annual net profit of \$56bn, after Russia's invasion of Ukraine sent oil prices soaring. Mouth-watering—unless you are Saudi Aramco, in which case it's peanuts. Last year the desert kingdom's oil giant brought in some \$160bn of net income, the most by any company in corporate history.

20 mars 2023 (Mediapart)

<https://www-mediapart-fr.iepnomade-1.grenet.fr/journal/economie-et-social/190323/sur-le-blocage-d-un-site-petrolier-j-aimerais-etre-un-revolutionnaire-mais-je-ne-peux-pas>

RETRAITES : LE COUP DE FORCE DE MACRON [REPORTAGE](#)

Sur le blocage d'un site pétrolier : « J'aimerais être un révolutionnaire, mais je ne peux pas »

Depuis quatre jours, des grévistes contre la réforme des retraites bloquent l'accès d'un important centre de stockage pétrolier, en Loire-Atlantique. Sur place, les manifestants oscillent entre espoir d'un durcissement du mouvement et exaspération face au mutisme du pouvoir.

[Antton Rouget](#)

19 mars 2023 à 09h38

Quelques volutes de fumée s'échappent encore, ici ou là, de tas de cendres disposés en travers de la route. Mais pas la trace du moindre mouvement à l'horizon, ce samedi 18 mars, dans la zone industrielle de Donges, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). La mobilisation s'est-elle déjà éteinte dans ce que l'on présente, à la radio et à la TV, comme un centre névralgique de la contestation contre la réforme des retraites ?

Au bout du bout de la route qui longe la Loire, après le terminal méthanier, et juste derrière le terminal charbonnier, une nouvelle barricade, toujours enflammée celle-là, empêche le passage. Voilà un signe de vie : le début du blocage de la SFDM, un important dépôt pétrolier contrôlé par l'État français, et de la raffinerie Total. Le centre de stockage et l'usine, qui se font face à quelques centaines de mètres du terminal pétrolier, sont non seulement à l'arrêt, mais leur accès est bouché depuis jeudi 16 mars par des manifestants, qui empêchent les camions-citernes de venir s'approvisionner.

Avant de tout bloquer, une centaine de grévistes était parvenue, mercredi soir, à barrer le chemin à un pétrolier de 28 000 tonnes chargé de gasoil, qui n'a pas pu accoster sur le port. Cette action coup de poing a été conduite par des raffineurs et des dockers de la zone industrielle, soutenus par des cheminots et des énergéticiens. Le navire a attendu que le pilote du port habilité à réaliser les manœuvres d'appontement soit dépêché. Il n'est jamais venu. Obligeant donc le bateau à repartir en mer, les cuves pleines.

Ce coup d'éclat a galvanisé les troupes, qui ont décidé en AG d'empêcher la circulation par les voies terrestres également. « *Le blocage a été décidé un peu au pied levé* », admet Christophe Jouanneau, secrétaire départemental de la CGT Mines-Énergie, venu prêter main-forte à ses collègues de la fédération Chimie. La faute à un concours de circonstances opportun : « *La pression est montée mercredi au moment de l'arrivée du pétrolier, qui coïncidait justement avec, dans le calendrier parlementaire, la décision de la CMP [commission mixte paritaire entre députés et sénateurs – ndlr] sur le projet de loi* », retrace le syndicaliste, en relevant qu'il « *y avait une grosse attente, au sein du syndicat mais aussi dans la population, pour le durcissement du mouvement* ». Conséquence : « *Dans la nuit, nous étions plusieurs centaines pour tout installer.* »

Depuis, sur près de 300 mètres, la route qui mène à l'entrée de la SFDM et de la raffinerie est jonchée de pneus en flamme, de palettes, de troncs d'arbres, grillages, panneaux et autres plots. Deux bouteilles de gaz ont aussi été posées au milieu de la voie.

Il faut provoquer une pénurie générale d'essence, mettre le bordel partout pour muscler le rapport de force.

Aude, 24 ans, mobilisée sur le blocage

Sur le premier barrage filtrant, c'est Yannick, 69 ans, avec son gilet rouge de la CGT, qui tient le rôle de vigile en chef, au milieu d'une équipée hétéroclite d'une dizaine de personnes. Le retraité, ancien salarié sur la zone industrielle, a passé la nuit sous la pluie, ne dormant que quelques heures dans sa voiture. L'ambiance est détendue : grâce à des indiscretions, les grévistes ont su que les forces de l'ordre, fortement mobilisées à Nantes, n'interviendraient sûrement pas ce week-end pour essayer de les déloger. Yannick partage par ailleurs un autre motif de satisfaction : la diversité du mouvement. « *Des gens qui n'ont rien à voir avec la chimie participent au blocage, se réjouit-il. On voit venir des salariés du BTP, des artisans, des jeunes...* »

À ses côtés, Maguy, 47 ans, est arrivée le matin depuis La Roche-sur-Yon, à 120 km en voiture. « *J'ai été "gilet jaune", et puis je suis retournée en manifestation contre la réforme des retraites* », raconte cette salariée dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle. Après avoir vu passer l'annonce du blocage du site de Donges sur les réseaux sociaux, elle n'a pas hésité à venir seule, « *même si je ne savais pas ce que j'allais trouver sur place* ». « *Mon fils est chez son père, je profite d'avoir du temps pour me mobiliser* », précise-t-elle également.

Pour Aude, étudiante en formation agricole de 24 ans également présente sur le premier barrage depuis le matin, le choix a été tout aussi limpide : « *Il faut provoquer une pénurie générale d'essence, mettre le bordel partout pour muscler le rapport de force*, lance la jeune femme, venue depuis la région nantaise avec des proches. *Donges, c'est l'endroit où il faut être.* »

Le dépôt pétrolier est effectivement un des lieux d'approvisionnement stratégiques en France. D'abord parce que chaque jour, entre 250 et 300 camions viennent y charger l'équivalent de 10 000 m³ de carburant pour fournir les stations-services des centres commerciaux et aires d'autoroute d'une grande partie de la façade ouest du pays.

« *Il commence à y avoir des tensions sur les stocks [en station]* », croit d'ailleurs savoir un transporteur, venu passer l'après-midi pour soutenir le blocage. Les risques de rupture sont accrus par la situation de la raffinerie Total, dont les stocks sont également rendus indisponibles par le blocage, après deux semaines de fermeture pour un défaut d'alimentation électrique d'origine accidentelle, et l'annonce d'une grève du personnel jusqu'au 24 mars.

En plus de la distribution par camions-citernes, le dépôt pétrolier de Donges – racheté en janvier 2022 par l'État au groupe Bolloré, qui avait sous-investi dans les installations ([lire ici notre enquête](#)) – distribue également du carburant par un pipeline tracé, depuis 1956, jusqu'en Moselle, en passant par la région parisienne. L'entreprise en tire d'ailleurs son nom : SFDM pour Société française Donges-Metz.

La compagnie présente une autre particularité, celle de ne reposer que sur très peu de salariés, une vingtaine en tout sur le site de Donges, dont 14 opérateurs. « *À chaque mouvement, on compte 100 % de grévistes chez les opérateurs, sauf que la direction appelle des intérimaires en remplacement* », déplore Morgan Lemarie, 31 ans, délégué syndical CGT de l'entreprise. « *Si on était partis sur une grève reconductible, il n'y aurait eu aucun impact.* » À l'inverse du blocage des accès, très efficace.

Ce mode d'action présente par ailleurs l'avantage de contrecarrer – au moins sur une courte durée, jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre pour lever le blocage – le risque de réquisition des salariés, [agité ce samedi](#) par le ministre de l'industrie Roland Lescure, une mesure qui a déjà été expérimentée à Donges. « *C'était lors de la grève de 2010 [lors de la mobilisation contre la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy]* », se souvient un ouvrier gréviste. « *Ma femme est venue me réveiller, les gendarmes étaient au portail de la maison. J'ai signé un document : si je n'allais pas au travail, je risquais des poursuites, pas qu'au niveau du travail, mais aussi de la justice. Je n'ai pas eu le choix* », rappelle-t-il.

Après le 49-3, des collègues m'ont dit : «Ça y est, c'est la guerre.»

Serge*, ouvrier mobilisé

Passé le premier barrage filtrant, le piquet de grève est principalement tenu, ce samedi, par des grévistes de la centrale thermique EDF de Cordemais, non loin de là. Plusieurs barnums ont été dressés : un grand frigo, des machines à café, et même un écran de télévision autour duquel les manifestants se rassemblent pour regarder les matchs de rugby du Tournoi des Six Nations.

« *La centrale est bloquée depuis deux semaines. On tourne sur une moyenne de 90 % de grévistes, il n'y a pas un mégawatt qui sort* », se félicite Yoann, syndiqué CGT de 33 ans. Au fil de l'échange, les questions s'empilent : Jusqu'où faut-il engager le rapport de force ? Comment faire céder le gouvernement ? N'est-ce pas déjà trop tard ? « *Je ne sais pas si cela aurait changé grand-chose si*

on était partis plus tôt. Ils n'écoutent rien de toute façon. Cela fait deux semaines que l'on fait des blocages et que le chef de l'État ne nous parle pas. Il faut maintenant bloquer le pays. Je pense que le 49-3 va contribuer au durcissement du mouvement », tranche le gréviste.

Serge*, la quarantaine, qui travaille sur le site industriel de Donges, a lui vécu comme une humiliation supplémentaire le choix d'Emmanuel Macron de ne pas passer par un vote à l'Assemblée nationale. « *Au téléphone, dès que le 49-3 est tombé, des collègues m'ont dit : "Ça y est, c'est la guerre."* » Lui-même hésite sur la conduite à tenir désormais, rêvant d'actions plus dures encore : « *Au bout d'un moment, marcher dans le rang dans les rues en manifestation, ça devient trop peu. Mais j'ai une famille, des enfants, je ne peux pas sortir du rang, même si j'en ai très envie.* » Avec ses 2 300 par mois, il sait qu'il est « *un privilégié* », complète-t-il. Avant de lâcher, gagné par l'émotion : « *J'aimerais être un révolutionnaire, comme mes collègues qui n'ont rien à perdre, mais moi je ne peux pas.* »

« *Les salariés étaient contents de faire le tour de Saint-Nazaire en manif, mais il fallait passer au stade supérieur* », reconnaît Morgan Lemarie, le délégué syndical de la SFDM. D'autres actions sont d'ailleurs prévues dès lundi. « *Si on ne durcit pas, il n'y aura pas d'évolution* », professe-t-il. Mais Morgan Lemarie a aussi à cœur de « *garder l'intersyndicale* », y compris avec des organisations plus modérées. « *Il y a plus de gilets jaunes sur le piquet que de CFDT, c'est certain, mais du point de vue de l'opinion, l'union syndicale, c'est une force du mouvement* », ajoute le représentant.

Il faudra aller à la violence réelle pour qu'on soit entendus. Je le regrette. Marie-Pierre, retraitée de l'Éducation nationale

Les doutes, voire l'exaspération face à l'attitude du gouvernement alimentent aussi les discussions lors de la manifestation qui parcourt, samedi matin, les rues de Saint-Nazaire. Le cortège s'est élancé de la gare à 11 h 30, après un appel à la mobilisation diffusé à la dernière minute, la veille au soir, par les sections locales de l'intersyndicale, avant la grande journée nationale du jeudi 23 mars. Il n'y a pas de camion, mais des drapeaux CGT, Solidaires ou CFDT, pas de sono, pas de banderole de tête, et le parcours, qui n'a pas été déclaré en préfecture, est improvisé.

Trois voitures de gendarmes se tiennent à distance. Les quelques centaines de manifestant·es défilent dans une zone commerciale, occupent brièvement un rond-point puis pénètrent à l'intérieur du centre commercial Auchan. « *Le plus important, c'est que l'intersyndicale tienne, que le mouvement se poursuive dans l'union. On nous a dit plusieurs fois que cela ne tiendrait pas, mais le 49-3 va encore renforcer l'union syndicale* », estime Stéphanie, une Atsem (agente intervenant en école maternelle) de 51 ans encartée à la CGT.

Mais Thierry, employé d'un grand groupe dans l'électronique, ne partage pas cet enthousiasme. « *Je suis surpris qu'il n'y ait pas plus de monde aujourd'hui. Je pensais que le 49-3 allait mobiliser, c'est la phase finale, c'est maintenant que ça se joue* », confie ce salarié non syndiqué de 54 ans, qui ne manifestait pas avant de s'engager contre la réforme.

Marie-Pierre, 63 ans, retraitée de l'Éducation nationale habituée du mouvement social, est partagée, se disant à la fois « *enthousiaste* » face à l'ampleur de la mobilisation depuis janvier, mais également « *pessimiste quand [elle] voit[t] la personnalité du président* ». Elle a en effet « *peur* » de l'évolution de la situation, et « *d'un recours à la force, encore plus souvent que ce que l'on connaît déjà* ».

« *À l'époque, se remémore-t-elle, on voyait des gouvernements qui reculaient quand la contestation sociale était forte. Là, on sent un mépris total de la rue, du nombre. Il y a des millions de personnes mais cela ne change rien.* » La retraitée ne voit ainsi pas d'autre issue que « *d'aller à la violence réelle pour qu'on soit entendus* ». « *Il ne connaît que la violence, dénonce-t-elle au sujet d'Emmanuel Macron. Je le regrette, car j'ai toujours été pacifiste.* »

20 mars 2023 (Mediapart)

<https://www-mediapart-fr.iepnomade-1.grenet.fr/journal/politique/190323/apres-le-49-3-des-etudiants-cherchent-de-nouvelles-formes-de-lutte>

RETRAITES : LE COUP DE FORCE DE MACRON REPORTAGE

Après le 49-3, des étudiants cherchent « de nouvelles formes de lutte »

Des étudiants ulcérés par le passage en force du gouvernement et par la répression policière veulent déborder l'intersyndicale avec des méthodes plus spontanées. La Coordination nationale étudiante appelle à « une journée de blocage des universités et de manifestations de la jeunesse » le 21 mars.

[Mathieu Dejean](#)

La furie des brigades de répression de l'action violente motorisée (BRAV-M) n'a pas eu raison d'elles. Samedi 18 mars, à presque 22 heures, deux jeunes manifestantes narguaient encore les forces de l'ordre, place d'Italie, d'où était parti quelques heures plus tôt le cortège parisien à l'appel de la CGT Île-de-France, en dansant et chantant : « *On est là !* » Comme dans tous les rassemblements, blocages et manifestations qui s'enchaînent depuis le 49-3 déclenché par Élisabeth Borne le 16 mars, la jeunesse était largement mobilisée, sans bannières ni drapeaux, dans cette marche [brutalement réprimée par la police](#).

À leur manière, plus fluide et spontanée que celle des syndicats, les étudiant·es joignent leurs forces un peu plus massivement aux grèves en cours, accentuant la pression sur le gouvernement sans attendre la mobilisation nationale décidée par l'intersyndicale le 23 mars. Comme si le passage en force de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale avait été la goutte de trop, après les coups portés ces dernières années aux jeunes – la réforme de Parcoursup, l'isolement dû au Covid, le Service national universel (SNU) que le gouvernement [voudrait rendre obligatoire](#). « *Cette date du 23 mars permettra un grand moment de masse dans les rues, mais entre-temps on ne va pas attendre sagement chez nous* », annonce Éléonore Schmitt, porte-parole de L'Alternative, présente place d'Italie le 18 mars. « *Nos organisations se mettent en contact au niveau local avec les blocages de ronds-points, de périphériques ou de sites industriels pour bloquer l'économie. Il faut durcir la mobilisation, passer un cap en termes de radicalité. Puisque 3,5 millions de personnes dans la rue ne suffisent pas, il faut y aller plus fort* », développe l'étudiante en sciences politiques.

Une répression qui ne trompe pas

Quelque 60 établissements d'enseignement supérieur étaient mobilisés ces trois derniers jours, et pas seulement à travers des manifestations classiques. Reprenant le slogan des lycéen·nes et étudiant·es au Chili, qui ont joué le rôle de détonateur dans l'explosion sociale de 2019, la jeunesse mobilisée prône « *des nouvelles formes de lutte* ».

En cas d'échec de la motion de censure transpartisane lundi, un éventuel recours au Conseil constitutionnel ou un référendum d'initiative partagée laissent très réservée : « *Ce serait une voie de garage, et puis le référendum a déjà eu lieu, vu le soutien de la population au mouvement social. Il faut accentuer la pression dans la rue, c'est elle qui a contraint le monde parlementaire à passer par le 49-3, qui est un signe de faiblesse* », affirme ainsi Mathis, 23 ans, étudiant en physique à l'université Paris-Cité et militant au Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) Jeunes, rencontré lors du premier rassemblement place de la Concorde, le 16 mars.

« *Le 49-3 montre l'isolement de Macron, par en haut mais surtout par en bas. On ne gagnera pas par des motions de censure mais par un climat de grève qui doit se généraliser dans les universités* », abonde Simon, étudiant à Paris III et militant au Poing levé, venu apporter son soutien aux éboueurs grévistes du centre d'incinération d'Ivry (aussi appelé « Tiru », pour « traitement industriel résidus urbains »), le 17 mars.

Le soutien aux travailleurs et travailleuses en grève dans des secteurs clés fait notamment partie de la stratégie de ces jeunes militant·es, pour beaucoup engagé·es à l'extrême gauche. Depuis quelques

jours, le piquet de grève du centre d'incinération d'Ivry reçoit la visite de groupes d'étudiant·es, doctorant·es et enseignant·es – plusieurs universités, dont celle de Tolbiac, sont géographiquement proches.

« Une nouvelle forme de lutte est possible. On est peut être à l'aube d'une mobilisation de type "gilets jaunes", avec des manifestations moins ordonnées, plus fluides, sauvages, qui peuvent créer les conditions d'un engouement jeune, étudiant et populaire », estime Mathis.

La constitution de foyers de convergence entre étudiant·es et travailleurs et travailleuses effraie-t-elle le pouvoir ? Depuis le premier rassemblement place de la Concorde après le 49-3, où des centaines de jeunes s'étaient retrouvé·es à l'appel de l'Inter-facs (qui rassemble des universités d'Île-de-France en lutte) et d'organisations de jeunesse, les fermetures administratives d'établissements, le passage des cours en distanciel et la répression policière se multiplient (217 personnes ont été interpellées le 16 mars, 122 le 18 à Paris).

« Les fermetures administratives arbitraires, annoncées le matin pour la journée, tout comme l'usage systématique du distanciel quand il y a des mobilisations prouvent une chose : leur priorité est que l'université ne soit pas un espace d'organisation politique », assène Marla, doctorante en sociologie, croisée à l'incinérateur d'Ivry le 17 mars.

La CNE appelle à de nouvelles actions

Ce même jour, deux membres du service d'ordre (SO) du NPA Jeunes et du Poing levé ont été arrêtés après une manifestation non déclarée pour protester contre la fermeture administrative de l'université de Tolbiac (XIII^e arrondissement), connue pour être traditionnellement très mobilisée. « Le symbole est fort : on a un 49-3, et le lendemain un campus mobilisé est fermé », constate Mathis. Selon nos informations, le premier des interpellés a été libéré sans poursuites ; l'autre, Léo, étudiant à Paris VIII, a été déféré au tribunal après 48 heures de garde à vue. Ce 19 mars à 18 heures, il attendait de passer devant le juge des libertés.

« La répression est beaucoup plus violente depuis le 49-3, il y a beaucoup d'interpellations. Ça montre qu'ils ont peur », estime Tom, étudiant à Paris III, et membre du SO du NPA Jeunes présent lors de cette manifestation.

Ce week-end, Tom était présent à la deuxième réunion de la Coordination nationale étudiante (CNE), qui fédère les universités mobilisées. À l'issue de cette réunion, les délégations venues de 31 universités (dont celles de Rouen, Caen, Lille, Nantes, Besançon, Limoges, Strasbourg ou encore Reims) ont décidé d'appeler à « rejoindre, dès lundi, toutes les initiatives de manifestations, actions, blocages, qui vont dans le sens de renforcer le mouvement et la grève reconductible » et à « une journée de blocage des universités et écoles, d'assemblées générales et de manifestations de la jeunesse en direction des travailleur·euses » le mardi 21 mars.

« C'est peut-être l'embryon de quelque chose de nouveau », juge Tom, pour qui l'engagement des jeunes « dépasse les retraites » : « C'est contre les violences policières, les perspectives économiques incertaines du futur, le racisme, le sexisme, pour le repas du Crous à 1 euro qui a été rejeté par l'Assemblée nationale... Il y a une frustration générale, et le 49-3 a fait basculer beaucoup de jeunes du cynisme à l'émulation dans la lutte. »

20 mars 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/pierre-antoine-delhommais/l-inflation-un-faux-allie-de-la-reforme-des-retraites-20-03-2023-2512706_493.php

L'inflation, un faux allié de la réforme des retraites

ÉDITO. Le moyen le plus efficace de faire progresser le pouvoir d'achat est d'augmenter la quantité de travail. Ce que la majorité des Français refuse obstinément.

Par [Pierre-Antoine Delhommais](#)



Les prix auront-ils raison de la grève ? © Stéphane AUDRAS/REA

Publié le 20/03/2023 à 07h00

Avec plus de deux tiers des Français se disant dans les sondages toujours opposés à la réforme des retraites, il est clair que le gouvernement a définitivement perdu la bataille de l'opinion. Elle était à vrai dire perdue d'avance. **On voit mal en effet comment une réforme qui, contrairement aux dires du ministre du Travail Olivier Dussopt, constitue bien une régression sociale aurait pu soulever l'enthousiasme des foules.**

On voit mal comment une réforme financièrement justifiée mais qui exige des efforts et des sacrifices individuels, qui fait objectivement infiniment plus de perdants que de gagnants, qui enfin augmente le temps de la vie passé à travailler et diminue celui de ses vieux jours consacré à se reposer et se distraire aurait pu emporter l'adhésion des Français. Non par la faute des politiques néolibérales mais en raison du vieillissement de la population, de l'allongement de l'espérance de vie et des problèmes de financement qui en découlent, l'époque des réformes de retraites heureuses qui abaissaient l'âge de départ légal est révolue depuis bien longtemps dans les pays occidentaux.

Impopularité

Il est illusoire de penser dans ces conditions qu'une concertation plus poussée avec des syndicats de toute façon convaincus, CFDT comprise, que l'amélioration du bien-être économique individuel et collectif passe nécessairement par la réduction du temps de travail aurait permis d'amadouer Laurent Berger et Philippe Martinez. Ou encore qu'une communication gouvernementale moins cafouilleuse et des ministres doués d'un minimum de talent pédagogique auraient rendu la réforme plus acceptable aux yeux des Français. **Ces derniers ne sont pas économiquement masochistes et la réforme des retraites n'avait pas plus de chances d'être populaire qu'une hausse d'impôts.**

La question se pose en revanche de son timing, de savoir si le moment était bien choisi pour la lancer compte tenu de la fragilité psychologique d'un pays à peine remis de la crise du Covid et surtout du **contexte économique particulièrement difficile qu'est celui de la stagflation**.

Menace

Dans les travaux empiriques de référence qu'il a menés sur les conditions de réussite des réformes structurelles, l'économiste de l'OCDE William Tompson fait le constat que *« la probabilité d'adoption ou de blocage est la même en période d'expansion ou de ralentissement de l'activité »*. *« Les réformes des retraites ont été lancées dans une situation allant d'une profonde récession à une forte croissance, précise-t-il. Puisque les coûts et les avantages des réformes des retraites se font sentir à très long terme, il ne faut pas s'attendre à ce que les fluctuations conjoncturelles influent fortement sur la politique de réforme dans ce secteur. »* **Il relève toutefois que des finances publiques saines se révèlent plus propices au lancement de réformes structurelles. Ce qui n'est certes pas le cas de la France avec ses 165 milliards d'euros de déficit budgétaire prévus en 2023 et ses 3 000 milliards d'euros de dette publique.**

À cela s'ajoute le contexte inédit depuis les années 1980 de forte inflation qui lamine le pouvoir d'achat. Le gouvernement espère non sans cynisme y trouver une alliée de circonstance à même d'éviter le blocage économique du pays, en dissuadant les grévistes de poursuivre dans la durée un mouvement qui leur coûte personnellement très cher. **Un pari éminemment risqué quand on sait à quel point l'inflation, en particulier alimentaire comme c'est aujourd'hui le cas, a de tout temps et en tout lieu été un formidable détonateur de colères sociales et de révoltes populaires. Plus que les hausses d'impôts, le chômage, les inégalités et même la soif de liberté.** De l'empereur romain Dioclétien jusqu'aux printemps arabes en passant par la Révolution française, l'histoire montre qu'il n'est pas de menace plus grande pour les pouvoirs en place qu'une flambée des prix de la farine.

Il ne faut pas s'y tromper. Les manifestations contre la réforme des retraites sont aussi des manifestations contre l'inflation et contre la baisse du pouvoir d'achat. **Avec ce paradoxe que le moyen le plus efficace de faire progresser celui-ci de façon durable serait d'augmenter individuellement et collectivement la quantité de travail dans notre pays, ce qu'une immense majorité de Français refuse obstinément.**

20 mars 2023 (Le Monde)

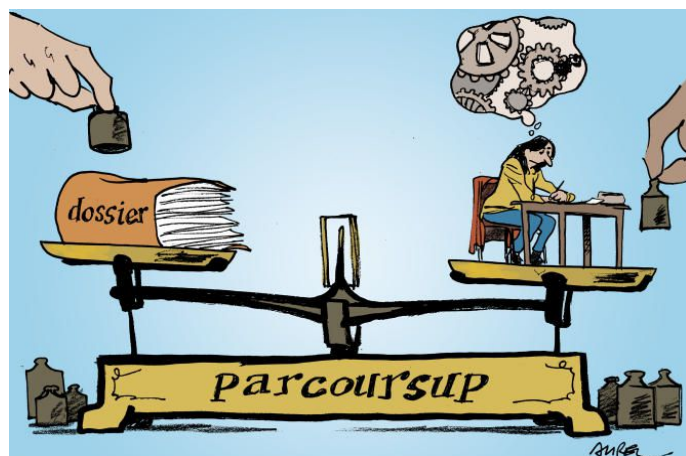
https://www.lemonde.fr/campus/article/2023/03/20/bac-comment-vont-compter-les-notes-de-specialite-dans-parcoursup_6166178_4401467.html

Bac : comment vont compter les notes de spécialité dans Parcoursup ?

La communauté universitaire salue l'entrée dans Parcoursup des deux notes d'épreuves nationales de spécialité, qui se tiennent du 20 au 22 mars. Elles permettront un examen plus objectif des candidatures, indépendant des pratiques de notation des lycées d'origine.

Par [Sylvie Lecherbonnier](#) et [Soazig Le Névé](#)

Publié aujourd'hui à 03h30, mis à jour à 08h17



AUREL

C'est la question que tous les candidats au baccalauréat et leurs familles se posent : comment les notes obtenues aux épreuves nationales des enseignements de spécialité, que passent pour la première fois 536 000 élèves de terminale générale et technologique entre lundi 20 et mercredi 22 mars, vont-elles compter dans Parcoursup ?

Jusqu'à cette année, outre le contrôle continu, seuls les résultats aux épreuves anticipées de français figuraient dans les candidatures, les notes des autres épreuves terminales du bac n'étant ajoutées aux dossiers qu'en juillet.

Les deux épreuves nationales de spécialité du mois de mars, qui représentent 32 % de la note finale de l'examen, ont été placées à cette date pour permettre leur prise en compte sur la plate-forme d'admission après le bac. Ce changement de calendrier, voulu en 2018 par le ministre Jean-Michel Blanquer en vue de rapprocher le lycée de l'enseignement supérieur, n'avait pas encore été possible en raison des perturbations dues à la pandémie de Covid-19.

A l'issue des épreuves, plus de 35 000 correcteurs seront mobilisés tout au long du mois de mars, avec pour objectif d'entrer les notes dans Parcoursup le 11 avril. Le déroulé de la correction ne déroge pas au processus habituel du baccalauréat : les copies numérisées seront réparties entre enseignants, et une commission d'entente aura lieu quelques jours après pour convenir du barème et des consignes. A l'issue des corrections, une commission d'harmonisation se tiendra pour garantir l'égalité de traitement entre les jurys et les différents sujets.

Les enseignants de terminale restent dans l'expectative sur la manière dont leurs collègues de l'enseignement supérieur vont se saisir de ces nouveaux indicateurs, tant les deux mondes s'ignorent encore largement.

Pour Muriel Salvatori, enseignante de mathématiques dans l'académie de Grenoble, cette prise en compte « permet d'avoir des notes indépendantes du lycée d'origine » et de « confirmer si les notes de ces épreuves terminales sont cohérentes avec le contrôle continu ». « Certains lycées ont la réputation de surnoter, d'autres de sous-noter. Ces notes permettront d'établir une corrélation », juge Frédéric Brossard, enseignant de mathématiques et professeur dans une prépa privée. Grâce à ces épreuves nationales, « les classes préparatoires vont aussi pouvoir juger de la capacité des élèves de terminale à se projeter dans les conditions d'un concours », ajoute-t-il.

« Enfin des notes nationales ! »

La manière d'intégrer ces deux notes relève de la seule compétence des commissions d'examen des vœux propres à chaque établissement du supérieur. Ce sont elles qui « déterminent les critères et modalités d'examen des vœux, dans le respect des critères généraux affichés aux candidats sur la plate-forme dès le 20 décembre », rappelle le ministère de l'enseignement supérieur. Les pondérations opérées dans le détail entre critères de sélection et entre épreuves du bac demeureront largement confidentielles, en vertu de la souveraineté des jurys.

L'arrivée de ces deux nouvelles notes, auréolées d'un caractère national, est vécue comme une délivrance chez les universitaires. Le principe du contrôle continu – poussé à l'extrême à cause du contexte sanitaire – a largement entamé leur confiance dans la sincérité des bulletins fournis par les lycéens. « Enfin des notes nationales !, s'exclame Samy Abbes, maître de conférences en mathématiques à l'université Paris Cité, qui fera le tri dans quatre mille dossiers pour constituer une promotion de 90 étudiants. Cela me rassure, elles vont garantir une équité, et nous allons largement nous en servir pour gommer les différences d'un lycée à l'autre, voire d'une classe à l'autre. »

La licence de mathématiques présente un avantage : « Pouvoir utiliser la note nationale d'un enseignement de spécialité de maths suivi par l'ensemble de nos candidats », souligne Samy Abbes, qui s'attend, après discussion avec ses trois collègues membres de la commission d'examen des vœux, à ce que les notes de mars comptent pour environ 70 % dans le recrutement.

La situation s'annonce moins évidente pour Aurore Chaigneau, codirectrice de la licence droit et science politique à l'université de Nanterre. Contrairement aux mathématiques, sa formation ne cible pas un unique enseignement de spécialité.

« Comme nous y incitait le ministre de l'éducation nationale à l'époque, nous avons pris le parti de tenir compte de manière équivalente de toutes les notes au contrôle continu, car le choix de spécialité n'est pas déterminant dans notre filière, explique-t-elle. Donner désormais plus d'importance à ces deux notes du bac impliquera de reparamétrer notre algorithme de tri... » Aurore Chaigneau se dit prête à « ajouter encore des lignes de code », mais elle doute que l'ensemble des licences en sciences humaines suivent. « Les enseignants-chercheurs en ont un peu marre de tous ces revirements qui reposent sur eux seuls, rares étant ceux qui disposent de services administratifs pour s'en charger. »

Fin des « largesses » ?

Un grand nombre de formations vont calculer la moyenne entre notes au contrôle continu et notes nationales, pronostique Pierre Mathiot, [concepteur de la réforme du bac en 2018](#) et directeur de Sciences Po Lille. « J'espère que cela va aider à un retour à la normale dans la notation, pour qu'un professeur de terminale ne mette pas 17 si, au fond de lui, il pense que la copie vaut 13 », commente-t-il. La pratique était devenue courante ces trois dernières années alors que chaque note obtenue, dès la 2^{de}, est perçue comme déterminante. A l'avenir, poursuit Pierre Mathiot, « ces largesses pourraient se retourner contre les enseignants si des élèves s'aperçoivent qu'ils ont des notes soudainement bien inférieures en mars ».

A Sciences Po Bordeaux, où le concours d'entrée a été remplacé par la présentation d'un dossier pédagogique fourni, le professeur Vincent Tiberj a mis au point un algorithme de sélection paramétré pour favoriser davantage d'ouverture sociale et territoriale. « Avec les notes nationales, on va retrouver un peu de

dispersion, ce qui est positif. Mais je continue à penser qu'un contrôle continu a l'avantage de mieux mesurer la qualité académique d'un candidat par rapport à une épreuve finale », développe celui qui plaidera auprès de la commission d'examen des vœux pour que le contrôle continu conserve un poids important.

Les candidats sauront-ils à quoi s'en tenir pour chacune des formations qu'ils visent ? Rien n'est moins sûr. « *Nous ne sommes pas tenus de dévoiler l'intégralité des coefficients qu'on utilise pour calculer la note finale », rappelle Régis Fleurquin, chargé du recrutement à l'IUT de l'université Bretagne-Sud et concepteur d'un outil informatique gratuit en ligne, SupEasy, capable de déterminer, en fonction du profil scolaire du candidat, l'ensemble des établissements qui proposent la formation souhaitée ainsi que ses chances d'admission, la moyenne au bac des admis, la sélectivité de l'établissement, et la distance par rapport au domicile du candidat.*

Selon lui, des formations pourraient être tentées de « *miser à 100 % sur les notes de mars pour ne prendre aucun risque avec le contrôle continu, ce qui rapprocherait cette sélection d'un concours », ajoute Régis Fleurquin.*

Pas « la seule clé »

Les écoles d'ingénieurs du groupe INSA, qui offrent deux mille places pour quelque 21 000 candidatures, ont décidé de jouer carte sur table, pour une raison bien précise : poursuivre [la féminisation des promotions d'ingénieurs](#), qui oscille entre 35 % et 40 %. « *Depuis le mois de novembre, nous avons arrêté notre choix, rapporte Claude Maranges, président de la commission d'admission. Les enseignements de spécialité compteront autant en épreuves nationales qu'en contrôle continu, car nous jouons l'équité et savons que le dossier scolaire est plus favorable que le bac pour les filles. »*

Pour entrer à Sciences Po Paris, les résultats au bac n'auront pas plus d'influence que « *la performance académique au cours des trois années au lycée », cadre Gabriela Crouzet, directrice des admissions. Les deux notes de mars s'intégreront dans « une moyenne non pondérée de l'ensemble des épreuves et du contrôle continu dans les matières du baccalauréat entre la classe de 1^{re} et de terminale ».*

Quant aux classes préparatoires, elles promettent d'user des deux notes nationales « *avec discernement », sans déroger à un examen « manuel », comprenant la lecture des appréciations dans les disciplines prioritaires et de chaque projet de formation motivé. « On ne peut pas considérer que ces deux notes nationales sont la seule clé, explique Joël Bianco, proviseur du lycée parisien Louis-le-Grand, à la tête de l'Association des proviseurs de lycées à classes préparatoires aux grandes écoles. Dans les 22 500 dossiers que nous recevons, nous ne cherchons pas à récompenser un parcours particulièrement réussi au lycée, mais à détecter des potentiels. »*

20 mars 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/03/20/la-france-devrait-eviter-la-recession-affirme-le-gouverneur-de-la-banque-de-france_6166198_3234.html

« La France devrait éviter la récession », affirme le gouverneur de la Banque de France

Dans un entretien au « Monde », François Villeroy de Galhau estime que la croissance devrait être de 0,6 % au lieu de 0,3 % sur l'année et l'inflation plutôt à 5,4 %. Il se veut par ailleurs rassurant sur la solidité des banques françaises.

Propos recueillis par [Béatrice Madeline](#) et [Eric Albert](#) (Londres, correspondance)

Publié aujourd'hui à 06h27, mis à jour à 07h59



François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, au forum financier international de Paris Europlace, le 12 juillet 2022. BENOIT TESSIER / REUTERS

Selon les projections macroéconomiques de la Banque de France, publiées ce lundi 20 mars, l'économie française, qui a crû de 2,6 % en 2022, frôlera la stagnation cette année avec une croissance de 0,6 %, tandis que l'inflation commencerait à se replier sur la deuxième moitié de l'année. Cependant, ces projections finalisées début mars, « *sont entourées d'une incertitude accrue du fait des tensions financières depuis le 10 mars* », souligne l'institution financière.

[Son gouverneur, François Villeroy de Galhau](#), se veut cependant rassurant sur la solidité des banques françaises et européennes, estimant que leur régulation est meilleure qu'aux Etats-Unis, et que les problèmes de Credit Suisse étaient spécifiques à cette banque.

De façon plus polémique, il appelle le gouvernement à retirer progressivement le bouclier tarifaire sur l'énergie, les comptes de l'Etat étant trop dans le rouge. enfin, il s'inquiète des marges bénéficiaires trop importantes des entreprises dans les domaines de l'énergie et de l'agroalimentaire.

La France va-t-elle échapper à la récession tant redoutée ?

La projection que nous publions ce lundi 20 mars comprend pour 2023, par rapport à nos précédentes prévisions, un peu plus de croissance et un peu moins d'inflation.

La croissance devrait être de 0,6 % sur l'année, au lieu de 0,3 %. Nous devrions donc effectivement échapper à la récession. L'inflation était prévue à 6 % de hausse sur l'année : elle serait désormais plutôt à 5,4 %, essentiellement à cause de la modération des prix de l'énergie. Malgré ces deux bonnes nouvelles, il faut rester très mobilisé sur ces deux fronts.

Oui, l'inflation reste une préoccupation majeure...

Je veux être clair : l'inflation reste trop élevée aujourd'hui en France, même si elle va commencer à baisser d'ici à la fin de ce premier semestre, et si son recul devrait se poursuivre sur la deuxième moitié de l'année.

L'inflation, qui a touché essentiellement en 2022 l'énergie et l'alimentation, se propage à l'ensemble des biens et des services. Est-ce inquiétant ?

La hausse des prix de l'énergie et des prix alimentaires est l'inflation la plus visible, et elle est douloureusement ressentie par nos concitoyens. Elle ne représente cependant qu'un quart de notre consommation moyenne et donc de l'indice des prix, et elle devrait être temporaire. Les prix de l'énergie ont déjà amorcé un net ralentissement. Les prix de l'alimentation, eux, devraient commencer à décélérer d'ici à la fin de l'année, parce que les prix de gros agricoles baissent depuis la fin de l'année 2022, et qu'il y a un décalage de quelques trimestres entre l'évolution de ces prix mondiaux et celle des prix à la consommation.

Mais il faut faire aussi attention aux trois autres quarts, dont on parle moins : c'est tout le reste de notre consommation, soit pour une moitié les services – comme l'hôtellerie-restauration ou les transports – et pour un quart les produits manufacturés. Ils représentent cette fameuse inflation « sous-jacente » ou plus large, qui est actuellement autour de 4 %. Elle risque de s'avérer plus persistante que la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation.

Quelles sont les armes pour la combattre ?

Combattre cette inflation plus large, sous-jacente, est le champ d'action de la politique monétaire, c'est pourquoi nous avons augmenté les taux d'intérêt depuis l'été 2022 [*de -0,5 % à 3 % pour le taux de dépôt*]. Je redis notre engagement : avec la Banque centrale européenne [*BCE*], nous ferons ce qu'il faut pour ramener l'inflation vers 2 % d'ici à fin 2024 ou fin 2025.

Y compris au risque de provoquer cette récession que l'on vient d'éviter ?

Encore une fois, sauf événement mondial majeur, la France va échapper à la récession – ce qui, souvenez-vous, était la grande inquiétude d'il y a quelques mois. Nous traitons la maladie inflationniste à temps : si elle s'installait de façon persistante, elle serait le pire ennemi de la croissance en minant la confiance des consommateurs comme des entrepreneurs.

Faut-il, comme le disait Christine Lagarde, jeudi 16 mars, ouvrir un débat sur un « partage adéquat du fardeau » de l'inflation ?

L'équité, c'est que tout le monde prenne sa part de l'effort. Pour les marges des entreprises dont a parlé Christine Lagarde, il y a de grandes différences entre secteurs et entre tailles d'entreprises. En France, globalement, les marges ont baissé par rapport à 2021, qui était une année record, et sont revenues à leur niveau de 2018. Mais il faut être attentif à ce qui se passe dans l'énergie, bien sûr, et aussi sans doute dans l'industrie agroalimentaire ou certains services. La concurrence et un peu de vigilance devraient inciter à modérer les prix en faveur des consommateurs.

Qui paie aujourd'hui la facture de l'inflation en France ?

Nous avons collectivement subi, avec la guerre en Ukraine et la crise énergétique, un prélèvement extérieur de près de 1,5 % du produit intérieur brut [*PIB*]. Jusqu'à présent, c'est en grande partie l'Etat qui a payé le choc.

Les ménages ont heureusement été en moyenne relativement préservés : les transferts budgétaires et le bouclier tarifaire ont été mis en place en France plus tôt qu'ailleurs. Mais avec plus de 110 % de dette publique, et 5 % de déficit, l'Etat ne pourra pas continuer à dépenser indéfiniment. A la faveur du

ralentissement des prix énergétiques, il faut progressivement sortir des subventions, en les ciblant vers ceux qui en ont le plus besoin.

Dans ce contexte, faut-il augmenter les salaires ?

La rémunération par salarié a significativement augmenté en 2022, de près de 4 % en moyenne annuelle. Sauf pour le smic qui est pleinement indexé, cette hausse a été un peu moindre que l'inflation. Néanmoins, le pouvoir d'achat du revenu total par habitant a finalement résisté en 2022, grâce au soutien budgétaire et aussi aux créations d'emplois encore dynamiques.

En 2023, les hausses de rémunérations par salarié pourraient culminer vers 6 % à 7 % avant de décélérer avec l'inflation, et le pouvoir d'achat total resterait globalement stable cette année de nouveau. Je mesure que tout le monde ne se retrouve pas dans ces moyennes : il faut être attentif à ceux qui sont le plus touchés, et il y a logiquement des différences salariales significatives entre les entreprises. Mais c'est notre intérêt collectif d'éviter une spirale prix-salaires, où tout le monde serait perdant.

Sur la croissance, étant donné les vives tensions sur le débat sur les retraites, prônez-vous toujours la poursuite de réformes structurelles ?

Je vais dire les choses différemment : nous gérons depuis trois ans les urgences face aux crises ; mais les stimulants budgétaires et monétaires mis en place avec la pandémie de Covid-19 ne sont plus aujourd'hui le remède efficace.

Notre vrai défi français, c'est de muscler notre capacité productive. Nous devons maintenant pour cela avoir une stratégie de transformation de l'économie française, globale, durable, juste, selon trois dimensions : la transformation écologique et énergétique bien sûr, la transformation numérique, et aussi la transformation du travail. Le travail doit être accessible en plus grande quantité, alors que la moitié des entreprises a des difficultés à recruter et que nous sommes encore loin du plein-emploi ; mais il doit être surtout plus qualifié et plus attractif : c'est notamment toute la bataille des compétences et de la formation.

Aux Etats-Unis, la Silicon Valley Bank (SVB) a fait faillite. [En Europe, Credit Suisse a été racheté en catastrophe dimanche 19 mars par UBS](#), pour seulement 3 milliards de francs (3 milliards d'euros), moitié moins que son prix en Bourse vendredi, conclusion humiliante pour un établissement qui était encore un mastodonte prestigieux il y a quelques années. Faut-il craindre une nouvelle crise bancaire mondiale ?

Il y a deux problèmes très différents, tous les deux hors de la zone euro. Le premier touche les banques américaines de taille moyenne pour lesquelles il y a eu un manque de réglementation et de supervision. L'application des règles dites de Bâle III (les exigences en fonds propres et en liquidité des banques) y est beaucoup trop partielle depuis une décision de l'administration Trump.

Du côté de Credit Suisse, c'est une banque qui avait depuis plusieurs années un problème de modèle d'activité et de rentabilité, et qui souffrait de contrôles internes insuffisants. Les autorités suisses se sont fortement mobilisées ce week-end pour l'adosser à UBS, ce qui est une solution bienvenue.

Parmi les banques françaises, aucune ne présente ces caractéristiques de sous-régulation propre aux Etats-Unis, ou de non-rentabilité que connaissait Credit Suisse. L'industrie bancaire en France est concentrée autour de six grands établissements qui ont tous un modèle d'affaires stable et profitable, une forte maîtrise des risques, et un haut degré de conformité aux règles. Pour redire une évidence, les banques françaises sont solides.

Les banques européennes sont dans des situations différentes, certes, mais ne vont-elles pas être fragilisées par la soudaine remontée des taux d'intérêt, de -0,5 % à 3 % en zone euro ? Ce n'est pas rien...

Il ne faut pas se tromper, la remontée des taux d'intérêt est globalement favorable au secteur bancaire. Dans leur bilan, les banques ont en général des dépôts à vue qui ne leur coûtent pas plus cher quand les taux remontent, et des crédits, qui leur rapportent plus au fur et à mesure que ceux-ci seront renouvelés.

Le modèle de SVB était différent : des dépôts coûteux et concentrés d'entreprises du secteur de la tech, et peu de crédits ; SVB avait ainsi investi son excédent de trésorerie dans des obligations qui ont subi des moins-values avec la remontée des taux. Les banques françaises et plus généralement européennes sont au contraire des banques diversifiées, avec une large base de déposants et un gros portefeuille de crédits.

Néanmoins, était-il bien prudent dans ce contexte mouvementé que la BCE augmente jeudi 16 mars son taux d'intérêt de 0,5 point ?

C'était la décision de cohérence, qui a été bien accueillie, y compris par les marchés. La banque centrale est responsable de la stabilité des prix comme de la stabilité financière. Les instruments qui servent chacun de ces deux objectifs sont différents. L'instrument majeur pour assurer la stabilité des prix, ce sont de fait les taux d'intérêt. Pour la stabilité financière, nous disposons notamment d'instruments pour fournir de la liquidité aux banques, que nous sommes prêts à renforcer autant que de besoin.

Jusqu'où les taux d'intérêt peuvent-ils monter ?

Nous verrons avec un grand pragmatisme, et nous serons guidés par les données économiques, dont l'évolution de l'inflation sous-jacente dont j'ai parlé.

20 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/societes/rheinmetall-le-constructeur-de-chars-allemand-rehabilite-a-la-bourse-20230319>

Rheinmetall, le constructeur de chars allemand, réhabilité à la Bourse

Par [Pierre Avril](#)

Publié hier à 17:49 , mis à jour hier à 17:49



Un char de combat Panther KF-51 du groupe d'armement Rheinmetall. *JULIAN STRATENSCHULTE/dpa Picture-Alliance via AFP*

La guerre en Ukraine dope l'activité de cet industriel mal-aimé.

Correspondant à Berlin

Il y a deux ans, Rheinmetall était jugé *non grata* à Leipzig, où les mouvements pacifistes héritiers de la révolution de 1989 s'opposaient à l'extension militaire de l'aéroport civil, pilotée par le fabricant de chars. Aujourd'hui, le groupe d'armement savoure son retour en grâce. [Les Leopard](#), dont il produit les canons, arrivent en Ukraine, ses résultats explosent. Lundi 20 mars, il fera son entrée au DAX, l'indice phare de la Bourse de Francfort.

Juste avant l'invasion russe en Ukraine, l'action valait 94 euros. À la veille de rejoindre l'indice allemand vedette, elle s'échangeait à 260 euros, dans la foulée d'annonces mirobolantes: chiffre d'affaires 2022 record (6,4 milliards d'euros), hausse de 27 % du résultat opérationnel et promesses de hauts dividendes en 2023, même si des analystes restent sur leur faim. 2023 sera marquée par un «*élan gigantesque*», a tonitrué son patron Armin Papperger.

Cet ingénieur de 59 ans, entré chez Rheinmetall en 1990, voit enfin son heure venue. Avant la guerre, lui et son entreprise passaient pour de vulgaires marchands de canons aux yeux d'une opinion publique pacifiste. Le 27 mars 2022, le chancelier Olaf Scholz décrétait au Bundestag «*un changement d'époque*» de la politique sécuritaire allemande, doté de 100 milliards d'euros. Vingt-quatre heures plus tard, l'entreprise de Düsseldorf publiait un catalogue de ses potentiels services: chars, munitions, vêtements de protection, grenades à main, systèmes de défense aérienne... pour 42 milliards d'euros.

L'homme est un excellent vendeur, en plus d'un talentueux lobbyiste, aussi bavard que son partenaire-concurrent de KMW, Ralf Ketzler, est discret. «*Son absence de diplomatie convient mieux à la vente de chars d'assaut qu'à celle de panneaux solaires*», ironise le quotidien *Süddeutsche Zeitung*, tout en saluant un homme d'affaires sachant «*se positionner avant la concurrence*».

Peu après avoir pris la présidence de Rheinmetall en 2013, Armin Papperger a recruté un lobbyiste en chef en la personne de l'ancien officier et ministre libéral d'Angela Merkel Dirk Niebel. En 2017, il a fait entrer au conseil de surveillance l'ex-ministre de la Défense CDU Franz Josef Jung. Un détail piquant lorsqu'on sait que les responsables allemands critiquent traditionnellement la proximité de l'État français avec l'industrie de défense nationale.

Leopard et Puma tirent le chiffre d'affaires

Rheinmetall explique toujours qu'il n'est pas un «fabricant de canons» - activité représentant 1 % du chiffre d'affaires - mais un **«groupe technologique intégré» produisant aussi bien des compresseurs de pompes à chaleur que des composants de la filière hydrogène. Mais de facto, le militaire tire le chiffre d'affaires, dont un doublement est prévu d'ici à 2035 (12 milliards d'euros): véhicules d'infanterie Puma, systèmes de numérisation des Leopard, systèmes de défense antiaérienne bientôt déployés en Ukraine, munitions, pièces de fuselage des chasseurs F-35 américains...**

Armin Papperger, qui fait feu de tout bois, évoque aujourd'hui la construction d'une usine de poudre en Saxe, là où les pacifistes de Leipzig bloquent son hub militaire. Il annonce 400 millions d'euros d'investissements pour une usine de munitions en Hongrie parallèlement au rachat pour 1,2 milliard d'euros du fabricant espagnol de munitions. Il parle de la construction en Ukraine d'une usine de nouveaux chars Panther KF-51. Quitte à rétro-pédaler plus tard, évoquant des contraintes d'autorisation politique. Les liens d'affaires de Rheinmetall avec la Suisse, qui refuse l'exportation d'armes vers l'Ukraine, handicapent aussi son activité.

Des analystes financiers doutent que Rheinmetall puisse suivre l'augmentation du volume d'affaires. **Ses annonces médiatiques agacent son concurrent français Nexter, qui a créé avec l'allemand KMW (Krauss-Maffei Wegmann), une entreprise commune (KNDS), notamment associée à la construction du char franco-allemand du futur. Ce projet, aujourd'hui embourbé, et auquel collabore également Rheinmetall, est susceptible d'entrer en concurrence avec le développement pour l'Ukraine du Panther maison KF-51. «Davantage qu'une solution répondant à l'urgence» de la guerre, ce dernier projet relève «de l'effet d'annonce», griffe Nicolas Chamussy, directeur de KNDS, dans un entretien au *Point*. Interrogées sur la polémique, ces entreprises n'ont pas donné suite aux sollicitations du *Figaro*. Les bons «résultats de Rheinmetall ne concernent qu'eux-mêmes», dit-on chez Nexter.**

S'agissant de la Bundeswehr, les investissements doivent être conditionnés à des «commandes» du gouvernement, répète Armin Papperger, ce qui irrite Berlin. Olaf Scholz préférerait que l'industriel prenne des risques et entre dans une logique d'économie de guerre et plus seulement de marché. De fait, aucun centime des 100 milliards d'euros annoncés par le chancelier - desquels Rheinmetall espère tirer 42 milliards d'ici à huit ans - n'a encore été dépensé. Et ce budget «ne suffira pas» à rénover l'armée, prévient le volubile patron, qui croit en sa bonne étoile.

20 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/politique/guillaume-tabard-motion-de-censure-les-hypocrisies-d-une-alliance-des-contraires-20230319>

Guillaume Tabard: «Motion de censure, les hypocrisies d'une alliance des contraires»

Par [Guillaume Tabard](#)

Publié hier à 20:45 , mis à jour hier à 22:16



À la tribune de l'Assemblée, il ne sera pas uniquement question de la retraite à 64 ans. *GAUTHIER BEDRIGNANS/Hans Lucas via AFP*

CONTRE-POINT - Les motions de censure de ce lundi sont un bon révélateur de «la comédie des clivages».

Comment faut-il regarder les motions de censure ? Comme un vote sur la réforme des retraites? Comme un référendum sur Emmanuel Macron? Comme une lessiveuse du paysage politique? **Commençons par une lecture strictement institutionnelle. Le rejet, probable, des deux textes déposés par le groupe Liot et par le groupe RN aura pour effet l'adoption ipso facto de la réforme des retraites.** Si, jeudi, l'exécutif n'a pas été suffisamment sûr de trouver une majorité pour la voter, il ne devrait pas se trouver lundi de majorité pour la rejeter. Pour Élisabeth Borne, une page sera tournée, celle du parcours chaotique de cette réforme.

Mais à la tribune de l'Assemblée, il ne sera pas uniquement question de la retraite à 64 ans. C'est le procès d'Emmanuel Macron qui sera fait. Celui de son action, de sa méthode, de sa personne et de son gouvernement. Le recours au 49.3 a été présenté par ses opposants comme une preuve de son entêtement, de son mépris du Parlement autant que de la rue. **Le chef de l'État sera sommé de changer de politique, c'est-à-dire de renoncer au programme sur lequel il a obtenu plus de voix que tous les autres candidats, ou de changer de premier ministre, ou de retourner aux urnes, via un référendum ou une dissolution.** Et comme souvent, on passera de la contestation d'un texte précis à la dénonciation d'un climat général. Même si le vote ne le concerne pas, c'est Emmanuel Macron qui devra s'expliquer rapidement devant les Français. Avant sans doute son voyage en Chine, le 4 avril. Sa baisse sévère dans le baromètre Ifop-JDD, à 28 %, son plancher depuis février 2019 lors de la crise des «gilets jaunes» prouve que c'est lui que l'opinion rend responsable de la situation, plus qu'Élisabeth Borne, basse, à 29 %, mais stable.

Les motions de censure de ce lundi sont par ailleurs un bon révélateur de **ce que le politologue Dominique Reynié appelle «la comédie des clivages».** Que d'hypocrisies et de revirements en effet! Ainsi du succès du texte du groupe Liot, celui qui ratisse le plus large. La gauche et les LR anti-réforme des retraites se drapent de dignité «républicaine» pour ne pas signer une même motion que le RN, mais dès lors que le texte est porté par un tiers, **aucun n'a de scrupule à la fusion des votes**

mélenchonistes, lepénistes et gaullistes. Le «front commun» anti-Macron l'emporte sur le «front républicain» anti-Le Pen.

Grande alliance des contraires

Le plus étonnant des paradoxes est de voir **cette grande alliance des contraires** se réaliser sous la houlette du centriste Charles de Courson, archétype du «notable conservateur» vilipendé par une grande partie de ceux qui font de lui leur recours et leur héraut.

La droite non plus n'en est pas un paradoxe près. Outre que les censeurs LR d'aujourd'hui étaient naguère de farouches partisans de la retraite à 65 ans, ce sont ceux-là mêmes qui suspectaient Éric Ciotti ou Bruno Retailleau de tentation d'alliance avec le RN qui vont faire vote commun avec les amis de Marine Le Pen, au point que Jordan Bardella leur promet de ne leur opposer de candidat en cas de dissolution. Tandis que les «droitiers» d'hier sont maintenant accusés de pactiser avec Macron. **Le 49.3 donnait une chance à LR de ne pas compter ses divisions sur les retraites ; la motion de censure l'oblige à les révéler.**

20 mars 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/anne-de-guigne-la-reforme-des-retraites-pour-eviter-l-austerite-20230319>

Anne de Guigné: «La réforme des retraites pour éviter l'austérité?»

Par [Anne de Guigné](#)

Publié il y a 3 heures , mis à jour il y a 51 minutes



La hausse des taux rend l'équation budgétaire du pays de plus en plus difficile à résoudre. *POOL/via REUTERS*

CHRONIQUE - Emmanuel Macron n'a cessé d'écarter toutes les propositions de hausse de l'imposition. Alors que les taux remontent, il faut bien pourtant trouver une voie pour assainir les finances publiques.

Depuis un an, l'économie se dérobe à toutes les prévisions. Flambée de l'inflation, résistance de la croissance, marché de l'emploi au plus haut et, soudain, menace d'une crise bancaire... Dans ce climat d'incertitude prospèrent, par réaction, de larges réflexions sur le monde d'après. Reprenant à leur compte le bon mot **d'Einstein** - *«La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi»* -, leurs auteurs se contentent souvent d'adapter aux défis contemporains leurs combats historiques.

Pour les uns, le nouveau paradigme inflationniste exige l'adoption urgente de la taxe carbone, du revenu universel, d'une véritable réforme de l'État. Pour d'autres, il appelle de toute évidence le retour de l'ISF, la démultiplication des investissements publics, une réforme de la santé, de l'éducation... **Au milieu de ce maelstrom s'impose, comme lors de chaque crise en France, la nécessité d'une augmentation de la pression fiscale.** C'est notamment l'une des conclusions du dernier essai des économistes **Patrick Artus et Olivier Pastré** (1).

Notant que, *«déjà avant la guerre en Ukraine, 60 % du revenu des 20 % des Français en bas de l'échelle des revenus était absorbé par le logement, l'alimentation et l'énergie»*, **les économistes appellent de leurs vœux un renforcement des politiques redistributives afin d'amortir la hausse forte du prix de l'énergie.** *«Pour éviter une crise sociale, la seule solution sera de mettre en place des transferts permanents vers les ménages modestes, écrivent-ils. Et il faudra bien sûr financer ces transferts publics, probablement par une taxation accrue des ménages aisés ou des revenus du capital.»*

Il est indéniable que la valse des prix exige une attention accrue à l'évolution des inégalités et que le pouvoir d'achat des plus modestes doit être soutenu. Il est tout aussi certain que la puissance publique a besoin de dégager des marges de manœuvre pour répondre au défi de la transition écologique, mener une véritable réforme de l'école, assurer le financement de l'innovation... **mais aussi, plus**

trivialement, rembourser les intérêts en nette augmentation de sa dette, voire envisager un jour de se désendetter.

Relever ces défis par le levier des hausses d'impôt a le mérite de la popularité et de la facilité. Des arguments qui pourraient porter dans le climat de tension sociale actuel. **Les taux d'imposition peuvent-ils pour autant monter jusqu'au ciel sans heurter la croissance?**

La réponse - négative, bien sûr - est connue. Et, dans le pays le plus fiscalisé de l'OCDE, avec le Danemark, elle ne peut être mise sous le tapis. Il faut d'ailleurs reconnaître à Emmanuel **Macron**, qui a pourtant fait preuve depuis 2017 de souplesse idéologique, de la fermeté sur ce sujet. **Il n'a cessé d'écarter toutes les propositions de hausse de l'imposition, et, «en même temps», toute mesure dite d'austérité: gel des salaires, restriction du crédit...**

Réforme «à double dividende»

Mais comment alors, sans levier fiscal, résoudre l'équation budgétaire du pays? Depuis cinq ans, la dette équilibrait les comptes. Les hausses de taux limitent désormais le recours à cette facilité. En manière d'alternative sont annoncées une revue des dépenses au printemps et surtout la réforme des retraites, même si elle n'a jamais été clairement présentée de cette manière aux Français. **Du point de vue des finances publiques, un report de l'âge effectif de départ à la retraite, pour peu qu'il soit bien calibré, suscite pourtant des effets puissants à moyen et long terme: par la hausse du taux d'emploi, il augmente les recettes et diminue les dépenses. D'où l'appellation de réforme «à double dividende».**

Les études comparatives des finances publiques françaises et allemandes démontrent d'ailleurs que ce sont essentiellement les dépenses liées aux retraites qui creusent le déséquilibre entre les deux États. À défaut d'avoir assumé une franche explication avec les Français, ni même communiqué sur les conséquences du texte sur la trajectoire de la dette, l'exécutif semble avoir perdu sur tous les tableaux. **La réforme est plus contestée que jamais et les finances publiques paraissent abandonnées à leur lente dérive.**

(1) Patrick Artus et Olivier Pastré, «De l'économie d'abondance à l'économie de rareté», Odile Jacob, 182 p., 18,90 €.

20 mars 2023 (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/kriminalitaet/freudenberg-ab-wann-sind-kinder-schuldfaeig-18755893.html>

SCHULDFÄHIG MIT ZWÖLF?:

„Die Strafmündigkeit mit 14 Jahren hat sich bewährt“

VON [EVA SCHLÄFER](#)

-AKTUALISIERT AM 18.03.2023-18:45



Eine unbegreifliche Tat: Polizisten suchen nach dem Tod von Luise nach Spuren. Bild: Peter M. Hoffmann

Kinder unter 14 Jahren können juristisch nicht für eine Straftat belangt werden. Würde eine Absenkung des Strafmündigkeitsalters Fälle wie den Tod von Luise aus Freudenberg verhindern? Experten zweifeln daran.

Kinder sind mit zwölf oder 13 Jahren zu jung, als dass sie juristisch für eine **Straftat** belangt werden könnten. Der Gesetzgeber zumindest unterstellt, dass Menschen unter 14 Jahren noch nicht die geistige und sittliche Reife besitzen, um das Unrecht einer Tat einsehen zu können. Nach dem Strafgesetzbuch und ergänzend dem seit genau hundert Jahren existierenden Jugendgerichtsgesetz ist es nicht möglich, sie strafrechtlich zur Verantwortung zu ziehen.

Wenn in der Vergangenheit Kinder unter 14 eine Straftat begingen, wurde regelmäßig eine Herabsetzung des Strafmündigkeitsalters gefordert. 2019 tat das zum Beispiel die **Berliner CDU** gemeinsam mit der Deutschen Polizeigewerkschaft, nachdem in Mülheim an der Ruhr eine Achtzehnjährige unter anderen von zwei zwölfjährigen Jungen vergewaltigt worden war. Das Ziel sei nicht, „Kinder in den Knast zu stecken“, sondern die Autorität von Richtern zu nutzen, so ein Gewerkschaftsvertreter damals.

Kein Anlass für eine neue Debatte

Roman Poseck, seit vergangenem Jahr hessischer Justizminister, zuvor Präsident des Oberlandesgerichts Frankfurt, schließt nicht aus, dass die Debatte auch jetzt wieder angestoßen werden könnte. „Ich habe aber eine sehr klare Position: Der aktuelle Fall bietet keinen Anlass, eine neue Strafmündigkeitsgrenze einzuführen. Die Strafmündigkeit mit 14 Jahren hat sich bewährt“, sagt er. Das Strafrecht sei für diese Altersgruppe der falsche Ansatz; auch das Jugendhilferecht biete die Möglichkeit der Anhörung durch Richter. „Man kann darüber nachdenken, ob schneller eine Berührung zwischen strafunmündigen Tätern und der Justiz hergestellt werden sollte – aber im Rahmen des Jugendhilferechts.“ Poseck verweist zudem darauf, dass schwere Straftaten durch eine andere Strafmündigkeitsgrenze nicht verhindert würden.

Auch Theresia Höynck, Professorin für Kinder- und Jugendrecht am Institut für Sozialwesen der Universität Kassel, kann nicht erkennen, dass die Tat von Freudenberg neue Argumente für eine

Änderung der Altersgrenze hervorbringt. Bei den jüngsten Bundestagswahlen habe nur der äußere rechte Rand die Forderung nach einer Herabsetzung in seinen Programmen gehabt; ansonsten aber habe sich „die Vernunft durchgesetzt, dass die Hebel im Umgang mit problematischen jungen Menschen woanders liegen“. Die Altersgrenze, die wie jede Altersgrenze ein gewisses willkürliches Element habe, hält sie trotzdem für passend.

Höynck, die sich in Forschungsprojekten vor allem mit Kindern und Jugendlichen als Täter und Opfer beschäftigt, stellt nicht fest, dass diese heute reifer seien als früher. Auch wenn sie in ihrem Aussehen und Auftreten jungen Erwachsenen nacheiferten, seien sie genauso unsicher, emotional, verletzlich und manipulierbar wie vor 50 Jahren.

20 mars 2023 (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/meron-mendels-buch-ueber-israel-reden-18735612.html>

DEUTSCHLAND UND ISRAEL:

Hier eine Position zu beziehen, ähnelt der Kunst des Seiltanzes

VON GÜNTHER NONNENMACHER

-AKTUALISIERT AM 18.03.2023-21:07



Meron Mendel Bild: dpa

Vor dem Hintergrund gescheiterter Friedensanstrengungen: Meron Mendel unternimmt einen analytischen Streifzug mit autobiographischem Einschlag durch die deutsch-israelischen Beziehungen.

Die fünfzehnte **Documenta** in Kassel wird wohl nicht als Welt-Kunstaussstellung im öffentlichen Gedächtnis bleiben, sondern als Anlass einer neuerlichen Antisemitismusdebatte in Deutschland. Als die Documenta-Leitung einsah, dass die Sache für sie immer bedenklicher wurde, rief sie **Meron Mendel** als Mediator zu Hilfe. **Der Direktor der Frankfurter Bildungsstätte Anne Frank, Professor für Soziale Arbeit an der Frankfurt University of Applied Sciences und überdies regelmäßiger Beiträger in diesem Feuilleton** merkte jedoch bald, dass die künstlerischen Kuratoren der Documenta, das indonesische Kollektiv Ruangrupa, zu einer echten Diskussion gar nicht bereit waren, und zog sich aus dem Geschehen zurück.

Auf den 1976 bei Tel Aviv geborenen Mendel war man gekommen, **weil er sich mit dem Thema Antisemitismus als Betroffener, Wissenschaftler und Pädagoge befasst hatte. Sein jetzt erschienenes Buch „Über Israel reden: Eine deutsche Debatte“ ist ein analytischer Streifzug durch die deutsch-israelischen Beziehungen und hat zudem einen stark autobiographischen Einschlag.**

Mendel ist nicht nur Deutschland, sondern vor allem auch seinem Geburtsland gegenüber kritisch. Im Prolog und im Nachwort seines Buchs erklärt er, warum das so ist: **Israel werde immer mehr zu einer „defekten Demokratie“.** Und er benennt ohne Umschweife einen wichtigen Grund dafür: **das Scheitern aller Versuche, eine Friedensregelung zu finden und damit die Perpetuierung der Besatzung des Westjordanlandes.** **„Die Rede von der ‚humanen Besatzung‘ – so die Rhetorik der israelischen Politiker meiner Jugendzeit – gehört bis heute zur großen Lebenslüge vieler Israelis.“** Seine Erfahrungen als junger Soldat in Ramallah oder Hebron hätten ihm gezeigt, „dass es so etwas nicht geben kann, denn jedes Besatzungsregime funktioniert nur über die Gewalt der Besatzer und die Angst der einheimischen Bevölkerung.“

Mehr realpolitische Hintergründe als moralische Bedeutung

Mendon engagiert sich in Friedensprojekten, hat sich einer abermaligen Einberufung zum Militär entzogen, zählt zur Linken und **bekannt sich als Angehöriger des „Tel-Aviv-Staates“**, benannt nach der weltläufigen, liberalen, hedonistischen Mittelmeerstadt, die das Gegenbild zum orthodoxen, von

Strenggläubigen und Siedlern geprägten Jerusalem ist. Er bedauert, dass Israel nach 1967 „falsch abgelenkt“ sei. **Aber eine Lösung für den Konflikt mit den Palästinensern hat auch er nicht — vielleicht gibt es den großen Wurf („Zweistaatenlösung“) auch gar nicht mehr, und man kann nur hoffen, dass kleinere, meist private Friedensprojekte doch Wirkung haben.** Die neue israelische Regierung von Netanjahus **Likud** mit religiösen und politischen Extremisten hält Mendel für gefährlich und eine nationale Katastrophe.



Meron Mendel: „Über Israel reden“. Eine deutsche Debatte. :Bild: Kiepenheuer & Witsch Verlag

Seit mehr als zwei Jahrzehnten lebt Mendel nun in Deutschland; er verfolgt die Diskussionen über das Verhältnis der Deutschen zu Israel ebenso wie die antisemitischen Strömungen und Aufwallungen hierzulande. **Ein langes Kapitel widmet er den Spaltungen und Verwerfungen, die es bei diesem Thema unter deutschen Linken gibt.** Dafür gibt es in Israel keine Entsprechung, da eine klar gezogene Linie die Anhänger eines irgendwie zu organisierenden Friedens mit den Palästinensern von jenen Israelis abgrenzt, die deren Heimatrechte im Westjordanland ablehnen. In Deutschland hat sich inzwischen der rechtsextreme Antisemitismus als die größere Gefahr vor den linken geschoben; aber Mendel erwähnt doch interessante Anekdoten, etwa **Jürgen Trittins** freundlichen Abgesang auf den „Kommunarden“ und Antisemiten Dieter Kunzelmann.

Ein anderes langes Kapitel widmet Mendel dem Komplex BDS. Der Bundestag hat die lose organisierte Bewegung, die zum Boykott, zum Desinvestieren und zu Sanktionen gegen Israel aufruft, **in einer Resolution als antisemitisch eingestuft. Mendel kommt im Ergebnis zu keinem anderen Urteil.** Doch er billigt den Palästinensern etwa zu, dass sie das Recht hätten, ihre Interessen auch im öffentlichen Diskurs (oder in Verhandlungen) kämpferisch und hart zu vertreten. **So sei die Forderung nach Rückkehr der vertriebenen Palästinenser nicht per se schon antisemitisch, auch wenn damit das Ende des „jüdischen Staates“ Israel besiegelt wäre.**

Starken politisch-diplomatischen Einfluss auf Israel haben nur die USA

Für deutsche Leser, die sich im ideologischen und diplomatischen Labyrinth des Nahostkonflikts kaum zurechtfinden, dürften Mendels Anmerkungen zu zwei Themen insbesondere von Interesse sein: zur „Wiedergutmachung“ seit den frühen Fünfzigerjahren und zu der **Aussage von Bundeskanzlerin Angela Merkel vor der Knesset 2008, die Sicherheit Israels sei für sie „als deutsche Bundeskanzlerin niemals verhandelbar. Und wenn das so ist, dann dürfen das in der Stunde der Bewährung keine leeren Worte bleiben.“**

Was die sogenannte Wiedergutmachung seit 1952, kurz nach Gründung des westdeutschen Staates, angeht, ist offensichtlich, dass sie mehr realpolitische Hintergründe als moralische Bedeutung hatte: Ben Gurion brauchte Geld und Waffen, um den von Feinden umzingelten Staat Israel abzusichern,

Adenauer sah das Abkommen zu Recht als Wiedereintrittskarte Deutschlands in den Kreis der zivilisierten Staaten. Dass mit der Wiedergutmachung anfangs kein echtes Schuldbekenntnis verbunden war, stimmt ebenso wie der Vorwurf, dass die NS-Vergangenheit lange nicht aufgearbeitet wurde — jedenfalls bis zu den Auschwitz-Prozessen der Sechzigerjahre. In Gesellschaft, Wissenschaft und Schule nimmt das Thema jedoch seither einen eminenten Platz ein. Zum Problem ist inzwischen eher geworden, dass die Schuldbekenntnisse und Gedenkveranstaltungen riskieren, leer laufende Rituale zu werden. Darüber gibt es eine lebhaftige Debatte, zu der, um nur drei Namen zu nennen, Dan Diner, Peter Longenrich und Michael Wolffsohn Wichtiges beigetragen haben.

Was Angela Merckels inzwischen von vielen deutschen Politikern wiederholte Satz bedeutet, die Sicherheit Israels sei Teil der deutschen Staatsräson, ist weniger klar. Markus Kaim hat darauf hingewiesen, dass damit im Grunde nur „alle bereits existierenden Grundentscheidungen der deutschen Israelpolitik zum wiederholten Male bekräftigt und programmatisch überwölbt wurden“. Außerdem habe die Bundeskanzlerin „auf eine Frage geantwortet, die sich für die deutsche Außenpolitik nicht wirklich stellt. Niemand wird primär Deutschland konsultieren, wenn Israels Sicherheit unmittelbar durch einen Aggressor bedroht sein sollte.“ Von kaum zu überwindenden militärischen Problemen ganz abgesehen, ist die Formulierung so vage gehalten, dass sie sich kaum als Beistandsverpflichtung interpretieren lässt. Es sei denn, man verstünde sie im Sinn einer Hilfe, wie sie der Ukraine zuteil wird.

Auf die von ihm selbst gestellte Frage, ob man in Deutschland mehr Rücksicht auf Israel nehmen müsse als in anderen westlichen Demokratien, gibt Mendel keine eindeutige Antwort. Er stellt lediglich fest, dass „in der deutschen Öffentlichkeit Positionen zu Israel zu beziehen“ ihm „manchmal wie die Kunst des Seiltanzes“ vorkomme. So vollführt er denn in seinem Nachwort, das von seiner Ablehnung der neuen israelischen Regierung geprägt ist, ein besonders akrobatisches Manöver. Er fordert von der deutschen Politik „eine klare Absage an den Rechtsextremismus, auch wenn er im israelischen Kabinett auftritt. Das wäre auch ein Ausdruck dafür, dass Deutschland eine Lehre aus der Geschichte gezogen hat.“

Es ist keine Frage, dass die rechtspopulistische und -extremistische israelische Regierung wenig Sympathie in Deutschland (und nicht nur hier) genießt. Doch auf die fast verzweifelte Frage Mendels, wie „Deutschland als Verbündeter Israels die einzige Demokratie in Nahost vor sich selbst retten“ könne, wird er in Berlin keine Antwort erhalten. **Starken politisch-diplomatischen Einfluss auf Israel haben nur die USA.** Doch letztlich kann die Lösung nicht von außen kommen. **So schwer es sein mag: Die israelische Demokratie retten können letztlich nur die Israelis selbst.**

Meron Mendel: „Über Israel reden“. Eine deutsche Debatte. Kiepenheuer & Witsch Verlag, Köln 2023. 224 S., geb., 22,- €.